

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ROMPRE AVEC SON COMMANDANT EN CHEF : COMMENT EXPLIQUER
LE COMPORTEMENT DES SÉNATEURS AMÉRICAINS EN POLITIQUE
ÉTRANGÈRE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
LOUIS COLLERETTE

JUILLET 2016

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je dois d'abord remercier mon directeur de recherche, le professeur Frédérick Gagnon, pour son soutien et ses encouragements. Sans ses précieux commentaires et corrections, je n'aurais jamais pu compléter cette recherche. Je dois aussi beaucoup à Vincent Boucher, qui a généreusement fait avancer ma réflexion lors de la planification de ce projet. Je remercie aussi le professeur Charles-Philippe David pour m'avoir poussé à me questionner et à me dépasser. Je souhaite aussi remercier mes nombreux collègues et amis de la Chaire Raoul-Dandurand pour leur soutien moral et les bons moments passés pendant la rédaction de ce mémoire.

Ce mémoire, je le dois à mes parents qui m'ont toujours poussé à faire ce qui m'intéresse dans la vie et qui m'ont transmis leur passion pour la lecture, l'histoire et la politique. À mon père Richard qui m'a toujours encouragé à aller à l'université et qui faisait preuve d'une curiosité intellectuelle sans limite. Mais surtout à ma mère Monique qui m'a gentiment soutenu, encouragé, motivé et inspiré jour après jour pendant la poursuite de mes études universitaires.

Je dois aussi remercier mon frère Antoine pour son soutien, sa patience et son amitié. Finalement, je veux remercier tous mes ami(e)s personnels pour leurs encouragements. Ils sont trop nombreux pour que je les nomme mais ils se reconnaîtront.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	vii
LISTE DES TABLEAUX.....	ix
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACCRONYMES	ix
RÉSUMÉ	xi
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
EXPLIQUER L'ACTION DES LÉGISLATEURS EN POLITIQUE ÉTRANGÈRE.....	14
1.1 Comment expliquer l'influence du Congrès?	16
1.2 L'influence des élus: le rôle des entrepreneurs de politique étrangère	20
1.3 Les facteurs qui influencent le comportement des législateurs.....	24
1.3.1 Les facteurs personnels : l'expérience, les valeurs et l'idéologie.....	25
1.3.2 Les facteurs personnels : le désir d'influence et les ambitions.....	28
1.3.3 Les facteurs contextuels : l'opinion publique	28
1.3.4 Les facteurs contextuels : le contexte politique et électoral	30
1.3.5 Les facteurs contextuels : le contexte institutionnel	33
1.3.6 Les facteurs contextuels : le contexte international	34
1.4 Cadre théorique	35
1.5 Choix des études de cas.....	35
1.6 Sources et méthodologie	38

CHAPITRE II	
JOHN MCCAIN ET LE TRAITEMENT DES PRISONNIERS	44
2.1 Biographie	44
2.2 Présentation de l'action de McCain dans le dossier du traitement des prisonniers	46
2.2.1 Le scandale d'Abu Ghraib	46
2.2.2 Le <i>Detainee Treatment Act</i>	47
2.2.3 Le <i>Military Commissions Act</i>	48
2.2.4 Appliquer le <i>Army Field Manual</i> à la CIA?	49
2.3 Explication du comportement de McCain.....	51
2.3.1 Son expérience.....	52
2.3.2 Ses valeurs	55
2.3.3 Son idéologie	57
2.3.4 Ses ambitions	58
2.3.5 L'opinion publique et le traitement des prisonniers	61
2.3.6 La popularité du président	62
2.3.7 Ses chances de réélection.....	64
2.3.8 Les enjeux politiques nationaux	65
2.3.9 L'impact de sa circonscription.....	66
2.3.10 Le financement politique	68
2.3.11 L'impact des commissions.....	69
2.3.12 L'impact du leadership	70
2.3.13 Sa relation personnelle avec le président.....	72
2.3.14 Contexte international.....	74

2.4 Conclusion	77
CHAPITRE III	
ROBERT MENENDEZ ET LES SANCTIONS CONTRE L'IRAN	79
3.1 Biographie	79
3.2 Présentation de l'action de Menendez dans le dossier des sanctions contre l'Iran	81
3.2.1 Augmenter la pression sur l'Iran	81
3.2.2 La négociation d'un accord.....	84
3.2.3 S'opposer au <i>Joint Comprehensive Plan of Action</i>	86
3.3 Explication du comportement de Menendez.....	88
3.3.1 Son expérience.....	89
3.3.2 Ses valeurs	91
3.3.3 Son idéologie	92
3.3.4 Ses ambitions.....	94
3.3.5 L'opinion publique et le nucléaire iranien.....	96
3.3.6 La popularité du président	98
3.3.7 Ses chances de réélection.....	99
3.3.8 Les enjeux politiques nationaux	100
3.3.9 L'impact de sa circonscription.....	101
3.3.10 Le financement politique	104
3.3.11 L'impact des commissions.....	105
3.3.12 L'impact du leadership	106
3.3.13 Sa relation personnelle avec le président.....	107
3.3.14 Contexte international.....	109

3.4 Conclusion	113
CONCLUSION	115
BIBLIOGRAPHIE	125

LISTE DES FIGURES

Figure		Page
0.1	Variables explicatives.....	10
2.1	L'idéologie de McCain comparée à la moyenne des sénateurs républicains.....	58
2.2	Évolution du taux d'approbation de McCain (2001-2008).....	60
2.3	Opposition du public à la torture (2001-2009).....	62
2.4	Taux d'approbation du président George W. Bush (2001-2008)...	63
3.1	L'idéologie de Menéndez comparée à la moyenne des sénateurs démocrates.....	93
3.2	Le leadership et l'idéologie de Menendez par rapport aux autres sénateurs (2011-2016).....	95
3.3	Taux d'approbation du président Barack Obama (2009-2016)....	98

LISTE DES TABLEAUX

Tableau		Page
0.1	Les principaux cas de sénateurs qui se sont opposés aux initiatives de sécurité nationale d'un président de leur parti politique depuis le 11 septembre 2001.....	6
1.1	Avenues d'influence des membres du Congrès en politique étrangère.....	21
1.2	Comparaison structurée et orientée.....	42
2.1	Utilisation des diverses avenues d'influence par McCain.....	51
3.1	Quel est le plus grand ennemi des États-Unis? (2001-2016).....	88
3.2	Utilisation des diverses avenues d'influence par Menendez.....	97

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACCRONYMES

ACU	American Conservative Union
ADA	Americans for Democratic Action
AIPAC	American Israel Public Affairs Committee
AK	Alaska
AR	Arkansas
AZ	Arizona
CCAE	Commission de la Chambre sur les affaires extérieures
CIA	Central Intelligence Agency
CSRE	Commission du Sénat sur les relations extérieures
CSSA	Commission du Sénat sur les services armés
D	Démocrate
FBI	Federal Bureau of Investigation
IAEA	International Atomic Energy Agency
ID	Idaho
IN	Indiana
KS	Kansas
KY	Kentucky
MA	Massachusetts
MD	Maryland
ME	Maine
MI	Michigan
MS	Missouri
NC	Caroline du Nord
NE	Nebraska
NH	New Hampshire
NJ	New Jersey
NSA	National Security Agency

NV	Nevada
NY	New York
OH	Ohio
PA	Pennsylvanie
R	Républicain
RI	Rhode Island
SC	Caroline du Sud
SD	Dakota du Sud
TN	Tennessee
TX	Texas
VA	Virginie
VT	Vermont
WI	Wisconsin

RÉSUMÉ

Ce mémoire s'intéresse à l'action des élus américains dans l'élaboration de la politique étrangère des États-Unis. Le but de cette recherche est de comprendre les facteurs qui influencent le comportement des législateurs en politique étrangère. Ainsi, il s'intéresse aux cas de deux sénateurs qui se sont opposés au président de leur propre parti politique afin de voir quels facteurs personnels et contextuels les ont amenés à agir de la sorte. Cette recherche se veut une contribution à la littérature sur le rôle du Congrès en politique étrangère, sur le comportement des membres du Congrès et sur les entrepreneurs de politique étrangère au Congrès. Ce mémoire commence par une revue critique de la littérature sur le Congrès et le rôle de ses membres en politique internationale. Il s'intéresse ensuite aux cas des sénateurs John McCain (R-AZ), lors de la présidence de George W. Bush (2001-2009), et Robert Menendez (D-NJ) lors de la présidence de Barack Obama (2009-2016).

John McCain s'est opposé au président Bush sur la question du traitement des prisonniers de la guerre au terrorisme. Après le scandale d'Abu Ghraib et la controverse autour de la prison de Guantanamo, McCain s'est opposé aux efforts de l'administration Bush pour redéfinir le cadre légal entourant la torture aux États-Unis. Il a lors utilisé plusieurs outils législatifs et non-législatifs pour s'assurer que les États-Unis n'utilisent pas la torture. Les principaux facteurs qui l'ont amené à adopter cette position sont son expérience, sa volonté d'être réélu et l'opinion publique aux États-Unis et dans le monde.

Bob Menendez s'est opposé à l'ouverture par Barack Obama envers l'Iran et à l'accord sur le nucléaire avec ce pays. Il a notamment lutté pour faire adopter des sanctions contre l'Iran et a tenté d'empêcher la ratification de l'accord par les États-Unis. Les principaux facteurs qui l'ont influencé sont son expérience et ses valeurs, sa volonté d'être réélu et l'influence du lobby israélien sur celui-ci.

Mots clés : États-Unis, Congrès, politique étrangère, John McCain, George W. Bush, Bob Menendez, Barack Obama, Iran, torture.

INTRODUCTION

The meaning of courage, like political motivations, is frequently misunderstood. Some enjoy the excitement of its battles, but fail to note the implications of its consequences. Some admire its virtues in other men and other times, but fail to comprehend its current potentialities. [...]

It may take courage to battle one's President, one's party or the overwhelming sentiment of one's nation; but these do not compare, it seems to me, to the courage required of the Senator defying the angry power of the very constituents who control his future. [...]

The true democracy, living and growing and inspiring, puts its faith in the people—faith that the people will not simply elect men who will represent their views ably and faithfully, but also elect men who will exercise their conscientious judgement—faith that the people will not condemn those whose devotion to principle leads them to unpopular courses, but will reward courage, respect honor and ultimately recognize right. [...]

In whatever arena of life one may meet the challenge of courage, whatever may be the sacrifices he faces if he follows his conscience—the loss of his friends, his fortune, his contentment, even the esteem of his fellow men—each man must decide for himself the course he will follow. The stories of past courage can define that ingredient—they can teach, they can offer hope, they can provide inspiration. But they cannot supply courage itself. For this each man must look into his own soul.

John F. Kennedy, *Profiles in Courage*, New York, Harper & Brothers, 1955, p.242 à 246

La littérature sur le rôle du Congrès en politique étrangère est très diversifiée, mais elle démontre clairement qu'à toutes les époques et dans tous les domaines, le Congrès reste un acteur important en politique étrangère. La littérature théorique sur le rôle du Congrès dans ce domaine comporte cependant certaines lacunes. En particulier, les textes qui tentent d'expliquer de manière causale l'influence ou l'activité du Congrès dans ce champ s'appuient trop sur les votes des membres du Congrès comme indicateurs, négligeant les autres avenues d'influence de celui-ci. De

plus, cette littérature s'intéresse particulièrement au comportement du Congrès en tant qu'institution, ce qui selon nous est une simplification peu utile. En effet, nous partageons l'avis de Ralph Carter et James Scott sur le sujet, qui affirment qu'il peut être délicat de traiter le Congrès comme un acteur unitaire et qu'il est important et pertinent de se concentrer sur ses membres individuels.¹ Le rôle que joue celui-ci en politique étrangère se comprend mieux lorsqu'on étudie l'action de ses membres.

Cette approche individuelle soulève une série de questions. Comment expliquer que certains législateurs prennent la décision de s'impliquer en politique étrangère alors que d'autres délaissent totalement ces questions? Partagent-ils des caractéristiques qui nous permettraient de comprendre cette décision? La question des motivations des législateurs mérite d'être creusée davantage.²

L'explication partisane est largement répandue dans la littérature sur l'action du Congrès et de ses membres en politique étrangère. Ainsi, une situation de « cohabitation à l'américaine » (*divided government*), dans laquelle le Congrès et la présidence ne sont pas contrôlés par le même parti, semble favoriser l'action des législateurs.³ En effet, lorsque le président fait face à un Congrès contrôlé par le parti adverse, les chances que certains de ses membres s'opposent aux initiatives présidentielles augmentent. Ces derniers profitent alors d'une position institutionnelle plus avantageuse pour défier le président et tentent d'utiliser cet avantage pour influencer la politique. De plus, la politique étrangère serait de plus en plus soumise aux contraintes des joutes politiques partisans.⁴

¹ Ralph G. Carter et James M. Scott. *Choosing to Lead: Understanding Congressional Foreign Policy Entrepreneurs*. Durham et Londres: Duke University Press, 2009, p.20

² Ralph G. Carter et James M. Scott. « Understanding Congressional Foreign Policy Innovators: Mapping Entrepreneurs and their Strategies ». *The Social Science Journal*, vol.47, 2010, p. 435

³ Jerel Rosati « Congress and Interbranch Politics ». dans *The Politics of United States Foreign Policy*, 3e éd., Belmont, Wadsworth, 2004, p.309-313 et Terence Roehrig et Lara Wessel. « Congress and U.S.- North Korea Relations: The Role of the Entrepreneur ». *Asian Affairs: An American Review*, vol.38, no.2, 2011, p.91

⁴ Ralph G. Carter et James M. Scott. « Taking the Lead: Congressional Foreign Policy Entrepreneurs in U.S. Foreign Policy ». *Politics & Policy*, vol.32, no.1, mars 2004, p. 41; Ralph G. Carter. « Congress and Post-Cold War U.S. Foreign Policy », dans *After the End: Making U.S. Foreign Policy*

De manière générale, l'action du Congrès en politique étrangère se déploierait principalement en opposition aux initiatives de l'exécutif. Cette opposition serait logiquement le fait de législateurs du parti adverse. Cette manière de concevoir le rôle du Congrès en politique étrangère n'est pas nécessairement erronée, la majorité des initiatives des législateurs s'inscrivant effectivement dans une logique d'opposition.⁵ Cependant, la possibilité que certains législateurs s'opposent à des initiatives venant des rangs de leur parti est bien réelle.⁶

Ainsi, une hypothèse avancée est que la logique partisane amènerait certains législateurs à s'opposer aux positions d'un président du parti adverse. Les membres de l'opposition seraient plus enclins à confronter le président et à promouvoir leurs propres initiatives de politique étrangère.⁷ Bien que des auteurs contestent cette idée⁸, depuis l'époque du Watergate, on aurait assisté à l'érosion du consensus bipartisan en politique étrangère.⁹ Carter et Scott démontrent d'ailleurs que, de plus en plus, les actes d'entrepreneuriat politique¹⁰ proviennent du parti adverse. Ainsi, depuis la fin

in the *Post-Cold War World*, Durham, Duke University Press, 1998, p.128; James Delaet et James M. Scott. « Treaty-Making and Partisan Politics: Arms Control and the U.S. Senate, 1960-2001 ». *Foreign Policy Analysis*, vol. 2, No. 2, 2006, p.178; James Meernik. « Presidential Support in Congress: Conflict and Consensus on Foreign and Defense Policy ». *The Journal of Politics*, vol. 55, no. 3, 1993, p.585-586

⁵ Ralph G. Carter et James M. Scott. « Setting a Course: Congressional Foreign Policy Entrepreneurs in Post-World War II U.S. Foreign Policy ». *International Studies Perspectives*, vol. 5, 2004, p.283

⁶ Ralph G. Carter et James M. Scott. « Understanding Congressional Foreign Policy Innovators: Mapping Entrepreneurs and their Strategies ». *The Social Science Journal*, vol.47, 2010, p.425

⁷ James M. Scott et Ralph G. Carter. « The Not-So-Silent Partner: Patterns of Legislative-Executive Interaction in the War on Terror, 2001-2009 ». *International Studies Perspectives*, 2013, p.7

⁸ Eugene Wittkopf et James McCormick. « The Cold War Consensus: Did It Exist? ». *Polity*, Vol. 22, No. 4, 1990

⁹ Timothy Hideland et al. « The Domestic Politics of Humanitarian Intervention: Public Opinion, Partisanship and Ideology ». *Foreign Policy Analysis*, Vol.9, 2013, p. 248; James McCormick, Eugene Wittkopf et David Danna. « Politics and Bipartisanship at the Water's Edge: A Note on Bush and Clinton ». *Polity*, vol. 3.0, no. 1, 1997, p. 135; Jeffrey Peake. « Coalition Building and Overcoming Legislative Gridlock in Foreign Policy, 1947-98 ». *Presidential Studies Quarterly*, Vol. 32, No. 1, 2002, p.67; James McCormick et Eugene Wittkopf « Bipartisanship, Partisanship, and Ideology in Congressional-Executive Foreign Policy Relations, 1947-1988 ». *The Journal of Politics*, vol. 52, no. 4, 1990, p.1097

¹⁰ La définition de l'entrepreneuriat politique soulève des débats que nous présenterons plus loin. On utilise néanmoins souvent la définition de John Kingdon, qui définit les entrepreneurs politiques comme des individus qui consacrent des ressources importantes pour amener un changement de

de la guerre froide, 73,1 % des actes d'entrepreneuriat ont suivi cette logique.¹¹ Cette tendance se serait tout de même atténuée à la suite des attentats du 11 septembre 2001. Néanmoins, la polarisation partisane a rapidement refait surface lors du deuxième mandat de George W. Bush.¹²

De plus, en contexte de recours à la force, les membres du parti au pouvoir auraient tendance à soutenir le président et à lui accorder les fonds nécessaires pour conduire une opération militaire, ce qui s'explique par le fait que ses collègues du parti accorderaient une crédibilité aux affirmations de l'administration, par le fait qu'ils pourraient partager le même sort aux élections et par leur volonté de s'attirer la faveur du président.¹³ Dans cette situation, une quelconque opposition proviendrait logiquement du parti adverse.¹⁴ En effet, « *Not only is challenging a president of the opposite political party often "good politics" for members of Congress, partisan differences often leads to real policy disagreement with a president of the opposite party* ». ¹⁵ Le président anticiperait donc la réaction du Congrès en fonction de la force du parti d'opposition.¹⁶ Les membres du parti, incluant l'administration et le leadership du parti au Congrès, exercent également une pression considérable sur les législateurs pour voter en accord avec les positions de leur parti.¹⁷

Ces observations semblent soutenir la thèse de Barbara Sinclair, qui dans son livre *Party Wars. Polarization and the Politics of National Policy Making*, défend

politique. Voir : John W. Kigdon. *Agendas Alternatives and Public Policies*, 2e édition, New York: Longman, 1995, p.204

¹¹ Ralph G. Carter et James M. Scott. « Setting a Course: Congressional Foreign Policy Entrepreneurs in Post-World War II U.S. Foreign Policy ». *Op. Cit.*, p.283

¹² Charles-Philippe David, Louis Balthazar et Justin Vaisse (dir.). *La politique étrangère des États-Unis : Fondements, acteurs, formulation. 2^e édition*, Paris, Presses de Science Po, 2008, p.386

¹³ William G. Howell, et Jon C. Pevehouse. « Presidents, Congress and the Use of Force ». *International Organization*, vol.59, no.1 (Hiver, 2005), p.215-216

¹⁴ *Ibid*, p.215

¹⁵ Ralph G. Carter et James M. Scott. « Taking the Lead: Congressional Foreign Policy Entrepreneurs in U.S. Foreign Policy ». *Op. Cit.*, p. 46

¹⁶ Douglas L. Kriner. *After the Rubicon. Congress, Presidents, and the Politics of Waging War*. Chicago: The University of Chicago Press, 2010, p.111

¹⁷ Eileen Burgin. « Representatives' Decision on Participation on Foreign Policy Issues ». *Legislative Studies Quarterly*, vol.16, no.4, (novembre), 1991, p.528

l'idée selon laquelle le Congrès serait de plus en plus polarisé depuis les années 90. Cette polarisation expliquerait le fait que les membres du parti d'opposition n'hésitent plus à critiquer le président.¹⁸ Cette dernière décrit la polarisation comme un phénomène qui a amené une plus grande homogénéité idéologique au sein des partis. Elle conçoit l'idéologie ainsi: « *consistent pattern of voting behavior that I assume is a function of the policy preferences of the member's constituency, of member's personal policy preferences, and, though to a lesser extent, of the members goals, such as influence* ». ¹⁹ Les démocrates seraient de plus en plus « progressistes » (*liberals*) et les républicains de plus en plus « conservateurs » (*conservative*).²⁰ Ainsi, les démocrates les plus conservateurs se retrouvent maintenant à la gauche de presque tous les républicains, et les républicains les plus progressistes, à la droite de presque tous les démocrates.²¹

Le facteur partisan ne peut cependant pas expliquer le comportement des législateurs qui s'opposent à leur parti. En effet, Carter et Scott croient que les « entrepreneurs de politique étrangère au Congrès » (*congressional foreign policy entrepreneurs*) les plus dévoués agissent indépendamment de l'affiliation partisane du président.²² Ces « entrepreneurs » sont des législateurs qui prennent l'initiative sur les enjeux de politique étrangère qui leur tiennent à cœur plutôt que d'attendre que l'administration agisse sur ces enjeux.²³ Ceux-ci s'attaquent souvent à des enjeux pendant de longues périodes qui couvrent différentes administrations présidentielles. Ils peuvent donc faire fi de l'affiliation partisane pour continuer à

¹⁸ Citée dans : Frédérick Gagnon. « Théories sur le rôle du Congrès » dans Charles-Philippe David (dir.). *Théories de la politique étrangère américaine : Auteurs, concepts et approches*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2012, p. 311

¹⁹ Barbara Sinclair. *Party Wars. Polarization and the Politics of National Policy Making*. Norman: University of Oklahoma Press, 2006, p. 8

²⁰ *Ibid*, p. 9; Sean Theriault. *Party Polarization in Congress*. Cambridge University Press, 2008, p.8

²¹ Barbara Sinclair. *Op. Cit.*, p.13

²² Ralph G. Carter et James M. Scott. « Understanding Congressional Foreign Policy Innovators: Mapping Entrepreneurs and their Strategies ». *Op. Cit.*, p. 425

²³ Ralph G. Carter et James M. Scott. *Choosing to lead: Understanding Congressional Foreign Policy Entrepreneurs*. *Op. Cit.*, p.26

promouvoir leurs préférences politiques.²⁴ Peu importe l'affiliation politique du président, les membres du Congrès auraient tendance à s'opposer aux initiatives qui empiètent sur leurs prérogatives.²⁵ Jordan Tama a même récemment démontré que les membres du Congrès des deux partis peuvent s'associer pour s'opposer au président sur certains enjeux.²⁶ Bien qu'une majorité des actions observées par Carter et Scott originent effectivement du parti opposé au président, une part non négligeable d'entrepreneurs décident d'agir lorsque le président appartient à leur formation politique.

Ainsi, le facteur partisan ne nous permet pas d'expliquer le comportement des législateurs qui s'opposent à leur parti. Depuis le 11 septembre 2001, de nombreux sénateurs ont d'ailleurs décidé de s'opposer ponctuellement à l'administration de leur parti sur certains enjeux de politique étrangère. Cependant, les enjeux de sécurité nationale suscitent généralement moins de critiques et les sénateurs qui formulent des reproches à l'égard d'un président de leur parti sont plus rares dans ce domaine. Le tableau 0.1 illustre les principaux cas de cette nature.

Tableau 0.1 Les principaux cas de sénateurs qui se sont opposés aux initiatives de sécurité nationale d'un président de leur parti politique depuis le 11 septembre 2001

Enjeux de sécurité nationale	Sénateurs
Présidence de George W. Bush (2001-2009)	
S'opposer à la guerre en Iraq (2002)	Lincoln Chafee (R-RI)

²⁴ Terence Roehrig et Lara Wessel. *Op. Cit.*, p. 105

²⁵ James M. Scott et Ralph G. Carter. « The Not-So-Silent Partner: Patterns of Legislative-Executive Interaction in the War on Terror, 2001-2009 ». *Op. Cit.*, p.18

²⁶ Jordan Tama. « Bipartisanship in a Polarized Age: The U.S. Congress and Foreign Policy Sanctions ». Article présenté au Congrès de l'*American Political Science Association*, 28 au 31 août 2014

S'assurer que le traitement des détenus de la guerre au terrorisme soit en accord avec les obligations internationales américaines et que les États-Unis n'utilisent pas la torture comme moyen d'interrogation (2004-2007)	John McCain (R-AZ) John Warner (R-VA) Lindsey Graham (R-SC)
Inclure davantage de protections des libertés civiles dans le PATRIOT Act (2005)	Chuck Hagel (R-NE) Frank Murkowski (R-AR) Larry Craig (R-ID) John Sununu (R-NH)
Critiquer les abus de la <i>National Security Agency</i> (NSA) dans son programme de surveillance des communications (2005-2006)	Arlen Specter (R-PA) Susan Collins (R-ME) Larry Craig (R-ID) John Sununu (R-NH) Olympia Snowe (R-ME) Samuel Brownback (R-KS) Michael DeWine (R-OH) Pat Roberts (R-KS)
Voyager en Syrie et tenter de favoriser un rapprochement entre la Syrie, les États-Unis et Israël (2006)	Arlen Specter (R-PA)
Réorienter la politique du président Bush en Irak, s'opposer au « <i>surge</i> » et promouvoir le retrait des troupes. (2007-2008)	Chuck Hagel (R-NE) George Voinovich (R-OH) Richard Lugar (R-IN) John Warner (R-VA)
Présidence de Barack Obama (2009-2017)	
Mettre en place un régime de sanctions économiques contre l'Iran en dépit de la volonté de l'administration de négocier avec ce pays pour limiter son programme nucléaire (2009-2015)	Robert Menendez (D-NJ) Chuck Schumer (D-NY) Benjamin Cardin (D-MD)
Critiquer la stratégie du « <i>surge</i> » en Afghanistan (2009-2010)	Russel Feingold (D-WI) Ronald Wyden (D-OR) Mark Begich (D-AK)

Critiquer l'intervention en Libye. (2011)	Jim Webb (D-VA)
Critiquer l'emploi des drones par l'administration dans ses campagnes de lutte au terrorisme (2013)	Dick Durbin (D-IL) Ronald Wyden (D-OR) Mary Landrieu (D-LA) Jack Reed (D-RI) Patrick Leahy (D-VT)
Critiquer les programmes d'espionnage et d'écoutes électroniques de la NSA (2011-2015)	Ronald Wyden (D-OR) Mark Udall (D-CO) Dianne Feinstein (D-CA)
Influencer la politique américaine envers l'Ukraine et tenter d'amener l'administration à fournir du matériel militaire à l'Ukraine (2014-2015)	Chris Coons (D-DE) Robert Menendez (D-NJ) Joe Manchin (D-WV) Jeanne Shaheen (D-NH) Benjamin Cardin (D-MD)
Critiquer l'ouverture diplomatique envers Cuba (2014-2015)	Robert Menendez (D-NJ)
S'opposer à l'accord signé avec l'Iran pour limiter son programme nucléaire (2015)	Chuck Schumer (D-NY) Benjamin Cardin (D-MD) Robert Menendez (D-NJ)
Critiquer la politique de l'administration dans son combat contre l'État islamique en Syrie et en Irak (2015)	Dianne Feinstein (D-CA)

* Les données utilisées pour compiler ce tableau proviennent des écrits de Ralph Carter et de James Scott, des sites internet *Congress.gov* et *Congressional Quarterly Almanac*, ainsi que de plusieurs articles de presses.

Ainsi, nous voulons dans ce mémoire nous interroger sur les situations dans lesquelles un législateur décide d'agir sur des questions de politique étrangère et de sécurité nationale en adoptant une position différente de celle de son parti. En effet, bien que cette situation soit peu commune, certains législateurs prennent parfois cette décision.²⁷ Nous nous attarderons spécifiquement aux sénateurs car ceux-ci disposent

²⁷ Ralph G. Carter et James M. Scott. « Understanding Congressional Foreign Policy Innovators: Mapping Entrepreneurs and their Strategies ». *Op. Cit.*, p. 425

de prérogatives constitutionnelles plus importantes dans le domaine de la politique étrangère et sont donc mieux placés pour l'influencer.²⁸ Leur pouvoir de confirmer les nominations et de questionner les responsables de l'administration leur permet d'avoir une certaine influence sur les décisions dans ce domaine. Dans ces situations, le facteur partisan ne peut évidemment pas expliquer le comportement des sénateurs. Nous tenterons de comprendre quels facteurs, en dehors du facteur partisan, peuvent influencer leur comportement en politique étrangère. Nous nous intéresserons à certains cas de ce type afin de mieux comprendre cette particularité. Nous introduisons donc la question de recherche suivante : quels facteurs permettent de comprendre que des sénateurs décident de s'opposer à une administration de leur parti sur des enjeux de politique étrangère?

Cette démarche de recherche nous permettra de mieux faire connaître les cas spécifiques dont nous allons traiter en plus d'apporter une contribution à la littérature sur les entrepreneurs de politique étrangère au Congrès . En effet, cette étude nous permettra de mieux comprendre pourquoi certains d'entre eux n'obéissent pas à la logique de la loyauté partisane en politique étrangère. Tant du côté républicain que démocrate, il existe des exemples de sénateurs s'opposant à leur parti dans le domaine des relations extérieures. D'une part, nous allons nous intéresser au cas de John McCain (R-AZ) qui s'est opposé à l'administration Bush sur la question des « techniques d'interrogatoires renforcées ». En effet, McCain a travaillé pour bannir l'utilisation de la torture par les États-Unis, faisant fi de la position de l'administration Bush.²⁹ Nous étudierons son action lors des huit années de la présidence Bush, c'est-à-dire du 107^e au 110^e Congrès. D'autre part, nous allons nous intéresser au cas du sénateur Robert Menendez (D-NJ) qui s'oppose à l'administration Obama sur la question des négociations avec l'Iran au sujet de ses

²⁸ James M. Scott et Ralph G. Carter et Anne Gaborit, « Un spectateur ou un décideur? Le Sénat dans la politique étrangère américaine contemporaine ». *Politique américaine*, No. 22, 2013, p. 118

²⁹ *The New York Times*, Eric Schmitt, *Senate Moves to Protect Military Prisoners Despite Veto Threat*, 6 octobre 2005, En ligne: <http://www.nytimes.com/2005/10/06/politics/06cnd-detain.html?pagewanted=print>, page consultée le 13 mars 2015

capacités nucléaires. En effet, Menendez a souvent été en désaccord avec le président sur la question des sanctions à imposer à l'Iran dans ce dossier.³⁰ Notre étude portera sur la présidence d'Obama, donc du 111^e au 114^e Congrès.

Dans ce mémoire, nous allons démontrer que ces législateurs s'opposent à la position de l'administration sur ces enjeux et défendent des positions différentes de celle-ci. Nous concevons l'opposition de manière large pour inclure la promotion de positions différentes de celle de l'administration et non pas simplement de lutter contre la position de l'administration.³¹ Nous nous intéresserons par la suite aux facteurs qui ont influencé ces sénateurs dans cette décision.

Beaucoup d'auteurs se sont intéressés aux facteurs qui influencent les législateurs, que ce soit en politique étrangère ou dans d'autres domaines. Cependant, beaucoup d'études démontrent qu'il existe une corrélation entre certains facteurs et les votes des élus en étudiant des échantillons larges. Pour mieux comprendre comment ces différents facteurs interviennent, nous croyons qu'il est pertinent d'étudier en détail des cas précis. Nous pourrions ainsi voir comment ces différents facteurs se combinent pour influencer les décisions des législateurs. En effet, nous croyons que les membres du Congrès répondent à des pressions diverses et parfois contradictoires et que l'on ne peut saisir toute la subtilité de ces processus par des régressions statistiques ou des explications monocausales.

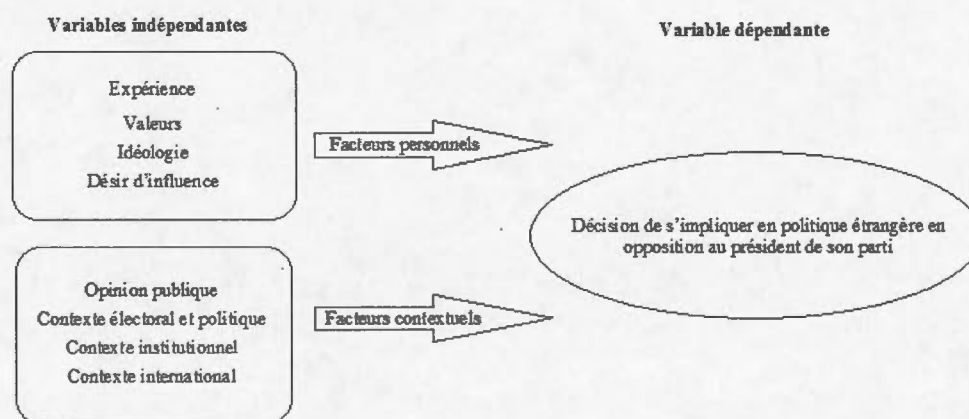
Nous postulons qu'il est possible de bien saisir ce qui influence un législateur en s'intéressant à deux catégories de facteurs. D'une part, certains facteurs personnels ont un impact sur le comportement de tout membre du Congrès. En effet, des éléments tels que les valeurs, l'expérience, l'idéologie ou les ambitions des

³⁰ *The New York Times*, Michael D. Shear, *Obama and Senator Robert Menendez Spar on How to Handle Iran*, 15 janvier 2015, Enligne: http://www.nytimes.com/2015/01/16/us/politics/obama-and-senator-robert-menendez-spar-on-how-to-handle-iran.html?_r=1, page consultée le 13mars 2015

³¹ Pour éviter les répétitions et la lourdeur, nous utiliserons plusieurs synonymes d'opposition dans le texte. (Critiquer, défier, rompre, aller à l'encontre de, contrecarrer, se distancier, ignorer la loyauté partisane...)

législateurs influencent leurs actions. D'autre part, on ne peut pas isoler le comportement d'un membre du Congrès du contexte dans lequel il agit. Ainsi, le contexte international, le contexte politique et électoral ainsi que le contexte institutionnel au sein du Congrès doivent être pris en compte pour bien expliquer ce qui influence les législateurs. Ces divers éléments contextuels imposent des contraintes dont les législateurs doivent tenir compte.

Figure 0.1 Variables explicatives



Ce mémoire nous permettra aussi de démontrer que ces situations peuvent exister dans les deux partis politiques. Nous adopterons la méthode de la comparaison structurée et orientée pour analyser systématiquement les deux cas que nous avons sélectionnés. Nous tenterons de voir si les deux cas étudiés comportent des caractéristiques semblables qui pourraient nous renseigner en général sur ce qui peut amener un sénateur à se distancier d'une administration de son parti. Cependant, ces résultats devraient faire l'objet de recherches subséquentes car deux études de cas ne sont pas suffisantes pour conclure hors de tout doute à l'existence d'un principe général. Le but de notre étude n'est pas d'identifier un facteur dominant, mais bien de dresser un portrait des différents facteurs qui interviennent dans ce processus. Nous

pourrons ainsi mieux saisir la complexité des processus décisionnels qui poussent les législateurs à s'impliquer en politique étrangère et à s'opposer à leur parti.

La contribution académique de cette étude sera double. D'une part, nous contribuerons à la littérature sur les entrepreneurs de politique étrangère au Congrès en réalisant des études de cas sur des sénateurs et des enjeux qui ont été peu étudiés jusqu'à présent. D'autre part, nous contribuerons à la littérature théorique sur l'action du Congrès en politique étrangère de deux manières. D'abord nous contribuerons à la réflexion sur les facteurs qui influencent les législateurs, plus particulièrement sur ce qui peut amener un élu à s'opposer à son parti politique. Puisque l'action du Congrès est en fait composée de la somme des actions de ses membres, cette démarche nous permettra ensuite de comprendre quels facteurs peuvent amener le Congrès en entier à mieux affirmer ses prérogatives de politique étrangère.

Notre démonstration comprendra trois parties. Le premier chapitre théorique situera notre démarche dans la littérature plus large sur le Congrès et la politique étrangère. Nous élaborerons ainsi sur les principaux concepts qui seront utilisés dans notre recherche et particulièrement sur celui d'entrepreneur de politique étrangère au Congrès. Nous aborderons aussi dans cette revue de littérature les études qui se sont intéressées aux différents facteurs pouvant influencer les législateurs. Nous tirerons de ces études des questions qui guideront notre réflexion. Nous discuterons ensuite de la méthodologie que nous utiliserons dans nos études de cas et des sources qui seront mises à profit pour réaliser celles-ci. Nous énoncerons également les critères qui nous ont permis de sélectionner les cas étudiés.

Le second chapitre s'intéressera au sénateur John McCain (R-AZ) et à son action pour s'assurer que les États-Unis adhèrent à leurs obligations internationales et morales dans leurs traitements des prisonniers tout au long de l'administration de George W. Bush. Nous ferons d'abord un court récit des actions du sénateur McCain dans ce dossier pour démontrer comment il s'est opposé aux positions de

l'administration Bush et à d'autres républicains du Congrès. Par la suite, nous nous intéresserons aux facteurs qui ont influencé le sénateur McCain dans cette entreprise afin de dresser le portrait le plus complet possible de ce qui peut l'avoir incité à s'opposer à son parti.

Le troisième chapitre abordera le rôle du sénateur Robert Menendez (D-NJ) qui a rompu avec l'approche de l'administration Obama pour s'assurer que l'Iran ne développe pas ses capacités nucléaires militaires. Nous allons nous concentrer sur ses actions lors de la présidence d'Obama. Nous démontrerons que ce sénateur a fait la promotion d'initiatives différentes de celles du président et qu'il s'est également opposé à certaines initiatives du président dans ce domaine. Ensuite, nous nous intéresserons aux différents facteurs qui l'ont incité à adopter ces positions et qui ont influencé ses actions.

Finalement, nous reviendrons sur les facteurs présentés dans nos études de cas afin d'établir des parallèles entre ceux-ci. Nous pourrons ainsi vérifier si une tendance générale se dégage de nos observations et si l'on peut conclure que certains éléments personnels ou contextuels jouent un rôle prédominant dans le processus décisionnel des législateurs. Nous énoncerons finalement des pistes de recherches subséquentes qui pourraient avoir été soulevées par nos observations.

CHAPITRE 1

EXPLIQUER L'ACTION DES LÉGISLATEURS EN POLITIQUE ÉTRANGÈRE

La croyance générale stipule que le pouvoir exécutif du gouvernement, avec au premier chef le président et ses proches conseillers, domine largement le pouvoir législatif dans la formulation de la politique étrangère des États-Unis. Ce point de vue, largement répandu, a été défendu par l'historien de Harvard Arthur Schlesinger Jr. qui démontrait que la présidence était devenue « impériale »³² et qu'elle « avait réussi, avec le temps, à concentrer plusieurs pouvoirs entre ses mains, dont ceux de politique étrangère ».³³ Bien que le président possède effectivement certains avantages pour diriger la politique étrangère américaine, le Congrès et les individus qui le composent peuvent également apporter leur contribution dans ce domaine. En effet, d'affirmer que le président peut unilatéralement mener la politique étrangère simplifie la réalité et néglige le rôle méconnu mais bien réel que le Congrès peut jouer en politique étrangère.

La Constitution des États-Unis ne prévoit pas de séparation des pouvoirs, mais introduit le principe d'« institutions séparées se partageant le pouvoir. »³⁴ Elle crée donc un système de « poids et contrepoids » qui avait pour objectif d'empêcher une institution politique de dominer les autres. La Constitution donne effectivement au président des pouvoirs importants en politique étrangère, dont celui de « commandant en chef », mais elle donne également des pouvoirs cruciaux dans ce domaine au Congrès. Ainsi, comme l'affirme Edward Corwin, la Constitution représente en quelque sorte une « invitation à lutter pour le privilège de diriger la politique

³² Arthur Schlesinger. *The Imperial Presidency*. Boston, Houghton Mifflin, 1973.

³³ Frédérick Gagnon. *Les sénateurs qui changent le monde, Le président de la Commission du Sénat américain sur les relations extérieures et la politique étrangère des États-Unis après 1945*. Montréal, Presses de l'Université Laval, 2013, p.4

³⁴ Jerel Rosati. *Op. Cit.*, p.294

étrangère américaine ».³⁵ Les pouvoirs exécutifs et législatifs ont tous deux les moyens d'influencer la politique étrangère américaine.

Le comportement du Congrès en politique étrangère varie et son attitude envers le président n'est pas constante. Cette dynamique évolue constamment au fil du temps. Une manière d'évaluer le comportement du Congrès en politique étrangère est de répondre à deux questions. D'une part, le Congrès est-il actif dans ce domaine? L'activisme implique tous les efforts du Congrès pour influencer une politique, qu'il soit en accord ou non avec l'administration.³⁶ D'autre part, on se demande si le Congrès a tendance à s'affirmer (*assertive*), c'est-à-dire à être actif et à s'opposer à l'administration.³⁷ En combinant ces deux dimensions, on obtient une matrice qui nous permet d'évaluer le comportement du Congrès. Selon cette typologie, un Congrès qui est peu actif et qui refuse de s'affirmer sera considéré comme un Congrès « désengagé ». Un bon exemple de cette dynamique s'est produit immédiatement après le 11 septembre 2001, alors que les législateurs ont capitulé devant les initiatives de George W. Bush. Lorsque le Congrès est plus actif, mais qu'il n'affirme pas ses prérogatives, on dira qu'il est « coopératif » (*supportive*). La période qui s'étend de 1945 à 1958 représente l'archétype de cette logique, alors que le président était l'architecte incontesté de la politique étrangère et que des majorités bipartisanes au Congrès s'assuraient de le soutenir et de lui fournir les moyens de mettre en œuvre ses initiatives. Par la suite, le consensus de la guerre froide commença tranquillement à s'effriter alors que le Congrès s'opposa au président sur certains enjeux comme l'intervention au Vietnam et le « *missile gap* ». Dans ce cas, et lorsque le Congrès a tendance à défendre son point de vue sur certains enjeux, mais qu'il n'est pas particulièrement actif en général, on le qualifiera de Congrès « stratégique ». Finalement, lorsque la législature est particulièrement active et

³⁵ Edward Corwin. *The president : Office and powers, 1787-1957*. 4^e édition, New York, New York University Press, 1957, p.171

³⁶ Ralph G. Carter et James M. Scott. *Choosing to Lead: Understanding Congressional Foreign Policy Entrepreneurs. Op. Cit.*, p.18

³⁷ *Idem*

qu'elle soutient sa propre vision des enjeux de politique étrangère, on dira du Congrès qu'il est « compétitif ». Cette dynamique est celle qui s'est mise en place vers la fin des années soixante alors que le Congrès s'est révolté contre les initiatives de politique étrangère du président et a adopté plusieurs projets de loi pour limiter la marge de manœuvre de ce dernier dans la conduite des relations extérieures.³⁸

Ainsi, l'influence relative du Congrès et de la présidence sur la politique étrangère américaine a beaucoup varié dans l'histoire. Comment expliquer ces variations? Le politologue James Lindsay postule qu'elles s'expliquent principalement par les menaces qui pèsent sur les États-Unis.³⁹ Ainsi, un sentiment d'insécurité permettrait au président de prendre l'ascendant sur le Congrès alors qu'un sentiment de sécurité pousserait le Congrès à s'affirmer plus.⁴⁰ L'effet de « ralliement autour du drapeau » (*Rally around the flag*) après le 11 septembre 2001 en est un exemple.⁴¹ Cette thèse n'est cependant qu'une des nombreuses manières d'expliquer le degré d'influence du Congrès.

1.1 Comment expliquer l'influence du Congrès?

Définir l'influence du Congrès est une entreprise délicate et les observateurs ne s'entendent pas sur la manière de la conceptualiser. Il est d'abord utile de différencier l'influence législative de l'influence non législative. La première « se limite aux lois et projets de loi adoptés par les législateurs ou dont ils sont les auteurs, de même qu'aux votes qu'ils expriment en assemblée plénière et au sein des commissions et sous-commissions permanentes ». ⁴² Beaucoup d'auteurs accordent une importance prépondérante à l'influence législative et négligent les avenues

³⁸ Glenn Peter Hastedt. *American Foreign Policy: Past, Present & Future*. United States, Rowan&Littlefield Publishers, 2014, p.168-170

³⁹ James M. Lindsay. « Deference and Defiance: The Shifting Rhythms of Executive-Legislative Relations in Foreign Policy ». *Presidential Studies Quarterly*, vol. 33, no.3 (Septembre), 2003, p.530

⁴⁰ *Idem*

⁴¹ *Ibid*, p.537

⁴² Frédéric Gagnon. « Théories sur le rôle du Congrès ». *Op. Cit.*, p.295

d'influence non législatives qui s'offrent aux élus. Ces dernières sont les « actions entreprises par les législateurs pour définir les termes du débat sur la politique extérieure (*frame the debate* ou *frame opinion*) et pour convaincre les autres acteurs du système politique américain (électeurs, collègues du Congrès, président, etc.) d'aller de l'avant avec certaines politiques ». ⁴³ L'influence du Congrès en politique étrangère se mesure mieux lorsqu'on tient compte de ces deux dimensions.

Frédéric Gagnon divise les approches pour expliquer l'influence du Congrès en politique étrangère en trois catégories : les approches externes, les approches internes et les approches à plusieurs niveaux d'analyse. ⁴⁴ Les approches externes sont celles qui utilisent les facteurs internationaux pour expliquer l'influence ou l'absence d'influence du Congrès. La thèse de Lindsay présentée plus haut appartient à cette catégorie. Marie Henehan, de son côté, avance l'idée que les « enjeux critiques de politique étrangère » (*critical foreign policy issues*) expliquent le degré d'influence et d'activité du Congrès dans ce domaine. ⁴⁵ Elle croit que lorsqu'un nouvel enjeu critique se présente, le Congrès sera actif pour définir la question jusqu'à ce qu'un consensus émerge, et une fois celui-ci atteint, le Congrès cèdera le terrain à l'administration. ⁴⁶ Elle définit l'enjeu critique de politique étrangère comme l'enjeu le plus important à un moment précis, en raison du fait qu'il implique une menace significative pour le pays et qu'il tend à englober et à structurer les autres enjeux. ⁴⁷ Par exemple, la menace communiste était l'enjeu critique de politique étrangère pendant la guerre froide car on abordait tous les problèmes à travers le prisme des relations Est-Ouest. Ces approches ont pour faiblesse d'évacuer tous les éléments internes au système politique américain de leurs explications.

⁴³ *Ibid*, p.297

⁴⁴ *Ibid*, p.307

⁴⁵ Marie T. Henehan. *Foreign Policy and Congress: An International Relations Perspective*. Ann Arbor: The University of Michigan Press, 2000, p.1

⁴⁶ *Ibid*, p.5

⁴⁷ *Ibid*, p.65

Les approches internes quant à elles se concentrent sur le contexte politique aux États-Unis ou sur les composantes du Congrès. Par exemple, Stephen Weissman émet l'idée que le Congrès a perdu sa volonté de codéterminer la politique étrangère avec le président depuis la Deuxième Guerre mondiale.⁴⁸ Cette réalité ne serait pas le résultat d'une série de décisions individuelles, mais bien d'une véritable « culture de la délégation », avec ses propres normes, attitudes, coutumes et institutions qui relèguent le Congrès aux marges du pouvoir.⁴⁹ Ensuite, Douglas Kriner présente l'argument selon lequel le Congrès exerce une contrainte sur les calculs stratégiques du président dans le domaine militaire. Le Congrès peut donc influencer la décision de déployer des troupes, ainsi que l'intensité de ce déploiement et sa durée.⁵⁰ Dans cette situation, le président anticiperait la réaction du Congrès en fonction de la force du parti d'opposition.⁵¹ Ainsi, ces auteurs expliquent l'influence du Congrès en politique étrangère par des facteurs propres au système politique américain.⁵² La principale faiblesse de cette approche serait de négliger l'impact du système international sur le rôle du Congrès en politique étrangère.

Enfin, certains auteurs combinent ces niveaux d'analyse, ce qui leur permet de présenter une analyse plus exhaustive. C'est le cas de William Howell et de Jon Pevehouse qui étudient les différents moyens par lesquels le Congrès influence les

⁴⁸ Stephen Weissman. « A Congressional Culture » dans *A Culture of Deference: Congress' Failure of Leadership in Foreign Policy*. New York : Basic Books, 1995, p.2

⁴⁹ *Ibid*, p. 3 et 17

⁵⁰ Douglas Kriner. *Op. Cit.*, p.11

⁵¹ *Ibid*, p.111

⁵² Une multitude d'autres auteurs ont étudiés l'influence du Congrès avec une approche interne. Voir notamment: Bryan W. Marshall. « Explaining Congressional-Executive Rivalry in International Affairs: The Changing role of Parties, Committees, and the Issue Agenda ». dans Donald R. Kelley. *Divided Power. The Presidency, Congress and the Formation of American Foreign Policy*. Fayetteville: The University of Arkansas Press, 2005, p.111-132; Rebecca K. Hersman. « Individual Power and Issue Leaders » dans *Friends and Foes: How Congress and the President Really Make Foreign Policy*. Washington D.C.: Brookings Institution Press, 2005; Timothy Hideland et al. *Op. Cit.* ; Christopher Jones. « The rejection of the Comprehensive Test Ban Treaty: the Politics of Ratification » dans Ralph G. Carter (dir.). *Contemporary Cases in U.S. Foreign Policy: from terrorism to trade*. 2e édition, Washington DC, CQ Press, 2005 et James Delaet et James M. Scott. *Op. Cit.*, p.177-200.

décisions présidentielles dans le domaine de la guerre ainsi que les différentes conditions internes et externes qui permettent au Congrès d'être influent.⁵³ Plus le parti d'opposition est puissant, plus le Congrès aura tendance à s'opposer au président. L'opposition au président augmente aussi lorsque la cible de l'intervention a une faible importance stratégique. Enfin, plus une opération nécessite un effort humain, matériel et budgétaire important, plus le Congrès sera tenté de s'y opposer.⁵⁴

Ralph Carter est un autre auteur qui utilise une approche à plusieurs niveaux d'analyse. Il identifie quatre catégories de facteurs qui peuvent affecter le comportement des élus : les facteurs internationaux, sociétaux, institutionnels et individuels.⁵⁵ L'approche de Carter et de son collègue James Scott est aussi particulièrement intéressante pour mettre en lumière la contribution individuelle des élus en politique étrangère. Ils décrivent trois niveaux d'implications des législateurs en politique étrangère. Tout d'abord, les législateurs peuvent faire preuve d'« activisme », ce qui implique tout effort par les membres du Congrès pour influencer la politique étrangère, que ce soit en accord ou en opposition avec la position de l'administration.⁵⁶ Ensuite, les membres du Congrès peuvent faire preuve d'« affirmation » (*assertiveness*), un type d'activisme qui remet en question le leadership de l'administration.⁵⁷ Finalement, les entrepreneurs de politique étrangère au Congrès sont des législateurs qui prennent l'initiative sur les enjeux de politique

⁵³ William G. Howell et Jon C. Pevehouse. « Possibilities of Congressional Influence ». dans *While Dangers Gather: Congressional Checks on Presidential War Powers*. Princeton: Princeton University Press, 2007, p.6

⁵⁴ William G. Howell et Jon C. Pevehouse « Conditions that Abet Congressional Influence ». In *While Dangers Gather: Congressional Checks on Presidential War Powers*. Princeton: Princeton University Press, 2007, p.33

⁵⁵ Ralph G. Carter. « Congress and Post-Cold War U.S. Foreign Policy ». *Op. Cit.*, p.116

⁵⁶ Ralph G. Carter et James M. Scott. *Choosing to Lead: Understanding Congressional Foreign Policy Entrepreneurs*. *Op. Cit.*, p.18

⁵⁷ *Idem*

étrangère qui leur tiennent à cœur plutôt que d'attendre que l'administration agisse sur ces enjeux.⁵⁸

1.2 L'influence des élus: le rôle des entrepreneurs de politique étrangère

S'attarder au rôle d'un élu permet de relever des cas où l'influence du Congrès aurait pu passer inaperçue.⁵⁹ De plus, cette approche permet de tenir compte tant de l'influence législative que de l'influence non législative du Congrès. Ce cadre d'analyse s'inspire notamment de la littérature sur le « choix des priorités » (*agenda setting*) et de celle sur les « entrepreneurs politiques » (*policy entrepreneurs*). Cependant, bien définir les entrepreneurs politiques est une entreprise délicate qui génère plusieurs débats. En combinant la perspective de plusieurs auteurs, on réussit à dresser un portrait des entrepreneurs et à les définir. John Kingdon croit qu'un entrepreneur de politique est un individu qui investit du temps et de l'énergie pour promouvoir une politique qu'il favorise.⁶⁰ Ce dernier rechercherait des opportunités et des problèmes avec les politiques existantes pour mettre de l'avant ses préférences.⁶¹ L'entrepreneuriat politique impliquerait également d'être proactif et de promouvoir des initiatives politiques inédites.⁶² Être proactif implique une décision consciente de la part du législateur d'agir en amont d'un vote. Introduire des projets de loi ou des amendements, prononcer des discours ou faire des efforts pour mobiliser une coalition sont des exemples de comportements proactifs.⁶³ Carter et Scott considèrent aussi que de réussir à faire abandonner une politique existante peut être considéré comme de l'entrepreneuriat politique.⁶⁴ De plus, ils postulent que pour être un

⁵⁸ *Ibid*, p.26

⁵⁹ Ralph G. Carter et James M. Scott. « Understanding Congressional Foreign Policy Entrepreneurs: Mapping Entrepreneurs and their Strategies », *Op. Cit.*, p.419

⁶⁰ John Kingdon. *Op. Cit.*, p.204

⁶¹ David Price. *Who Makes the Laws?*. Cambridge, Schenkman, 1972, p.330

⁶² Ralph G. Carter et James M. Scott. *Choosing to Lead: Understanding Congressional Foreign Policy Entrepreneurs*. *Op. Cit.*, p.26

⁶³ Barry C. Burden. *Personal Roots in Representation*, New York : Oxford University Press, 2005, p.9

⁶⁴ Ralph G. Carter et James M. Scott. *Choosing to Lead: Understanding Congressional Foreign Policy Entrepreneurs*. *Op. Cit.*, p. 27

entrepreneur, un législateur doit être persistant et agir à long terme pour s'établir comme un expert.⁶⁵ La définition de Michael Mazarr résume bien le rôle de l'entrepreneur politique :

*Advocates determined, for one reason or another, to fight inertia, the bureaucracy, opposing interests, and anything else in their way to get the idea through the window and into law or policy. Policy entrepreneurs are active all the time, not only when windows of opportunity are open. But they also act as judges of ripeness and work to push the hardest when they perceive such a policy window to be open.*⁶⁶

Ainsi, Carter et Scott postulent que les entrepreneurs de politique étrangère au Congrès veulent atteindre cinq objectifs distincts. D'abord, ils veulent orienter la discussion et mobiliser le public et les groupes d'intérêts. Ils tentent d'amener le Congrès à porter attention à des enjeux de politique étrangère spécifiques. Ils visent également à influencer et structurer la prise de décision de l'exécutif. Ils veulent reformuler, recentrer ou réviser un enjeu de politique étrangère. Ils espèrent aussi combler un vide politique avec leurs initiatives.⁶⁷ Ils exploitent et tentent de générer des « opportunités » (*policy window*) pour amener un changement politique.

Ces entrepreneurs jouent un rôle crucial dans l'élaboration des politiques. Que ce soit par l'adoption de projets de loi ou par des activités plus subtiles, plusieurs moyens d'action s'offrent aux élus qui tentent d'influencer une politique. Carter et Scott dressent une liste des moyens qui s'offrent aux élus et les divise en quatre catégories sur deux axes.⁶⁸ Ils séparent les actions législatives et les actions non législatives et ils distinguent les actions directes des actions indirectes.⁶⁹ Le tableau 2 illustre les différents moyens que les législateurs utilisent.

⁶⁵ *Ibid*, p.26

⁶⁶ Michael Mazarr. «The Iraq War and Agenda Setting». *Foreign Policy Analysis*, vol. 3, no.1, 2007, p. 16

⁶⁷ Ralph G. Carter et James M. Scott. *Choosing to Lead: Understanding Congressional Foreign Policy Entrepreneurs. Op. Cit.*, p. 22-23

⁶⁸ *Ibid*, p.26

⁶⁹ *Ibid*, p.13

Tableau 1.1 Avenues d'influence des membres du Congrès en politique étrangère

	Directes	Indirectes
Législatives	- Lois - Traités	- Résolutions non contraignantes - Nominations
Non législatives	- Lettres - Appels téléphoniques - Surveillance de l'Exécutif - Audiences publiques	- Mise à l'agenda - Cadrage du débat - Contacts à l'étranger

Source: Ralph G. Carter et James M. Scott. *Choosing to lead: Understanding Congressional Foreign Policy Entrepreneurs*. Durham et Londres: Duke University Press, 2009, p.14

Ces différents moyens d'action nous informent sur la stratégie générale adoptée par ces entrepreneurs. En effet, ces auteurs identifient trois types de stratégies possibles. D'abord, celle de l'« *insider-incrementalist* » consiste à faire connaître son opposition à l'administration de manière privée et à essayer de l'inciter à changer de politique.⁷⁰ S'il échoue, un entrepreneur adopte alors une stratégie législative pour arriver à ses fins. Les campagnes législatives impliquent des activités publiques pour structurer le débat, promouvoir une proposition et rassembler des appuis au Congrès.⁷¹ Finalement, la stratégie de l'action directe s'en remet moins aux actions législatives et se concentre sur la mise en application des politiques, par exemple par la participation aux négociations diplomatiques ou par des contacts avec les leaders étrangers.⁷² Les entrepreneurs peuvent donc utiliser plusieurs stratégies et combiner différents moyens d'action pour infléchir une politique. Ils tentent de s'établir en experts de certains enjeux afin d'influencer leurs collègues et l'administration.⁷³

Enfin, il importe de nous interroger sur l'impact que les élus, qu'ils fassent preuve d'activisme ou d'entrepreneuriat, peuvent avoir sur la politique étrangère. En quoi ces derniers sont-ils significatifs dans l'étude de la politique étrangère? Il est

⁷⁰ *Ibid*, p.234

⁷¹ *Ibid*, p.235

⁷² *Ibid*, p.236

⁷³ *Ibid*, p.240-241

particulièrement difficile d'évaluer l'influence des législateurs. Qu'est-ce qui fait qu'un élu a du succès?

On peut considérer qu'un entrepreneur qui réussit à faire adopter un projet de loi ou qui force l'administration à changer de position a de l'influence. Cependant, dans les faits, cette influence est souvent indirecte et détournée et il est difficile d'établir une relation de cause à effet. L'entrepreneur agit dans un contexte et il est impossible de savoir ce qui serait advenu d'une politique sans l'intervention de celui-ci. Néanmoins, si la politique adoptée reflète la position préalable de l'entrepreneur, on peut considérer qu'il a eu un certain succès. Le succès de l'entrepreneur dépendrait entre autres de sa position au sein de l'institution, du contexte politique national et de la politique visée par l'entrepreneur. Ainsi, il serait plus difficile de corriger une politique existante que d'amener une nouvelle politique car il y a plus de parties prenantes investies dans une politique existante.⁷⁴

D'un autre côté, est-ce qu'un élu qui investit ses ressources et ses énergies pour amener un changement de politique, mais qui échoue, peut être considéré comme un entrepreneur politique? Comme dans le milieu des affaires, ce ne sont pas tous les entrepreneurs qui réussissent. N'empêche que dans les deux cas, s'ils utilisent leurs ressources et leurs énergies pour promouvoir une idée, on doit les considérer comme des entrepreneurs. Les entrepreneurs qui échouent jettent souvent les bases pour la réussite d'autres entrepreneurs. D'ailleurs, leur réussite s'inscrit généralement dans la longue durée : à force de persister, ils arrivent parfois à changer la politique étrangère.

Plusieurs auteurs ont utilisé cette approche pour étudier le rôle de certains législateurs en politique étrangère. Carter et Scott, en plus de développer ce cadre théorique, ont produit plusieurs études de cas des entrepreneurs. En effet, ils se sont intéressés aux cas des sénateurs Pat McCarran (D-NV), William Fulbright (D-AR),

⁷⁴ *Ibid*, p. 244

Frank Church (D-ID), Edward Kennedy (D-MA) et Jesse Helms (R-NC) ainsi qu'aux représentants Henry Reuss (D-WI), Jim Wright (D-TX), Curt Weldon (R-PA) et Chris Smith (R-NJ).⁷⁵ John Shaw a étudié le rôle de Richard Lugar (R-IN) dans la ratification du traité New START.⁷⁶ Frédérick Gagnon s'est aussi intéressé aux sénateurs Arthur Vandenberg (R-MI), William Fulbright et Jesse Helms.⁷⁷ De nombreux auteurs se sont également intéressés au rôle des législateurs en politique étrangère et ce même s'ils n'utilisent pas nécessairement le cadre des entrepreneurs.⁷⁸

En définitive, un entrepreneur de politique étrangère au Congrès est un élu qui : (1) met de l'avant une politique qu'il favorise, (2) mobilise des ressources législatives et non législatives pour promouvoir cette politique, (3) agit de manière proactive, (4) prend le temps de maîtriser son enjeu et de s'établir comme un expert dans ce domaine, (5) inscrit son action dans la longue durée et persévère pour amener le changement de politique qu'il désire.

1.3 Les facteurs qui influencent le comportement des législateurs

En dehors du facteur partisan, que nous avons présenté plus haut, plusieurs facteurs peuvent amener les législateurs à s'impliquer en politique étrangère. On pourrait en identifier deux catégories. D'une part, certains facteurs personnels

⁷⁵ *Ibid*

⁷⁶ John T. Shaw. « Arms Control in the Twenty-First Century » dans *Richard G. Lugar, Statesman of the Senate: Crafting Foreign Policy from Capitol Hill*, Bloomington et Indianapolis: Indiana University Press, 2012, p.173-203

⁷⁷ Frédérick Gagnon. *Les sénateurs qui changent le monde, Le président de la Commission du Sénat américain sur les relations extérieures et la politique étrangère des États-Unis après 1945*. Op. Cit.

⁷⁸ Phillip A. Walker Jr. « Lyndon B. Johnson's Senate Foreign Policy Activism: The Suez Canal Crisis, A reappraisal ». *Presidential Studies Quarterly*, Vol. 26, No. 4, 1996.; Christopher Jones. Op. Cit.; Patrick Homan. « Obama's Lame Duck Treaties. New START and the Law of the Sea ». Article présenté au Midwest Political Science Association, Chicago, Illinois, 11 au 14 avril, 2013.; Robert David Johnson. « The Origins of Dissent: Senate Liberals and Southeast Asia, 1959-1964 ». *Pacific Historical Review*, Vol.65, 1996; Robert David Johnson. « Constitutionalism Abroad and At Home: The United States Senate and the Alliance for Progress ». *The International History Review*, Vol. 21, No. 2, 1999; Robert David Johnson. « The Unexpected Consequences of Congressional Activism: The Clark and Tunney Amendments and U.S. Policy toward Angola ». *Diplomatic History*, Vol. 27, 2003; Robert C. Byrd. « Selling the War » dans *Losing America: Confronting a Reckless and Arrogant Presidency*. New York, Norton, 2004

peuvent avoir une influence sur le comportement des membres du Congrès. En effet, ces derniers font le choix de s'impliquer en politique étrangère car ils identifient un problème et ils développent une position politique (*personal policy position*) face à ce problème.⁷⁹ Cette position serait en grande partie tributaire de certains facteurs personnels comme les valeurs, l'idéologie ou l'expérience.⁸⁰ Les membres du Congrès seraient également influencés par leurs ambitions et la recherche d'influence.⁸¹ D'autre part, la décision des législateurs serait influencée par une multitude d'éléments contextuels. En dehors du contexte partisan, plusieurs facteurs peuvent influencer le législateur. L'opinion publique, le contexte politique et électoral, le contexte institutionnel ou le contexte international sont des éléments qui peuvent avoir un effet sur le comportement des législateurs.

Il est plutôt délicat d'élever un de ces facteurs au-dessus des autres car chacun peut jouer un rôle particulier dans différentes situations. Dans certains cas, un de ces facteurs peut sembler prédominant, mais cela ne veut pas dire que les autres facteurs ne sont pas intervenus dans les décisions des législateurs. Bien saisir ce qui peut avoir influencé le comportement d'un membre du Congrès nécessite de broser un portrait d'ensemble des facteurs en présence.

1.3.1 Les facteurs personnels : l'expérience, les valeurs et l'idéologie

De nombreux éléments peuvent inciter les législateurs à s'impliquer en politique étrangère, mais pour Carter et Scott, l'élément central est le dévouement ou la passion pour un enjeu ou pour la politique étrangère en général.⁸² Cet intérêt et cette passion se fondent souvent sur l'expérience et le vécu du législateur. En effet, les préférences des membres du Congrès dépendent en partie de leurs antécédents :

⁷⁹ Ralph G. Carter et James M. Scott. *Choosing to Lead: Understanding Congressional Foreign Policy Entrepreneurs. Op. Cit.*, p.33

⁸⁰ Barry Burden. *Op. Cit.*, p.5

⁸¹ Ralph G. Carter et James M. Scott. *Choosing to Lead: Understanding Congressional Foreign Policy Entrepreneurs. Op. Cit.*, p.22

⁸² *Idem*

« *The information gleaned, and the interests and values formed, from life experiences shape their behavior on roll call votes, and more importantly and frequently, their proactive leadership on a smaller set of issues* ». ⁸³ Ce bagage expliquerait donc pourquoi certains législateurs font le choix d'investir temps et énergie en politique étrangère. En effet, certains vétérans de la Deuxième Guerre mondiale et de la Guerre de Corée auraient décidé d'agir en entrepreneur en raison de leur expérience au combat. De plus, des expériences formatrices comme les voyages, les études à l'étranger, une carrière dans les services de renseignement ou dans le secteur du commerce international, entre autres, peuvent susciter l'intérêt et expliquer l'implication dans ce domaine. ⁸⁴

Les valeurs d'une personne influencent également ses décisions. Pour Burden, les valeurs personnelles d'un législateur sont déterminantes : « *A legislator's personal values nonetheless provide a fair foundation upon which to establish positions and criteria for taking legislative actions* ». ⁸⁵ Ce dernier démontre notamment que la foi catholique de Rick Santorum (R-PA) est un élément clé pour comprendre son comportement au Congrès. Les valeurs d'un individu seraient aussi étroitement liées à ses expériences de vie et découleraient largement de celles-ci. ⁸⁶ Carter et Scott identifient également les valeurs fondamentales d'un individu comme un facteur clé qui le pousse à devenir un entrepreneur de politique étrangère. Ils donnent l'exemple du sénateur Jesse Helms (R-NC) qui croyait que la supériorité morale des États-Unis devait orienter son action à l'international. ⁸⁷

Un autre élément qui est lié aux valeurs et à l'expérience d'un législateur est son idéologie. Le concept d'idéologie donne lieu à de nombreux débats, mais on le

⁸³ Barry Burden. *Op. Cit.*, p.5

⁸⁴ Ralph G. Carter et James M. Scott. *Choosing to Lead: Understanding Congressional Foreign Policy Entrepreneurs. Op. Cit.*, p. 39

⁸⁵ Barry Burden. *Op. Cit.*, p.144

⁸⁶ *Ibid*, p. 2 à 5

⁸⁷ Ralph G. Carter et James M. Scott. *Choosing to Lead: Understanding Congressional Foreign Policy Entrepreneurs. Op. Cit.*, p. 33

définit généralement comme un ensemble de croyances et de valeurs relativement stable et cohérent.⁸⁸ Pour Barbara Sinclair, l'idéologie s'exprimerait principalement par une logique cohérente qui guiderait les votes des législateurs.⁸⁹

Cette idéologie structure la vision du monde des membres du Congrès et a une influence sur leurs comportements. En politique étrangère, on note une différence d'attitude entre les candidats conservateurs et les candidats libéraux. Plusieurs auteurs se sont intéressés à ce lien entre l'idéologie et le comportement des législateurs en politique étrangère. Certains d'entre eux, dont Frank Wayman, Michael Black et James McCormick ont conclu que l'idéologie jouait un rôle prépondérant lors de votes de politique étrangère.⁹⁰ En effet, une étude menée par Timothy Hildebrandt a conclu que l'idéologie influence les votes de politique étrangère : « *Ideology plays its own role and is quite a strong predictor of foreign policy voting behavior* ». ⁹¹ Le facteur idéologique est aussi lié aux résultats des votes sur les dépenses militaires au Sénat.⁹² Son impact semble cependant varier avec le temps et serait plus important dans certains contextes. Ainsi, il serait intéressant de mieux comprendre comment le contexte modifie le rôle du facteur idéologique.⁹³ La manière de mesurer l'idéologie est aussi matière à débat car plusieurs indices différents existent et sont utilisés en

⁸⁸ Kathleen Knight. « Transformation of the Concept of Ideology in the Twentieth Century ». *The American Political Science Review*, Vol. 100, No. 4, 2006, p. 625. Pour une discussion plus en profondeur des débats sur le concept d'idéologie voir : John Gerring. « Ideology : A Definitional Analysis ». *Political Research Quarterly*, Vol. 50, No. 4, 1997

⁸⁹ Barbara Sinclair. *Op. Cit.*, p.9

⁹⁰ Frank W. Wayman. « Arms Control and Strategic Arms Voting in the U.S. Senate; Patterns of Change, 1967-1983 ». *Journal of Conflict Resolution*, Vol. 29, No. 2, 1985 et James McCormick et Michael Black. « Ideology and Senate Voting on the Panama Canal Treaties ». *Legislative Studies Quarterly*, Vol. 8, No. 1, 1983

⁹¹ Timothy Hildebrandt *et al. Op. Cit.*, p.254

⁹² Ralph G. Carter. « Senate Defense Budgeting, 1981-1988 : The Impacts of Ideology, Party and Constituency Benefit on the Decision to Support the President ». *Op. Cit.*, p.344

⁹³ Richard Fleisher. « Economic Benefit, Ideology and Senate Voting on the B-1 Bomber ». *American Politics Quarterly*, Vol. 13, No. 2, 1985

science politique. Le plus utilisé dans les études que nous avons recensées est le classement ADA (*Americans for Democratic Action*).⁹⁴

1.3.2 Les facteurs personnels : le désir d'influence et les ambitions

Carter et Scott postulent que le désir d'avoir une influence au sein du Congrès et dans la société est un des éléments qui peuvent nous permettre de comprendre pourquoi les membres du Congrès s'impliquent en politique étrangère. Richard Fenno croit que les élus désirent avoir de l'influence au Congrès et parfois poursuivre une carrière à des niveaux plus élevés.⁹⁵ Les législateurs qui s'impliquent en politique étrangère voudraient augmenter leurs chances d'accéder à de plus hautes fonctions. Cette implication ne favoriserait cependant pas leur influence au Congrès car les commissions s'intéressant aux affaires étrangères sont prestigieuses, mais pas particulièrement puissantes. Ainsi, plusieurs sénateurs qui caressaient des ambitions présidentielles ont cherché à utiliser ces commissions pour accroître leur visibilité et asseoir leur crédibilité en politique étrangère.⁹⁶ Les ambitions personnelles peuvent donc amener les législateurs à s'impliquer en politique étrangère. D'ailleurs, plusieurs sénateurs ayant siégé sur des commissions liées aux affaires étrangères, sont devenus président ou candidat de leur parti à la présidence. Ainsi, les plus récents sénateurs à avoir été candidats, Al Gore, John Kerry, John McCain et Barack Obama ont tous été membres d'une commission responsable de politique internationale.

1.3.3 Les facteurs contextuels : l'opinion publique

Plusieurs éléments contextuels influencent aussi les élus. Par exemple, l'opinion publique doit être prise en compte dans l'élaboration de la politique étrangère. Elle a un impact sur les décisions du président et des législateurs. La manière dont celle-ci influence les décisions est indirecte, mais les acteurs politiques

⁹⁴ Wayman, McCormick et Black, ainsi que Fleisher utilisent tous cet indice.

⁹⁵ Richard Fenno. *Congressmen in Committees*. Boston, Little, Brown and Company, 1973, p.1

⁹⁶ *Ibid*, p.141-143

doivent néanmoins y porter attention. Les acteurs ont tout de même une petite marge de manœuvre face à celle-ci, en raison des connaissances limitées et de l'indifférence relative du public envers la politique étrangère, mais l'opinion publique détermine en partie le champ des possibles.⁹⁷

Karine Prémont identifie certains mécanismes par lesquels l'opinion publique peut influencer la politique étrangère. L'opinion détermine les paramètres et élimine les options extrêmes qui ne sont pas susceptibles de récolter un appui assez large. De plus, les citoyens peuvent faire pression sur leurs représentants au Congrès. Elle structure aussi les négociations diplomatiques, car les négociateurs doivent tenir compte du contexte politique national. Finalement, l'élection présidentielle représente l'impact ultime de l'opinion publique sur la politique étrangère.⁹⁸ Cependant, pour qu'elle ait un impact, certaines conditions doivent être réunies. En effet, une opinion majoritaire doit exister lors de la phase de l'élaboration d'une politique. De plus, les décideurs doivent connaître cette opinion et décider d'en tenir compte. Dans les faits, les acteurs décident souvent d'ignorer ces positions parce qu'ils considèrent que la population ne possède pas les connaissances nécessaires pour juger des alternatives.⁹⁹ Le degré d'expertise du public en politique étrangère est effectivement limité. Pour que l'opinion publique s'active au point d'avoir un effet sur les décisions, il faut qu'il y ait un débat public au sein de l'élite, qui influencera à son tour l'opinion. S'il y a un consensus au sein des élites, l'opinion soutiendra ou du moins acceptera la politique. S'il y a un débat public, l'opinion reflètera les différents points de vue, ce qui peut entraîner une opposition du public. Les médias jouent un rôle important dans ce processus, car ils portent ces débats à l'attention des citoyens.¹⁰⁰

⁹⁷ Charles-Philippe David, Louis Balthazar et Justin Vaisse. *Op. Cit.*, p.395

⁹⁸ Karine Prémont. *La télévision mène t'elle le monde?*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 2006, p. 47

⁹⁹ *Ibid*, p.47-48

¹⁰⁰ Philip J. Powlick et Andrew Z. Katz. « Defining the American Public Opinion/Foreign Policy Nexus ». *Mershon International Studies Review*, Vol. 42, No.1, 1998, p.34 à 39

L'opinion publique peut donc affecter le comportement des membres du Congrès en politique étrangère. Les législateurs pourraient aussi être plus actifs lorsque la politique adoptée par l'administration est impopulaire. Les membres du Congrès auraient ainsi tendance à appuyer plus facilement un président populaire.¹⁰¹ Certaines études ont d'ailleurs démontré ces liens entre la popularité du président et le soutien du Congrès.¹⁰² L'influence du président sur les élus varierait en fonction de son prestige et de sa capacité à punir et à récompenser ceux-ci.¹⁰³

1.3.4 Les facteurs contextuels : le contexte politique et électoral

L'explication électorale est très répandue et plusieurs auteurs se sont intéressés aux effets de cette volonté de réélection sur le comportement des élus. David Mayhew, dans son ouvrage *Congress: The Electoral Connection*, a été le précurseur des études qui se sont intéressées à l'impact du facteur électoral sur les élus. Mayhew postule que les législateurs sont des « *single-minded seekers of reelection* ». ¹⁰⁴ Il croit que les membres du Congrès peuvent poursuivre d'autres buts comme obtenir de l'influence au sein de l'institution ou élaborer de bonnes politiques publiques, mais ces deux derniers buts dépendent de la réélection du législateur, qui reste donc le but principal.¹⁰⁵ Pour Larry Bartels: « *the reelection motive must be thought of as only one-albeit an important-element in a broader array of congressional goals* ». ¹⁰⁶ Ils doivent donc satisfaire une coalition suffisante d'électeurs, tant lors des élections que lors des primaires, ce qui peut poser problème car les attentes divergent entre ces deux élections. Pour être réélu, les législateurs

¹⁰¹ James M. Scott et Ralph G. Carter. « The Not-So-Silent Partner: Patterns of Legislative-Executive Interaction in the War on Terror, 2001-2009 ». *Op. Cit.*, p.6

¹⁰² William G. Howell et Jon C. Pevehouse. « Presidents, Congress and the Use of Force ». *Op. Cit.* et Timothy Hideland et al. *Op. Cit.*, p.6

¹⁰³ David Mayhew. *Congress: The Electoral Connection*. New Haven and London, Yale University Press, 1974, p.43

¹⁰⁴ *Ibid*, p.5

¹⁰⁵ *Ibid*, p.16

¹⁰⁶ Larry Bartels. « Constituency Opinion and Congressional Policy Making: The Reagan Defense Build Up ». *The American Political Science Review*, Vol.85, no.2, 1991, p.468

s'engagent dans trois types d'activités : se faire de la publicité, s'attribuer le mérite de réussites gouvernementales ou législatives ainsi que prendre positions sur des enjeux qui intéressent les électeurs.¹⁰⁷ Les élus seraient donc particulièrement attentifs aux signaux envoyés par leurs électeurs et surtout par leurs partisans, cette partie de l'électorat qui assure leur réélection.¹⁰⁸

Ce constat semble néanmoins moins pertinent lorsqu'il est question de politique étrangère. En effet, ces enjeux ne jouent pas un rôle important dans les décisions électorales de la majorité des électeurs. Pour que les législateurs soient tenus responsables de leurs décisions dans ce domaine, il faudrait que les électeurs connaissent les enjeux, qu'ils y portent assez d'attention pour fonder leurs votes sur ceux-ci, et qu'ils soient capables de distinguer les positions des différents candidats, des conditions rarement réunies. Cependant, dans certaines élections serrées, ou lorsque certains problèmes importants sont soulevés, la politique étrangère peut jouer un rôle. En général, ces enjeux ont un impact électoral minime et les élus courent donc habituellement peu de risques électoraux en politique étrangère.¹⁰⁹

Il n'est néanmoins pas exclu que les élus veuillent tout de même représenter de manière adéquate l'opinion de leurs concitoyens. Les électeurs les mieux informés et les plus actifs peuvent ainsi avoir un certain effet sur les positions de leurs représentants, ce qui explique l'influence importante de certains groupes de pression. Les contraintes dans le domaine des relations extérieures sont néanmoins marginales. Les élus agiraient plus comme des fiduciaires que comme des représentants en politique étrangère. Le rôle des législateurs serait de défendre l'intérêt de leurs électeurs et non de se plier à leurs volontés. On retrouve ici l'idée selon laquelle les

¹⁰⁷ David Mayhew. *Op. Cit.*, p.45-62

¹⁰⁸ Richard Fenno. «U.S. House Members in Their Constituencies: An Exploration». *The American Political Science Review*, Vol. 71, No. 3, 1977

¹⁰⁹ Barry Hughes. « Policy Representation of Public Opinion » dans *The Domestic Context of American Foreign Policy*. San Francisco, W. H. Freeman & Company, 1978, p.89 à 96

représentants seraient mieux outillés pour prendre des décisions éclairées et devraient influencer l'opinion plutôt que la suivre.¹¹⁰

En fait, l'impact des électeurs serait de pousser les élus à participer ou à rester à l'écart. Eileen Burgin a démontré que l'électorat peut décourager ou encourager un législateur à s'impliquer sur certains enjeux de politique étrangère en fonction de l'intérêt pour ces enjeux.¹¹¹ À moins d'y être poussés par leurs électeurs, les membres du Congrès ne s'impliqueraient pas en politique étrangère et adopteraient un profil bas : « *If you don't stick your neck out, you don't get it chopped off* ». ¹¹² Cependant, l'influence de l'électorat n'explique pas pourquoi certains membres décident de s'impliquer de manière plus poussée car les pressions électorales demandent simplement de prendre position, par un vote ou par un discours, ce qui exige peu d'effort.¹¹³

Les élus prennent parfois l'initiative en raison de pressions électorales.¹¹⁴ Carter et Scott donnent notamment les exemples de Jacob Javitz (R-NY) et de Curt Weldon (R-PA7) dont les interventions étaient motivées par des pressions électorales.¹¹⁵ La présence d'un groupe ethnique particulier au sein d'un État amènerait notamment les sénateurs à parrainer des projets de loi de politique étrangère.¹¹⁶ Les groupes ethniques, particulièrement lorsqu'ils sont concentrés géographiquement et qu'ils s'intéressent à certains enjeux de politique étrangère,

¹¹⁰ *Ibid*, p.99 à 103

¹¹¹ Eileen Burgin. « The Influence of Constituents » dans Randall B. Ripley et James M. Lindsay (dir.). *Congress Resurgent. Foreign and Defense Policy on Capitol Hill*. Ann Arbor: The University of Michigan Press, 1993, p.78 à 80

¹¹² David Mayhew. *Op. Cit.*, p.11

¹¹³ Eileen Burgin. « Representatives' Decision on Participation on Foreign Policy Issues », *Op. Cit.*, p. 537

¹¹⁴ Terence Roehrig et Lara Wessel. *Op. Cit.*, p.90

¹¹⁵ Ralph G. Carter et James M. Scott. *Choosing to Lead: Understanding Congressional Foreign Policy Entrepreneurs*. *Op. Cit.*, p.226

¹¹⁶ Joseph Patten. « The Ethnic Connection : The Motivation Behind Senate Foreign Policy Bill Sponsorship ». *Politics & Policy*, Vol. 33, No. 1, 2005, p.75

peuvent avoir une influence notable sur les membres du Congrès.¹¹⁷ En l'absence d'un groupe qui s'oppose à leurs positions, les membres du Congrès portent généralement attention aux minorités qui ont des opinions qui leurs tiennent à cœur.¹¹⁸ Ces groupes utilisent plusieurs stratégies : amasser des contributions, tenter d'influencer l'opinion publique ou mobiliser leurs effectifs au niveau local pour faire sortir le vote ou contacter leurs représentants.¹¹⁹

1.3.5 Les facteurs contextuels : le contexte institutionnel

Le contexte institutionnel au sein du Congrès peut également déterminer le champ des possibles pour les élus. En effet, la composition des chambres du Congrès, la dynamique entre le Congrès et l'administration et les dynamiques bureaucratiques au sein des commissions peuvent affecter le comportement des législateurs. D'abord, les membres du parti en majorité au Congrès seraient plus actifs et surtout plus efficaces dans leurs démarches, car ils possèdent des avantages institutionnels importants.¹²⁰ Les rapports de force au Congrès affectent donc la marge de manœuvre des membres du Congrès en politique étrangère.

Ensuite, le comportement de ceux-ci est également affecté par leurs positions au sein des commissions ou du leadership au Congrès. En effet, les élus qui occupent des positions au sein du leadership des partis seraient légèrement avantagés dans leurs actions.¹²¹ Ceux qui siègent à des commissions liés à la politique étrangère seraient plus à même de promouvoir efficacement leurs initiatives, particulièrement s'ils les président.¹²² L'exemple le plus probant est certainement celui du sénateur

¹¹⁷ David Paul et Rachel Anderson Paul. « Reassessing the Power of Ethnic American Lobbies » dans *Ethnic Lobbies and U.S. Foreign Policy*. Boulder, CO, Lynne Rienner Publishers, 2009, p.211

¹¹⁸ *Ibid*, p.200

¹¹⁹ David Paul et Rachel Anderson Paul. « Lobbying Strategies » dans *Ethnic Lobbies and U.S. Foreign Policy*. Boulder, CO, Lynne Rienner Publishers, 2009, p.59 à 99

¹²⁰ Ralph G. Carter et James M. Scott. *Choosing to Lead: Understanding Congressional Foreign Policy Entrepreneurs. Op. Cit.*, p.224-225

¹²¹ *Ibid*, p.229

¹²² *Ibid*, p.225 à 228

Fulbright.¹²³ Selon Deering et Smith, « *Committee assignments are important to individual members. Indeed, in many ways, they determine the character of a member's career* ». ¹²⁴ La Commission du Sénat sur les relations extérieures (CSRE), en particulier, permet d'avoir une tribune pour satisfaire un intérêt pour la politique étrangère, mais n'aide pas nécessairement les membres du Congrès à être réélus.¹²⁵ Ainsi, ceux qui demandent à être assignés à ces commissions de politique étrangère ont souvent un intérêt préalable pour ces questions, car ils ne bénéficient pas vraiment politiquement de ces assignations. En effet, certaines commissions, comme celle sur le budget par exemple, sont plus rentables politiquement car elles permettent à leurs membres d'orienter des ressources budgétaires pour leurs circonscriptions. La position au sein du Congrès et les dynamiques de pouvoir au sein de cette institution peuvent donc également exercer une influence sur les législateurs.

1.3.6 Les facteurs contextuels : le contexte international

Finalement, le contexte international peut inciter les législateurs à s'intéresser à la politique étrangère. Les événements qui surviennent dans les autres pays créent des conditions particulières avec lesquelles les États-Unis doivent composer. Les événements internationaux affectent plus particulièrement les membres individuels du Congrès qui s'intéressent spécialement à la politique étrangère. Ainsi, suivant la thèse de Lindsay, une période d'insécurité pousserait ces législateurs à être plus complaisants avec l'exécutif alors qu'une période où les États-Unis se sentent en sécurité conduirait ceux-ci à être plus critiques de la politique étrangère.¹²⁶ Ces

¹²³ *Ibid*, p.228

¹²⁴ Christopher Deering et Steven Smith. *Committees in Congress*. 3^e édition, Washington, CQ Press, 1997, p.59

¹²⁵ Richard Fenno. *Congressmen in Committees*. *Op. Cit.*, p.141-142

¹²⁶ James Lindsay. « Deference and Defiance: The Shifting Rythms of Executive-Legislative Relations in Foreign Policy ». *Op. Cit.*, p.530

membres du Congrès seraient donc aussi particulièrement actifs lorsque de nouveaux enjeux critiques de politique étrangère émergent.¹²⁷

1.4 Cadre théorique

L'analyse de ce mémoire portera principalement sur le rôle des individus en politique étrangère. Nous voulons comprendre quels facteurs incitent certains sénateurs à s'impliquer activement dans les débats de politique étrangère. Nous croyons que ce comportement est dû à des facteurs personnels qui forment l'identité de ces acteurs et à des facteurs externes qui agissent sur ces acteurs. Nous utiliserons le cadre analytique des entrepreneurs de politique étrangère que nous avons présenté plus haut. Cette typologie nous permettra de comprendre comment les actions des législateurs sont liées aux différents facteurs que nous allons étudier. Ce cadre analytique est pertinent lorsque l'on s'intéresse aux contributions individuelles des élus aux débats de politique étrangère. En effet, il permet de décrire en détail les différentes stratégies et les diverses avenues d'influence dont les membres du Congrès disposent. Cette classification du comportement des élus guidera également notre choix d'études de cas. En effet, nous sélectionnons des cas de sénateurs qui répondent à différents critères et qui se qualifient en tant qu'entrepreneurs de politique étrangère au Congrès.

1.5 Choix des études de cas

Le choix des cas étudiés repose sur de nombreux critères. Tout d'abord, nous étudions un phénomène particulier et rare : les législateurs qui s'impliquent en politique étrangère et qui orientent leurs actions en opposition à un président du même parti qu'eux. Ceux-ci s'écartent donc de l'idée reçue selon laquelle les législateurs s'opposent principalement à la politique étrangère de leurs adversaires politiques. Nous avons précédemment énoncé les principaux cas qui correspondent à

¹²⁷ Marie Henehan. *Op. Cit.*, p.5

ce critère depuis le 11 septembre 2001. Nous avons donc décidé d'y puiser nos études de cas. Nous avons décidé de nous limiter à la période qui suit le 11 septembre 2001 car celle-ci a été moins étudiée que les périodes précédentes. Comme nous ne voulions pas tirer de conclusion spécifique à un seul parti, il est important d'aborder le cas d'un démocrate et d'un républicain. Il aurait été intéressant de s'attarder également à des représentants, mais nous avons fait le choix de sélectionner des sénateurs car ceux-ci disposent de plus d'influence en politique étrangère. Nous avons donc sélectionné un sénateur républicain sous la présidence de George W. Bush et un sénateur démocrate lors de la présidence d'Obama.

Nous voulions également aborder des cas de sénateurs qui s'impliquent de manière plus prononcée en politique étrangère. En effet, les sénateurs qui affirment leur opposition au président par un vote ou par une déclaration sont relativement nombreux mais ont souvent un impact politique limité. Ceux qui décident de s'impliquer de manière plus poussée peuvent avoir un impact politique plus grand. Ainsi, nous avons sélectionné des cas de sénateurs qui se comportent comme des entrepreneurs de politique étrangère au Congrès.¹²⁸ Comme nous l'avons mentionné plus haut, ces entrepreneurs répondent à certains critères. Un entrepreneur : (1) met de l'avant une politique qu'il favorise, (2) mobilise des ressources pour promouvoir cette politique, (3) agit de manière proactive, (4) prend le temps de maîtriser un enjeu et de s'établir comme un expert, (5) inscrit son action dans la longue durée et persévère. La plupart des cas identifiés précédemment ne répondent qu'à certains de ces critères. Dans de nombreux cas, les sénateurs n'agissent pas de manière proactive et se contentent de critiquer la politique de l'administration. Ils mobilisent tous un minimum de ressources, mais seule une minorité investit un temps et un soutien significatif afin de promouvoir une politique.

¹²⁸ La variable dépendante de notre étude est l'opposition et non pas l'entrepreneuriat de politique étrangère. Cependant, nous avons décidé d'étudier des cas d'entrepreneurs de politique étrangère au Congrès car ceux-ci s'impliquent de manière plus intensive dans les débats de politique étrangère. Les entrepreneurs peuvent soit appuyer ou s'opposer au président. Nous voulons comprendre ce qui les a poussé à s'opposer au président et non pas seulement à agir en entrepreneur de politique étrangère.

De plus, ceux qui s'établissent comme des experts et qui agissent sur une longue période sont extrêmement rares. Nous en avons identifié un certain nombre. Dans le cas du traitement des détenus, John Warner, Lindsey Graham, mais surtout John McCain, répondent à ces critères. En ce qui concerne la réorientation de la politique américaine en Irak, le rôle de Chuck Hagel correspond assez bien au rôle d'un entrepreneur même si son action s'étend uniquement sur deux années. Lors de la présidence d'Obama, les sénateurs Cardin, Schumer et Menendez ont mené plusieurs initiatives au sujet de l'Iran, allant à l'encontre de la volonté d'Obama d'améliorer les relations avec ce pays. Des trois, Menendez, qui a notamment été le président de la CSRE, a été particulièrement actif sur ce front. Finalement, le rôle qu'a joué la sénatrice Dianne Feinstein pour réformer les programmes d'écoutes électroniques et les activités des services de renseignement a aussi été soutenu et s'est inscrit dans la longue durée.

Parmi ces cas possibles, nous avons pris la décision de sélectionner John McCain et Robert Menendez car ce sont ceux qui ont utilisé le plus d'avenues d'influence différentes et qui ont investi le plus de capital politique dans ces dossiers. En plus de se qualifier comme des entrepreneurs de politique étrangère et d'appartenir à des partis différents, ces sénateurs ont l'avantage d'être membres des deux commissions les plus importantes en politique étrangère, la CSRE pour Menendez et la Commission du Sénat sur les services armés (CSSA) pour McCain. Ils possèdent également des caractéristiques plutôt différentes, ce qui fait qu'ils représentent un échantillon intéressant. En effet, McCain est un sénateur d'expérience, ayant été élu pour la première fois au Sénat en 1986, alors que Menendez a été élu en 2006. De plus, Menendez représente un État urbain du Nord-Est alors que McCain représente un État du Sud-Ouest. Ces deux cas relativement différents nous donneront une bonne idée des facteurs généraux qui influencent les législateurs dans leurs décisions de politique étrangère.

1.6 Sources et méthodologie

Nous nous proposons de mener deux études de cas pour répondre à nos questionnements. L'étude de cas peut être utilisée dans plusieurs situations pour contribuer à la connaissance en sciences sociales et notamment pour étudier des individus et des phénomènes politiques.¹²⁹ Ce type de recherche est basé sur l'idée qu'examiner le contexte et les conditions complexes reliés au cas étudié est crucial pour comprendre ce cas.¹³⁰ Sa valeur empirique est toujours débattue. Certains chercheurs croient que cette méthode se concentre sur trop de variables dans trop peu de cas ce qui nuit à l'acquisition de connaissances générales.¹³¹ Cependant, pour bien comprendre le comportement particulier de ces sénateurs dans ces cas précis, cette méthode nous semble appropriée. Il faudra donc être prudent lorsqu'il sera question de généraliser nos conclusions, mais il sera intéressant et pertinent de les utiliser comme pistes d'analyse dans des recherches subséquentes afin de vérifier si nos observations permettent d'élaborer des principes généraux.

Afin de mener ces études de cas, nous allons procéder à une analyse documentaire appuyée sur plusieurs sources. D'abord, nous allons nous appuyer sur des sources de première main comme les débats au Congrès, les textes de projets de loi et les votes sur ceux-ci ainsi que sur des lettres et des articles écrits par les sénateurs, qui sont tous disponibles sur les sites web du Congrès ou de ces sénateurs.

Dans le cas de McCain, nous nous intéresserons entre autres aux débats sur les projets de loi suivants : l'amendement 3386 au *Ronald W. Reagan National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2005*, l'amendement 1557 au *National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2006*, la résolution du Sénat suivante : *A resolution*

¹²⁹ Robert Yin. *Case Study Research: Design and Methods*. 3^e édition., California, SAGE Publications, 2003, p.1

¹³⁰ Robert Yin. *Applications of Case Study Research*. 3^e édition, Los Angeles, SAGE Publications, 2012, p. 4

¹³¹ Christopher Lamb. *Belief System and Decision Making in the Mayaguez Crisis*. Gainesville, University of Florida Press, 1989, p.12

condemning the abuse of Iraqi prisoners at Abu Ghraib prison, urging a full and complete investigation to ensure justice is served, and expressing support for all Americans serving nobly in Iraq adoptée lors du 108^e Congrès, ainsi qu'aux débats entourant le *Intelligence Authorization Act for Fiscal Year 2008*. En ce qui concerne le cas du sénateur Menendez, nous nous intéresserons plus particulièrement aux débats sur les projets de loi suivants : le *Iran Sanctions Enabling Act of 2009*, le *Iran Refined Petroleum Sanctions Act*, le *Comprehensive Iran Sanctions, Accountability, and Divestment Act of 2010*, le *Iran, North Korea, and Syria Sanctions Consolidation Act of 2011*, les amendements 1414 et 1292 au *National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2012*, l'amendement 3232 au *National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2013*, le *Nuclear Weapon Free Iran Act of 2013*, le *Iran Nuclear Agreement Review Act of 2015* et le *Nuclear Weapon Free Iran Act of 2015*.

Nous allons également utiliser plusieurs ouvrages et articles universitaires qui ont été écrits sur ce sujet. Nous allons aussi consulter des écrits biographiques et des sources journalistiques telles que le *New York Times*, le *Washington Post* ainsi que des journaux portant sur le Congrès comme *The Hill* et *Roll Call*. Ensuite, nous allons chercher des données démographiques sur l'électorat de ces sénateurs ainsi que des données financières sur leurs campagnes. Finalement, nous consulterons différents résultats de sondages provenant d'organisations telles que *RealClearPolitics*, *Gallup* et le *Pew Research Center*.

Pour analyser l'impact des facteurs personnels sur les sénateurs, nous nous servirons des écrits biographiques et de sources journalistiques afin de voir si certaines de leurs caractéristiques, comme les valeurs ou l'expérience passée, ont pu avoir un effet sur leur comportement. Nous essaierons de voir si ces biographies peuvent nous permettre de faire ressortir un principe général guidant leur action ou un attachement particulier à certains enjeux. De plus, ces documents nous renseigneront sur les ambitions des sénateurs, que ce soit d'accéder à des postes plus prestigieux au sein du leadership ou des commissions du Congrès ou de se présenter pour la

présidence. Nous analyserons également certains indices idéologiques pour voir où ces sénateurs se situent par rapport à leurs collègues.

Par la suite, nous allons aborder l'impact du contexte politique et électoral sur les actions des élus en politique étrangère. En nous fondant sur des données démographiques et des résultats de sondages, nous allons tenter de voir sur quelle coalition d'électeurs ces législateurs comptent pour assurer leur réélection. De plus, nous nous interrogerons sur les sources de financement de ces sénateurs. Finalement, nous verrons si certains groupes de pression ont poussé ceux-ci à s'impliquer ou à défendre une position.

Nous utiliserons également des données de sondages pour voir si l'opinion publique a eu un effet sur les positions des sénateurs. Nous verrons par exemple si l'évolution du taux de popularité du président a amené les sénateurs à critiquer la Maison-Blanche. De plus, nous verrons si les enjeux étudiés sont importants pour la population, ce qui pourrait inciter les sénateurs à leurs accorder une plus grande importance.

Nous nous attarderons également au contexte politique national et au contexte institutionnel. Nous nous demanderons si certains enjeux politiques ont dominé les débats lors des différents cycles électoraux. De plus, nous nous attarderons à l'effet de la composition du Congrès sur le comportement des législateurs. Nous voulons également nous intéresser aux dynamiques de pouvoir au sein du Congrès. Ainsi, nous nous questionnerons sur la position que ces sénateurs occupent au sein des commissions et nous verrons si cette dimension affecte leur comportement. De plus, nous nous questionnerons sur les relations que ces sénateurs entretiennent avec les autres acteurs du processus politique.

Finalement, nous nous attarderons à l'impact des événements internationaux sur l'action des sénateurs. En effet, le déroulement des interventions à l'étranger peut

modifier le comportement des législateurs. De plus, certains de ces événements affectent les débats de politique étrangère et changent la dynamique au Congrès.

Dans le but d'aborder ces facteurs d'une manière systématique, nous emploierons une méthode qui s'adapte bien à la comparaison de plusieurs études de cas. La méthode de comparaison structurée et orientée, élaborée par Alexander George, permet de combiner les forces de la discipline historique et de la science politique en puisant de la première sa capacité à expliquer de manière détaillée les singularités historiques et de la seconde sa capacité à obtenir des conclusions générales à partir de l'observation de l'Histoire.¹³² Cette approche nécessite d'abord de bien délimiter la catégorie de phénomènes pour laquelle on tente d'élaborer une explication.¹³³ Ainsi, cette méthode prévoit de développer un ensemble de questions qui seront utilisées comme prisme pour analyser chacun des cas sélectionnés.¹³⁴ Celles-ci doivent refléter la littérature sur le sujet abordé et aborder les éléments pertinents par rapport au sujet étudié.¹³⁵ Cette méthode a d'ailleurs déjà été utilisée pour étudier le rôle du Congrès en politique étrangère.¹³⁶

Dans ce mémoire, les cas sélectionnés nous renseigneront spécifiquement sur les sénateurs qui adoptent le comportement d'entrepreneurs de politique étrangère et qui décident d'agir à l'encontre d'un président de leur propre parti politique. Les différentes questions qui seront posées, qui reposent sur la littérature présentée plus

¹³² Alexander George « Case Studies and Theory Development : The Method of Structured, Focused Comparison » dans Paul Gordon Lauren. *Diplomacy : New Approaches in History, Theory, and Policy*. New York, The Free Press, 1979, p. 44

¹³³ *Ibid*, p. 50

¹³⁴ Patrick Homan. *The Politics of Arms Control Treaty Ratification in the Post-Cold War Era*. Thèse de doctorat, Northern Illinois University, 2013, p. 65

¹³⁵ *Ibid*, p. 65-66

¹³⁶ En plus de Patrick Homan. *Op. Cit.* voir : Frédérick Gagnon. *Les sénateurs qui changent le monde : l'évolution de l'influence du président de la commission du Sénat américain sur les relations extérieures après 1945*. Thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal, 2008, et Vincent Boucher. *Entre alliés et adversaires : Les principales figures républicaines du Congrès et la politique étrangère et de défense de Barack Obama (111^e et 112^e Congrès)*. Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, 2015.

haut, nous permettront de comprendre ce qui pousse ces sénateurs à agir de la sorte. Elles sont énoncées dans le tableau suivant.

Tableau 1.2 Comparaison structurée et orientée

Facteurs individuels :

Est-ce que l'expérience passée, l'éducation ou le vécu de ces sénateurs les ont amenés à s'intéresser à la politique étrangère en général ou à cet enjeu de politique étrangère en particulier? Les sénateurs énoncent-ils explicitement leurs expériences pour justifier leurs positions?

Les positions adoptées par ces sénateurs en politique étrangère reflètent-elles leurs valeurs fondamentales? Les sénateurs énoncent-ils explicitement ces valeurs pour justifier leurs positions? Défendent-ils cette position depuis longtemps?

Y'a-t-il une différence idéologique entre ces sénateurs et les autres membres de leur parti politique?

Le comportement de ces sénateurs sur cet enjeu de politique étrangère favorise-il leur ascension au sein du Congrès ou du système politique américain?

Facteurs contextuels :

L'opinion publique démontre-elle un certain intérêt pour cet enjeu de politique étrangère?

Le président est-il perçu de manière positive ou négative par la population?

Est-ce que les prises de position de ces sénateurs ont un effet sur leurs chances de réélection?

Quels enjeux politiques nationaux ont eu un impact sur les élections lorsque les sièges de ces sénateurs étaient en jeu?

Y a-t-il, dans les États de ces sénateurs, un ou des groupe(s) faisant la promotion de la position adoptée par ceux-ci?

L'action des sénateurs a-t-elle un effet sur leurs capacités à amasser des contributions politiques?

Ces sénateurs siègent-ils sur une commission liée à la politique étrangère?
 Quelle position occupent-ils au sein de cette commission? Quelle est la nature de leurs relations personnelles avec les autres membres de cette commission?

Ces sénateurs occupent-ils une position au sein du leadership du parti au Congrès?
 Quelle est la nature de leurs relations personnelles avec ce leadership?

Quelle est la nature de la relation personnelle de ces sénateurs avec le président?

Dans quelle mesure le contexte international a-t-il influencé le comportement de ces sénateurs dans le dossier de politique étrangère étudié?

Tenter de déterminer quel facteur a joué le rôle clé dans leurs décisions serait une entreprise périlleuse avec cette méthodologie, mais nous sommes confiants de pouvoir identifier certains éléments utiles pour comprendre l'action de ces législateurs. Nous n'avons malheureusement pas le luxe de pouvoir mener des entrevues avec ces sénateurs, mais nous devrions tout de même avoir une meilleure idée des facteurs qui les ont amenés à rompre avec l'administration sur ces enjeux, et ainsi en arriver à des conclusions valables. En effet, pour Alexander George, la comparaison structurée et orientée, même appliquée à un nombre limité de cas, est une avenue légitime pour contribuer au développement de théories.¹³⁷ Cette étude nous donnera donc une meilleure idée des facteurs qui poussent certains sénateurs à s'opposer au président en politique étrangère. Il serait par la suite intéressant de soumettre ces conclusions au test des faits en tentant de vérifier si elles s'appliquent à un plus grand nombre de cas.

¹³⁷ Alexander George. *Op. Cit.*, p.49

CHAPITRE 2

JOHN MCCAIN ET LE TRAITEMENT DES PRISONNIERS

Le sénateur républicain de l'Arizona John McCain, est un exemple intéressant d'un législateur qui rompt avec la position d'une administration avec laquelle il partage l'affiliation politique, sur un enjeu de sécurité nationale. Nous nous pencherons donc sur son rôle dans les débats entourant le traitement des prisonniers pendant les deux mandats de George W. Bush. Nous allons d'abord présenter une courte biographie de McCain afin de bien situer le personnage. Par la suite, nous dresserons un portrait de son action sur cette question, en détaillant les diverses stratégies qu'il a adoptées pour mettre de l'avant ses initiatives politiques. Nous concentrerons notre récit sur certains moments clés qui illustrent bien son comportement dans ce dossier. Finalement, nous allons tenter de comprendre quels ont été les facteurs qui l'ont amené à s'opposer au président. Nous allons nous intéresser tant aux éléments de sa personnalité qui ont eu un impact sur ses décisions qu'au contexte national et international. Pour ce faire, nous emploierons la méthode de la comparaison structurée et orientée et répondrons à une série de questions qui guideront notre enquête. Nous pourrions ainsi tirer des conclusions sur les facteurs qui l'ont amené à adopter ce comportement.

2.1 Biographie

John Sidney McCain III est né le 29 août 1936 sur une base de la Marine américaine au Panama.¹³⁸ Son père et son grand-père étaient des officiers supérieurs de la Marine. Dans sa jeunesse, McCain a donc été déplacé d'une base militaire à l'autre suivant les différentes affectations de son père. En 1951, après plusieurs

¹³⁸ Les informations biographiques sur McCain sont tirées de Robert Timberg. *John McCain: an American odyssey*. 1st ed., New York: Free Press, 2008 et de John McCain et Mark Salter. *Faith of my fathers*. 1st ed, New York : Random House USA, 1999

déménagements, la famille s'installe à Alexandria en Virginie où il termine ses études secondaires. Il entre alors au *Episcopal High School*, une école aux manières spartiates fréquentée par l'élite du Sud. McCain est un étudiant moyen, qui a tendance à s'attirer des ennuis. En 1954, McCain décide de suivre les traces de sa famille et entre à l'Académie navale des États-Unis à Annapolis dans le Maryland.

McCain gradue en 1958, avec les cinquièmes pires résultats de toute sa promotion. Il fait par la suite ses classes pour devenir aviateur naval à Pensacola en Floride. Lors de ses premières années dans la marine, dans les Caraïbes et en Méditerranée, il acquiert la réputation d'être un fêtard et un coureur de jupon. Il se marie finalement en 1965 avec Carol Shepp, dont il adopte les deux fils et avec laquelle il aura une fille. Il sera par la suite déployé au Vietnam, et survivra à un incendie sur le pont du *U.S.S. Forrestal* qui coûtera la vie à 134 marins en 1967.

Après l'incendie, McCain se porte volontaire pour être muté sur le *U.S.S. Oriskany* où il mènera des bombardements contre le Nord-Vietnam. Le 26 octobre 1967, McCain effectuait un raid au dessus de Hanoi quand son appareil est touché par un missile ennemi. En s'éjectant, McCain se fracture une jambe et les deux bras et atterrit dans un lac d'où il sera repêché. Les autorités vietnamiennes le conduiront à l'hôpital en apprenant que son père est un amiral. McCain passera plus de cinq ans en détention au Vietnam, subissant la malnutrition, la torture et les longues périodes d'isolation. Il fut finalement libéré le 14 mars 1973, à la suite des accords de Paris.

De retour aux États-Unis, McCain est acclamé en héros et rencontre même le président Nixon. En Californie, les McCain sont accueillis par le gouverneur Ronald Reagan. McCain développera de l'admiration pour Reagan dont le discours vantait les services rendus par les soldats alors que le reste du pays était très critique des institutions militaires. Il fut par la suite nommé officier de liaison avec le Congrès, où il établit des contacts avec des législateurs, dont Sam Nunn, alors président de la CSSA. Ce sera également son premier contact avec le monde politique à Washington.

À cette époque, il se divorce et commence une aventure avec Cindy Hensley, une jeune héritière d'un distributeur de bière de l'Arizona. Il l'épouse en 1980 et s'établit en Arizona, où il prend un emploi dans l'entreprise de son beau-père, après avoir pris sa retraite de la marine au rang de capitaine. McCain a utilisé cet emploi et les contacts de sa belle famille pour tisser des liens en Arizona et jeter les bases d'une campagne pour se faire élire au Congrès.

Il fut élu représentant du 1^{er} district de l'Arizona à l'élection de 1982 et ensuite sénateur en 1986 lorsque Barry Goldwater pris sa retraite. Il sert au Sénat depuis, approchant la fin de son cinquième mandat. Il a tenté de conquérir la présidence à deux reprises. En 2000, McCain fut défait par George W. Bush lors des primaires et en 2008, il perdit l'élection générale contre Barack Obama.

2.2 Présentation de l'action de McCain dans le dossier du traitement des prisonniers

Nous allons maintenant présenter les principales actions de McCain pour s'opposer à la torture. Tout d'abord, nous examinerons sa réaction au scandale d'Abu Ghraib. Dans un second temps, nous nous attarderons aux débats autour du *Detainee Treatment Act* en 2005. Ensuite, nous nous intéresserons aux négociations qui ont mené à l'adoption du *Military Commissions Act* de 2006. Finalement, nous allons nous interroger sur sa position envers le *Intelligence Authorization Act for Fiscal Year 2008*, qui aurait forcé la CIA à adopter les pratiques du manuel de campagne de l'armée (*Army Field Manual*) comme guide dans leurs interrogatoires.

2.2.1 Le scandale d'Abu Ghraib

L'attention de McCain se portera sur le traitement des prisonniers par les États-Unis après le scandale d'Abu Ghraib en 2004. Ce scandale, qui a mis à jour des cas de torture par les forces de la coalition en Irak, a éclaté avec la publication de photographies représentant les mauvais traitements subis par les prisonniers. La CSSA, dont McCain est membre, a mené une série d'audiences avec des

représentants du Pentagone afin de faire la lumière sur ces mauvais traitements. Dès l'ouverture de la première audience, McCain proclame :

*I'm gravely concerned that many Americans will have the same impulse I did when I saw these pictures, and that's to turn away from them. We risk losing public support for this conflict. [...] the American people deserve immediate and full disclosure of all relevant information so that we can be assured and comforted that something that we never believed could happen will never happen again.*¹³⁹

Ce dernier assumera un rôle de premier plan en questionnant de manière agressive les témoins, dont le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld. Il soutiendra également une résolution condamnant l'abus des prisonniers, affirmant que ces actions font honte aux États-Unis et qu'elles ne reflètent pas leurs principes.¹⁴⁰

2.2.2 Le *Detainee Treatment Act*

En 2005, il sera le parrain d'un amendement appelé *Detainee Treatment Act*, qui sera inclus dans le *National Defense Authorization Act for Fiscal Year 2006*. Cet amendement visait à interdire les traitements cruels, inhumains et dégradants et à assujettir les interrogatoires effectués par l'armée américaine aux règles du manuel de campagne de l'armée.¹⁴¹ Afin de forcer le leadership à adopter ce texte, McCain le jumelera au budget du département de la Défense, qui doit être adopté chaque année. Pour l'aider, il bénéficie de l'appui du président de la CSSA, le respecté sénateur républicain de la Virginie, John Warner, et de celui du sénateur Lindsay Graham, un sénateur républicain de la Caroline du Sud. Pour défendre sa proposition, il publie un

¹³⁹ Hearings before the Committee on Armed Services of the United States Senate, *Review of Department of Defense Detention and Interrogation Operations*, 2004, p.20, En ligne : <https://www.gpo.gov/fdsys/pkg/CHRG-108shrg96600/pdf/CHRG-108shrg96600.pdf>, page consultée le 21 août 2015

¹⁴⁰ Congressional Record-Senate, 10 mai 2004, p. S5070, En ligne : <https://www.congress.gov/congressional-record/2004/05/10/senate-section/article/S5066-1>, page consultée le 24 août 2015

¹⁴¹ Congressional Record-Senate, 4 novembre 2005, p. S12380, En ligne : <https://www.congress.gov/congressional-record/2005/11/04/senate-section/article/S12407-2>, page consultée le 24 août 2015

éditorial dans *Newsweek*.¹⁴² Il obtiendra aussi le soutien de plusieurs hauts gradés ainsi que des anciens chefs d'état-major interarmées Colin Powell et John Shalikashvili.¹⁴³

Le président a menacé d'utiliser son veto, mais McCain a obtenu plus du deux tiers des voix pour passer outre le veto présidentiel.¹⁴⁴ Le vice-président Cheney et le conseiller à la sécurité nationale Stephen Hadley ont alors tenté de le convaincre d'inclure une exemption pour la CIA dans le projet de loi.¹⁴⁵ Bush a finalement décidé de ne pas apposer son veto, et a plutôt émis une déclaration au moment de la signature présidentielle (*signing statement*), se réservant le droit d'interpréter les dispositions de la loi.¹⁴⁶

2.2.3 Le *Military Commissions Act*

En 2006, lorsque la Cour suprême rendit sa décision dans la cause *Hamdan v. Rumsfeld*¹⁴⁷, le président dut se tourner vers le Congrès pour établir légalement les

¹⁴² *NewsWeek*, John McCain, *Torture's Terrible Toll*, 21 novembre 2005, En ligne : <http://www.mccain.senate.gov/public/index.cfm/opinion-editorials?ID=142ada1a-2aec-42e7-829c-aa5c97c1288d>, page consultée le 26 août 2015

¹⁴³ Congressional Record-Senate, 5 octobre 2005, p. S11063, En ligne : <https://www.congress.gov/congressional-record/2005/10/05/senate-section/article/S11061-3>, page consultée le 24 août 2015 et Congressional Record-Senate, 5 octobre 2005, p. S11094, En ligne : <https://www.congress.gov/congressional-record/2005/10/05/senate-section/article/S11077-1>, page consultée le 24 août 2015

¹⁴⁴ *The New York Times*, Eric Schmitt, *President Backs McCain Measure on Inmate Abuse*, 16 décembre 2005, En ligne : http://www.nytimes.com/2005/12/16/politics/president-backs-mccain-measure-on-inmate-abuse.html?_r=0, page consultée le 24 août 2015

¹⁴⁵ *The New York Times*, Eric Schmitt, *Exception sought in Detainee Abuse Ban.*, 25 octobre 2005, En ligne : <http://query.nytimes.com/gst/fullpage.html?res=9402EED8103FF936A15753C1A9639C8B63>, page consultée le 24 août 2015

¹⁴⁶ *The American Conservative*, James Bovard, *The Power of the Pen*, En ligne : <http://www.theamericanconservative.com/articles/power-of-the-pen>, page consultée le 24 août 2015

¹⁴⁷ Cette cause opposait le plaignant Salim Ahmed Hamdan au secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld. Hamdan contestait la constitutionnalité des commissions militaires établies par l'administration Bush après les événements du 11 septembre 2001 pour juger les suspects de terrorisme. La Cour suprême a jugé par cinq voix contre trois (le juge en chef John Roberts s'était récusé car il avait eu à se prononcer sur cette cause dans une juridiction inférieure) que celles-ci contrevenaient aux Conventions de Genève et au code uniforme de justice militaire. Voir : *Hamdan v. Rumsfeld*, 126 S. Ct. 2749 (2006), p.4

commissions militaires utilisées pour juger les détenus de Guantanamo.¹⁴⁸ McCain, ayant acquis une influence au Sénat sur la question des détenus, sera un joueur clé des négociations avec l'administration. Son objectif sera de s'assurer que les commissions militaires respectent l'article 3 commun aux Conventions de Genève, que l'administration voulait réinterpréter.¹⁴⁹

McCain, Warner et Graham ont donc introduit un projet de loi différent de l'administration et l'ont fait adopter par la CSSA avec l'appui des démocrates et de la sénatrice républicaine du Maine, Susan Collins.¹⁵⁰ McCain a par ailleurs présenté plusieurs lettres de soutien au Sénat, dont celles des juges-avocats généraux de différents corps d'armée et des anciens chefs d'état-major interarmées Powell, Hugh Shelton et John Vessey.¹⁵¹ Après négociations, Bush a renoncé à redéfinir les obligations internationales des États-Unis mais a obtenu de pouvoir utiliser des documents secrets dans les procès et que la loi soit rétroactive afin d'empêcher des poursuites.¹⁵²

2.2.4 Appliquer le *Army Field Manual* à la CIA?

En 2008, McCain s'est opposé au budget des services de renseignements car la sénatrice démocrate de Californie, Dianne Feinstein, avait réussi à faire adopter un amendement forçant toutes les agences du gouvernement à utiliser le manuel de

¹⁴⁸ *The New York Times*, David Sanger et Scott Shane, *Court's Ruling Is Likely to Force Negotiations Over Presidential Power*, 30 juin 2006, En ligne: http://www.nytimes.com/2006/06/30/washington/30assess.html?_r=0, page consultée le 25 août 2015

¹⁴⁹ *The New York Times*, Kate Zernike, *Rebuff for Bush on How to Treat Terror Suspects*, 15 septembre 2006, En ligne: <http://query.nytimes.com/gst/fullpage.html?res=9907EED81231F936A2575AC0A9609C8B63>, page consultée le 25 août 2015

¹⁵⁰ *Ibid*

¹⁵¹ Congressional Record-Senate, 28 septembre 2006, p. S10410, En ligne: <https://www.congress.gov/crec/2006/09/28/modified/CREC-2006-09-28-pt1-PgS10354-2.htm>, page consultée le 27 août 2015

¹⁵² *The New York Times*, Kate Zernike, *Top Republicans Reach an Accord on Detainee Bill*, 22 septembre 2006, En ligne: http://www.nytimes.com/2006/09/22/washington/22detain.html?_r=0, page consultée le 27 août 2015

campagne de l'armée dans ses interrogatoires. Cette dernière a décidé de promouvoir cette mesure après que l'administration ait refusé de confirmer que la simulation de noyade (*waterboarding*) était illégale.¹⁵³ La mesure a été adoptée avec 51 voix favorables lors d'un vote respectant la ligne de parti.¹⁵⁴ La mesure avait obtenu l'appui d'une foule d'anciens membres du Cabinet et de pas moins de 43 généraux et amiraux retraités.¹⁵⁵ McCain s'y est toutefois opposé car il considérait que la CIA devait bénéficier de plus de flexibilité. Selon lui, la simulation de noyade était déjà interdite par le *Detainee Treatment Act*, par le *Military Commissions Act* et par les Conventions de Genève.¹⁵⁶ Cette position amenera plusieurs critiques contre McCain, alors candidat à l'investiture républicaine. On l'accusera notamment de renier ses principes pour plaire aux électeurs républicains.¹⁵⁷ Le président y apposera finalement son veto, affirmant que les services de renseignements devaient avoir les outils nécessaires pour combattre le terrorisme.¹⁵⁸

McCain a souvent été en conflit avec l'administration Bush sur l'enjeu du traitement des détenus, particulièrement lors de son deuxième mandat. En effet, il a notamment affronté l'administration pour obtenir l'adoption du *Detainee Treatment Act* et pour l'empêcher de réinterpréter la Convention de Genève dans le *Military Commissions Act*. Pour ce faire, il a utilisé son siège sur la CSSA pour questionner

¹⁵³ *The New York Times*, Michael Cooper, *McCain Draws Criticism on Torture Bill*, 17 février 2008, En ligne: <http://www.nytimes.com/2008/02/17/us/politics/17torture.html>, page consultée le 27 août 2015

¹⁵⁴ United States Senate, *U.S. Senate Roll Call Votes 110th Congress – 2nd Session, On the Conference Report (HR 2082 Conference Report)*, En ligne: http://www.senate.gov/legislative/LIS/roll_call_lists/roll_call_vote_cfm.cfm?congress=110&session=2&vote=00022, page consultée le 27 août 2015

¹⁵⁵ Congressional Record-Senate, 13 février 2008, p. S927 à S934, En ligne: <https://www.congress.gov/congressional-record/2008/2/13/senate-section/article/s927-3?q=%7B%22search%22%3A%5B%22s927%22%5D%7D&resultIndex=4>, page consultée le 27 août 2015

¹⁵⁶ *Idem*

¹⁵⁷ *The New York Times*, Michael Cooper, *McCain Draws Criticism on Torture Bill*, *Op. Cit.*

¹⁵⁸ *The New York Times*, Steven Lee Myers, *Veto of Bill on C.I.A. Tactics Affirms Bush's Legacy*, 9 mars 2008, En ligne: <http://www.nytimes.com/2008/03/09/washington/09policy.html>, page consultée le 27 août 2015

les responsables et pour s'assurer que les projets de lois introduits devant cette commission respectent son objectif de bannir la torture. Il a utilisé les médias et sollicité l'appui de leaders d'opinions pour gagner l'appui de la population. Il a également négocié avec l'administration pour s'assurer que ses préférences législatives soient adoptées. McCain a donc utilisé toute la panoplie d'actions possibles pour avoir un impact dans ce dossier. Le tableau 2.1 en présente certains exemples.

Tableau 2.1 Utilisation des diverses avenues d'influence par McCain

	Directes	Indirectes
Législatives	Parrainer des projets de loi : <i>Le Detainee Treatment Act.</i> <i>Le Military Commissions Act.</i>	Résolution non contraignante : La résolution du Sénat 356 (2004), <i>A resolution condemning the abuse of Iraqi prisoners at Abu Ghraib prison, urging a full and complete investigation to ensure justice is served, and expressing support for all Americans serving nobly in Iraq.</i>
Non législatives	Audiences publiques : Questionner le Secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et de nombreux responsables militaires et civils du Département de la Défense.	Cadrer le débat : Publication d'un éditorial dans <i>Newsweek</i> intitulé <i>Torture's Terrible Toll</i> (2005). Diverses interventions à la télévision pour défendre sa position lors des débats sur les projets de lois.

2.3 Explication du comportement de McCain

Comment expliquer que John McCain se soit opposé au président? D'une manière générale, le président a bénéficié du soutien indéfectible du Congrès dans le domaine de la sécurité nationale depuis le 11 septembre 2001. Les législateurs,

craignant d'être décrits comme faibles sur la question du terrorisme (*soft on terror*), ont été satisfaits de laisser Bush mener la guerre au terrorisme comme bon lui semblait. Ce constat s'applique particulièrement aux législateurs républicains qui n'avaient pas intérêt à remettre en question le pouvoir du président en politique étrangère. Le cas de McCain et de son opposition à la torture est particulier, car il a décidé de faire fi de l'affiliation partisane. Nous allons tenter d'expliquer ce comportement. Nous démontrerons d'abord comment ses caractéristiques personnelles peuvent l'avoir amené à s'opposer à Bush. Nous nous attarderons ensuite au contexte dans lequel son action s'est inscrite afin de comprendre comment celui-ci a affecté son processus de décision. Pour ce faire, nous répondrons aux questions élaborées au chapitre 1.

2.3.1 Son expérience

L'expérience militaire de McCain est cruciale pour comprendre le personnage. Ses années passées en prison au Vietnam sont particulièrement centrales dans sa carrière politique. C'est grâce à cette expérience qu'il a d'abord réussi à se faire élire à la Chambre des représentants. En effet, lors de sa première élection, McCain, qui habitait l'Arizona depuis moins de deux ans, a dû se défendre d'être un « *carpetbagger* »; un opportuniste et un profiteur. La réponse qu'il servit à son adversaire lors des primaires républicaines fut assassine :

*Listen pal. I spent twenty-two years in the Navy. My father was in the Navy. My grandfather was in the Navy. We in the military service tend to move a lot. We have to live in all parts of the country, all parts of the world. I wish I could have the luxury, like you, of growing up and living and spending my entire life in a nice place like the First District of Arizona, but I was doing other things. As a matter of fact, when I think about it now, the place I lived longest in my life was Hanoi.*¹⁵⁹

¹⁵⁹ David Brock et Paul Waldman. *Free Ride, John McCain and the Media*. New York, Anchor Books, 2008, p. 48

Après cet échange, McCain remporta les primaires sans difficulté et fut facilement élu car le premier district de l'Arizona était acquis au Parti républicain.¹⁶⁰

McCain a aussi toujours été intéressé par les questions militaires. Avant même d'être élu, il a servi comme officier de liaison au Congrès et s'était impliqué dans les tractations entourant les programmes d'acquisition d'armement.¹⁶¹ En 1983, il s'est opposé au président Reagan qui avait décidé de déployer des *Marines* au Liban. Il croyait que les soldats américains ne devaient pas risquer leur vie pour atteindre des objectifs vagues. L'attentat contre leur caserne à Beirut, en 1983, lui donna raison.¹⁶² Dès son élection au Sénat, McCain obtient un siège sur la CSSA avec l'aide de son prédécesseur, Barry Goldwater, un membre de longue date de cette commission.¹⁶³ Il se servira de cette position pour s'impliquer en politique étrangère. Il a notamment soutenu le président George H. W. Bush dans la guerre du Golfe et le président Clinton dans sa décision de rétablir les relations avec le Vietnam. Il a également été un ardent promoteur de l'intervention au Kosovo dans les années 90.¹⁶⁴ Son expérience dans la marine est à la base de son implication en politique étrangère au Congrès.

Cette expérience militaire peut également expliquer pourquoi McCain a choisi de s'intéresser au sort des prisonniers. Ses années passées à Hanoi lui ont permis de parler de cet enjeu avec autorité et crédibilité. En effet, pendant sa détention, il a été victime de torture et a vécu dans des conditions de détention insalubres et

¹⁶⁰ Federal Election Commission, *Federal Election 82, Election Results for the U.S. Senate and the U.S. House of Representatives*, p.4, En ligne : <http://www.fec.gov/pubrec/fe1982/federaelections82.pdf>, page consultée le 12 janvier 2016

¹⁶¹ Robert Timberg. *Op. Cit.*, p. 136 à 138

¹⁶² John Karaagac. *John McCain : An Essay in Military and Political History*. Lanham, Maryland, Lexington Books, 2000, p. 195-196

¹⁶³ Azcentral.com, Dan Nowicki et Bill Muller, *McCain Profile: The Senate calls*, En ligne : <http://www.azcentral.com/news/election/mccain/articles/2007/03/01/20070301mccainbio-chapter6.html>, page consultée le 11 janvier 2016

¹⁶⁴ John Karaagac. *Op. Cit.*, p.196-199

inhumaines. Il a notamment été battu et maintenu dans des positions inconfortables pendant des jours. On l'a empêché de dormir, et il a passé des années en isolement.¹⁶⁵

Sa crédibilité sur cet enjeu est souvent exprimée par ses collègues au Congrès. Warner croit que le traitement des détenus est un sujet sur lequel McCain possède des connaissances inégalées au Sénat.¹⁶⁶ Le sénateur Ted Stevens (R-AK), le président *pro tempore* du Sénat, a également encensé son leadership dans ce dossier et ce, même s'il était alors en désaccord avec sa position.¹⁶⁷

McCain a aussi parfois lui-même mis de l'avant cette expérience pour justifier sa position dans les débats. Lors de la tenue du vote sur l'amendement McCain, en octobre 2005, il a affirmé que de savoir que les États-Unis ne s'abaisseraient pas à la torture est une des choses qui l'ont aidé à passer à travers les mauvais traitements au Vietnam :

*Our enemies [in Vietnam] did not adhere to the Geneva convention. Many of my comrades were subjected to very cruel, very inhumane, and degrading treatment, a few of them even unto death. But every single one of us knew and took great strength from the belief that we were different from our enemies, that we were better than them, that if the roles were reversed, we would not disgrace ourselves by committing or countenancing such mistreatment of them. That faith was indispensable not only to our survival but to our attempts to return home with honor. Many of the men I served with would have preferred death to such dishonor.*¹⁶⁸

Son expérience au Vietnam est centrale lorsqu'on tente d'expliquer son implication en politique étrangère et plus spécifiquement son implication sur l'enjeu

¹⁶⁵ John McCain et Mark Salter. *Op.Cit.*, p.315-320

¹⁶⁶ Congressional Record-Senate, 25 juillet 2005, p. S8792, En ligne : <https://www.congress.gov/congressional-record/2005/7/25/senate-section/article/s8772-2?resultIndex=264>, page consultée le 18 janvier 2016

¹⁶⁷ Congressional Record-Senate, 5 octobre 2005, p. S11064, En ligne : <https://www.congress.gov/congressional-record/2005/10/05/senate-section/article/S11061-3>, page consultée le 21 janvier 2016

¹⁶⁸ Congressional Record-Senate, 5 octobre 2005, p. S11114, En ligne : <https://www.congress.gov/congressional-record/2005/10/05/senate-section/article/S11077-1>, page consultée le 12 janvier 2016

du traitement des prisonniers. Elle lui a servi de motivation et lui a permis de s'établir comme une autorité sur le sujet tant au Sénat que dans la société.

Il a aussi la réputation d'être un non-conformiste. Depuis ses années à l'école secondaire et à Annapolis, le jeune McCain a toujours eu des problèmes à respecter l'autorité et les règles.¹⁶⁹ Alors qu'il était prisonnier au Vietnam, cette tendance à résister à l'autorité devint thérapeutique : « *Resisting, being uncooperative and a general pain in the ass, proved, as it had in the past, to be a morale booster for me* ». ¹⁷⁰ Il a souvent été décrit comme un « *maverick* », doté d'une indépendance de conscience et d'action. Il a d'ailleurs habilement cultivé cette image et en a fait un trait central de sa campagne en 2000, nommant son autobus le « *Straight Talk Express* ». ¹⁷¹ Au Sénat, il a appuyé les positions démocrates contre les républicains dans plusieurs domaines : les baisses d'impôts, la réforme du financement politique, l'accès aux médicaments génériques, les forages de pétrole en Alaska, les limites sur la pollution et les ventes d'armes dans les foires. ¹⁷² Cette tendance à défier les conventions peut expliquer le fait qu'il n'ait pas hésité à s'opposer au président lorsqu'il était en désaccord avec lui sur la question du traitement des prisonniers.

2.3.2 Ses valeurs

Ses valeurs sont aussi profondément inspirées des valeurs militaires. En effet, en plus de sa propre expérience, le père et le grand-père de McCain étaient des hauts gradés de la marine qui lui ont inculqué ces valeurs dès son jeune âge. L'honneur est certainement celle qu'il considère comme la plus importante et il l'affirme dans son

¹⁶⁹ John McCain et Mark Salter. *Op.Cit.*, p.150

¹⁷⁰ *Ibid*, p.207

¹⁷¹ David Brock et Paul Waldman. *Op.Cit.*, p.58-70

¹⁷² *The New York Times*, David Kirkpatrick, *From a Heckler to a Deal Maker : After 2000 Run, McCain Learned to Work Levers of Power*, 21 juillet 2008, En ligne : http://www.nytimes.com/2008/07/21/us/politics/21mccain.html?_r=0, page consultée le 17 février 2016

livre, *Faith of my fathers* : « *The sanctity of personal honor was the only lesson my father felt necessary to impart to me* ». ¹⁷³

Le sens du devoir est aussi très important pour McCain. Cette idée de servir une cause plus importante que son seul intérêt était particulièrement chère à ses yeux. Pour lui, la gloire « *belongs to the act of being constant to something greater than yourself, to a cause, to your principles, to the people on whom you rely, and who rely on you in return* ». ¹⁷⁴ D'ailleurs, il payera cher ce dévouement et refusera une offre de libération, car cela aurait enfreint le code de conduite militaire et aurait été contraire à son sens du devoir. En effet, dès 1968, McCain refusa une offre de clémence de la part des Vietnamiens, qui voulaient lui offrir un traitement spécial en raison du rang de son père. Le code de conduite militaire prévoit que le premier soldat capturé soit le premier libéré. McCain, fidèle à ce principe, dû attendre 1973 pour être libéré. ¹⁷⁵

Il est également attaché aux valeurs du système politique américain comme la démocratie et la liberté. Elles orientent son action dans le dossier du traitement des prisonniers. Il se réfère aussi à celles-ci pour justifier ses positions. Immanquablement, lorsqu'il intervient au Congrès sur cet enjeu, il mentionne que le comportement des États-Unis doit respecter ces valeurs. Il voit la guerre contre la terreur comme une lutte d'idées entre les terroristes et l'Amérique :

America stands for a moral mission, one of freedom and democracy and human rights at home and abroad. [...]this isn't about who they are, it is about who we are. These are the values that distinguish us from our enemies, and we can never allow our enemies to take those values away. ¹⁷⁶

Les valeurs de ce sénateur sont donc en accord avec la position qu'il a adoptée dans ce dossier et expliquent aussi son opposition à l'administration Bush.

¹⁷³ David Brock et Paul Waldman. *Op.Cit.*, p.167

¹⁷⁴ *Ibid*, p.257

¹⁷⁵ Robert Timberg. *Op. Cit.*, p. 94 à 101

¹⁷⁶ Congressional Record-Senate, 4 novembre 2005, p. S12382, En ligne : <https://www.congress.gov/congressional-record/2005/11/04/senate-section/article/S12407-2> , page consultée le 24 août 2015

2.3.3 Son idéologie

Nous allons comparer McCain avec les autres sénateurs républicains pour voir s'il était plus modéré ou plus conservateur que la moyenne de ceux-ci. McCain a souvent été dépeint comme un modéré mais David Brock et Paul Waldman démontrent qu'on ne peut le qualifier ainsi. Ils le comparent à d'autres républicains modérés et concluent qu'il reste très conservateur.¹⁷⁷ Cependant, en regardant les résultats de deux indicateurs permettant de mesurer l'idéologie, on constate qu'il y a effectivement eu dans sa carrière un moment où il était plus modéré, moment qui coïncide avec l'administration Bush.

En effet, entre 1998 et 2008, le score idéologique de McCain, compilé par l'*American Conservative Union* (ACU)¹⁷⁸, indique qu'il était moins conservateur que la moyenne des sénateurs républicains.¹⁷⁹ Au cours de cette période, son score est resté sous les 80 %, alors qu'il n'était jamais tombé aussi bas. De plus, le score moyen des sénateurs républicains lors de la décennie 2000 a été un peu plus élevé que lors de la décennie précédente. McCain a suivi la tendance inverse en devenant plus modéré alors que son parti devenait plus conservateur. En effet, pour la décennie 1990 à 1999 le score moyen des Républicains était de 79,7 % alors que celui de McCain était de 84,8 %. Lors de la décennie suivante, la moyenne de McCain chute à 75,7 % alors que celle des sénateurs républicains grimpe à 85,5 %. Ensuite, l'indice du centre *Americans for Democratic Action* (ADA)¹⁸⁰, démontre que McCain était

¹⁷⁷ David Brock et Paul Waldman. *Op.Cit.*, p.128-155

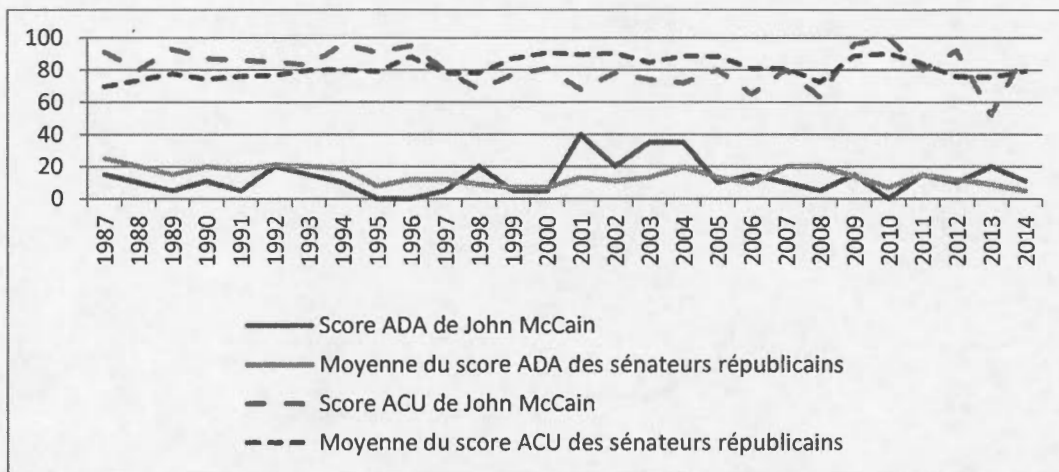
¹⁷⁸ Chaque année, ce centre donne des notes aux législateurs pour savoir à quel point ils sont conservateurs. Cette note est compilée en analysant la manière dont les élus votent sur une foule de projets de loi. Chaque vote qui correspond à la position préférée du centre accorde des points au législateur. On accorde ensuite une note en pourcentage qui indique à quel point le législateur adopte des positions qui concordent avec les préférences de cet organisme.

¹⁷⁹ The American Conservative Union, Federal Legislative Ratings, En ligne : <http://acuratings.conservative.org/acu-federal-legislative-ratings/>, page consultée le 26 janvier 2016

¹⁸⁰ L'indice ADA fonctionne essentiellement comme celui du ACU mais l'organisme sélectionne les 20 projets de lois qu'il considère être les plus importants dans une année. Chaque vote qui concorde avec la position du centre accorde cinq points au législateur et la note finale, exprimée en pourcentage, donne une idée de la tendance progressiste du candidat.

aussi plus progressiste que la moyenne des sénateurs républicains pendant le premier mandat de Bush.¹⁸¹ Il est donc moins conservateur que ses collègues républicains et plus enclin à défier le président et à soutenir une position plus modérée.

Figure 2.1 L'idéologie de McCain comparée à la moyenne des sénateurs républicains



Source : The American Conservative Union, Federal Legislative Ratings, En ligne : <http://acuratings.conservative.org/acu-federal-legislative-ratings/>, page consultée le 26 janvier 2016 et Americans for Democratic Action, Voting Records, En ligne : <http://www.adaction.org/pages/publications/voting-records.php>, page consultée le 26 janvier 2016

2.3.4 Ses ambitions

La position de McCain dans ce dossier n'a pas nécessairement amélioré sa position au sein du Congrès, mais elle lui a permis de faire parler de lui à l'échelle nationale et de soutenir ses ambitions présidentielles pour 2008. Après avoir échoué à remporter l'investiture républicaine en 2000, il a réussi à s'imposer comme candidat en 2008. Bien qu'il soit difficile d'affirmer que ses positions sur cet enjeu aient contribué à sa nomination, elles ne semblent du moins pas lui avoir nui.

Il n'occupe pas de poste de leadership au Congrès, mais il exerce une influence certaine. Après la campagne de 2000, il a acquis un prestige qu'il a utilisé

¹⁸¹ Americans for Democratic Action, Voting Records, En ligne : <http://www.adaction.org/pages/publications/voting-records.php>, page consultée le 26 janvier 2016

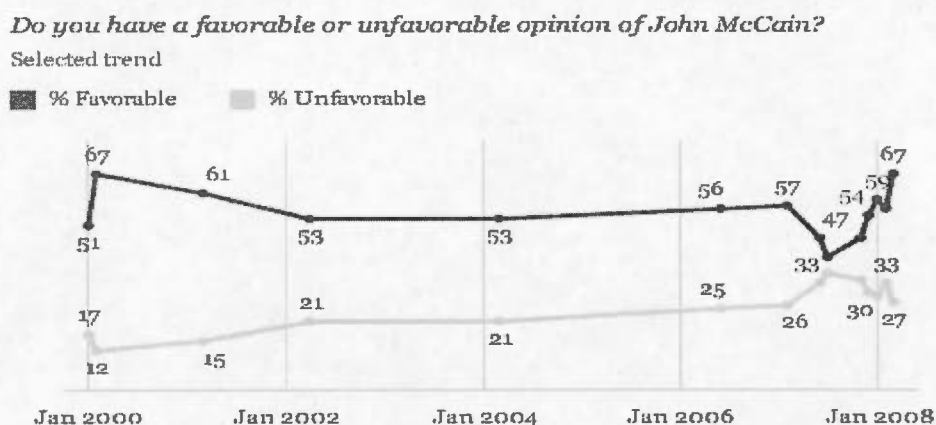
pour faire adopter des projets de lois au Congrès. Il a d'ailleurs joué un rôle central pour faire aboutir la réforme du financement électoral, en s'alliant avec des membres du Parti démocrate, Russel Feingold (D-WI) notamment, et en contraignant le leadership républicain à agir. Pour ce faire, il a utilisé ses nombreuses interventions médiatiques afin de créer un *momentum*, ce qui a mis de la pression sur les élus.¹⁸² Cette habileté à promouvoir des positions dans le domaine public, couplée à sa facilité à travailler avec l'opposition, fait de McCain un sénateur influent. Il peut aider à rallier des votes car il cultive de bonnes relations avec l'opposition.¹⁸³ Cette capacité à travailler avec l'opposition et à utiliser les médias explique comment il a pu s'imposer sur la question du traitement des prisonniers.

Cette position ne semble pas avoir eu d'effet important sur son prestige. En effet, si l'on se fie aux sondages, on constate que son taux d'approbation reste plutôt stable entre 2002 et 2007. En fait, on assiste à une légère hausse de ce taux entre 2004 et le début 2007, alors qu'il mène son combat contre le mauvais traitement des prisonniers. Si on ne peut affirmer que cette hausse est due à sa position sur cet enjeu, on peut du moins constater que ses actions ne lui ont pas nui. D'ailleurs, sa popularité fluctuera par la suite lorsqu'il briguera la présidence.

¹⁸² Elizabeth Drew. *Citizen McCain*. New York, Simon & Schuster, 2008

¹⁸³ *The New York Times*, David Kirkpatrick, *From a Heckler to a Deal Maker : After 2000 Run, McCain Learned to Work Levers of Power*, Op. Cit.

Figure 2.2 Évolution du taux d'approbation de McCain (2001-2008)



Source : Gallup, *McCain's 67% Favorable Ratings His Highest in Eight Years*, 18 mars 2008, En ligne : <http://www.gallup.com/poll/105073/mccains-67-favorable-rating-highest-eight-years.aspx>, page consultée le 2 février 2016

Il sera beaucoup plus discret sur le traitement des prisonniers pendant les primaires et refusera d'étendre les pratiques du *Army Field Manual* à la CIA. Puisqu'il devait courtiser les électeurs républicains pour remporter l'investiture, il a préféré éviter le risque politique de soutenir les Démocrates contre son parti.

Ses actions dans ce dossier ont peut-être favorisé sa candidature pour la présidence. En effet, les débats sur ces enjeux ont permis à McCain d'accroître sa présence médiatique et de rappeler aux Américains ses faits d'armes au Vietnam. Entre 2004 et 2006, alors qu'ont lieu les débats sur cet enjeu, on assiste à une recrudescence importante des mentions de son expérience de prisonnier de guerre dans les médias.¹⁸⁴ Le renforcement de ce discours aurait favorisé sa candidature car les journalistes ont tendance à voir le Vietnam comme étant constitutif de son caractère. Cette manière de présenter McCain aurait aussi été avancée au détriment d'un examen plus poussé de ses différentes positions passées.¹⁸⁵

¹⁸⁴ David Brock et Paul Waldman. *Op.Cit.*, p.10

¹⁸⁵ *Ibid*, p.43

McCain n'a donc pas eu à payer le prix politique pour son opposition à l'administration. En effet, ses démarches n'ont pas eu d'impact négatif sur son prestige au Congrès et dans l'opinion publique. Ses actions lui ont aussi valu une intense couverture médiatique. De plus, dans le cadre des primaires républicaines, il a adopté des positions différentes, car il devait plaire aux électeurs républicains. Il s'est donc impliqué en partie pour favoriser ses ambitions et augmenter sa visibilité

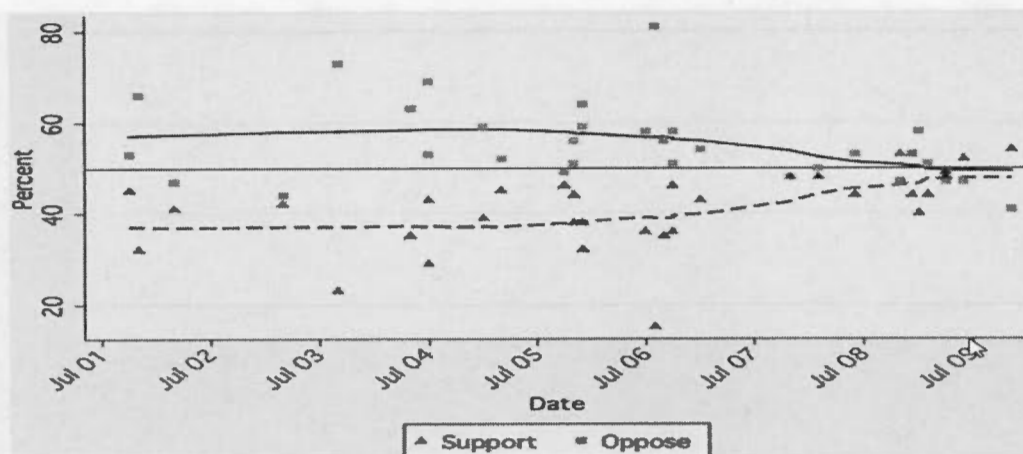
2.3.5 L'opinion publique et le traitement des prisonniers

Bien que la population américaine ait été particulièrement préoccupée par la situation en Irak et par la lutte contre le terrorisme pendant le mandat de Bush, la question du traitement des prisonniers n'était pas un enjeu politique central. À l'automne 2005, alors que McCain luttait pour l'adoption du *Detainee Treatment Act*, la proportion des Américains jugeant que le terrorisme était un enjeu important était de 83 %, alors que 81 % de ceux-ci croyaient que l'Irak était un enjeu aussi important.¹⁸⁶ Aucun sondage d'opinion n'a évalué l'importance de la question du traitement des prisonniers, mais on peut déduire que cet enjeu revêt une importance moindre que les enjeux centraux du mandat de Bush que nous venons de mentionner. En fait, le débat s'orientait principalement sur la pertinence de l'intervention en Irak, la présence des armes de destructions massives, la stratégie à adopter dans ce conflit et sur les meilleurs moyens de prévenir des attaques terroristes.

Même si cet enjeu était secondaire, une majorité de la population était d'accord avec la position défendue par McCain. Pendant les mandats de Bush, une majorité d'Américains s'opposait à l'utilisation de la torture. McCain se retrouvait donc du bon côté de la bataille de l'opinion publique.

¹⁸⁶ Gallup, *Election 2006*, En ligne : http://www.gallup.com/poll/4534/Election-2006.aspx?g_source=&g_medium=&g_campaign=tiles, page consultée le 3 février 2016

Figure 2.3 Opposition du public à la torture (2001-2009)



Source : Paul Gronke *et al.* « U.S. Public Opinion on Torture, 2001-2009 ». *Political Science & Politics*, Vol.43, 2010, p.438

Une étude démontre également que les Américains sont plus farouchement opposés à certaines techniques d'interrogations spécifiques. Par exemple, la technique du « *waterboarding* », était rejetée par 81% des Américains en 2004. Même dans les scénarios les plus extrêmes, le public rejetait l'utilisation de la plupart des techniques d'interrogatoires musclées.¹⁸⁷ La position de McCain dans ce dossier était donc en accord avec celle de la majorité de l'électorat américain et le fait que cet enjeu soit plutôt secondaire lui a laissé une marge de manœuvre importante. Il n'a donc pas eu à craindre de s'attirer les foudres des électeurs en adoptant cette position.

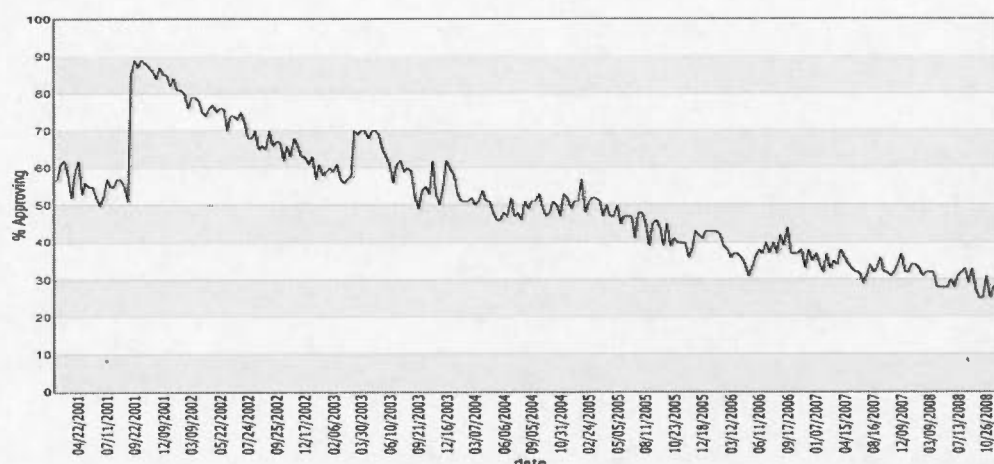
2.3.6 La popularité du président

La présidence de George W. Bush a été profondément marquée par le 11 septembre 2001 et par la guerre en Irak. Grâce à sa réaction aux attentats contre le World Trade Center, ce dernier a connu une hausse soudaine de son taux d'approbation, qui est passé de 51 % à 89 % en une dizaine de jours. Cependant, au

¹⁸⁷ Paul Gronke *et al.* « U.S. Public Opinion on Torture, 2001-2009 ». *Political Science & Politics*, Vol.43, 2010, p.439 à 441

fur et à mesure que les États-Unis se sont embourbés en Irak, sa popularité a graduellement chuté, atteignant 25% en novembre 2008.

Figure 2.4 Taux d'approbation du président George W. Bush (2001-2008)



Source: The American Presidency Project, *Job Approval : George W. Bush*, En ligne : <http://www.presidency.ucsb.edu/data/popularity.php?pres=43&sort=pop&direct=DESC&Submit=DISPLAY>, page consultée le 3 février 2016

Les interventions de McCain pour critiquer l'administration sur le sort des prisonniers ont commencé au printemps 2004, lorsque le scandale d'Abu Ghraib a éclaté. À ce moment, le taux d'approbation de Bush était déjà en baisse et se maintenait autour de 50 %. Par la suite, en 2005 et 2006, alors que McCain menait ses campagnes pour l'adoption de projets de lois qui allaient limiter la marge de manœuvre de l'armée dans ses interrogatoires, le taux de popularité de Bush a continué à reculer.¹⁸⁸ Comme nous l'avons vu, la popularité de McCain se situait entre 53 et 56 % au cours de cette période. Celui-ci a donc profité du fait que le président Bush était affaibli politiquement pour pouvoir plus facilement contester son autorité. Par la suite, le Congrès en général a commencé à critiquer la politique de

¹⁸⁸ *Idem*

sécurité nationale du président après l'élection de 2004 et la chute de ce dernier dans les sondages.¹⁸⁹ L'action du sénateur McCain s'inscrit dans cette dynamique.

2.3.7 Ses chances de réélection

Nous venons de montrer qu'en raison de la faiblesse du président, de l'appui de la population à sa position et de l'augmentation de sa présence dans les médias, McCain ne semble pas avoir eu à payer le prix pour son manque de loyauté. D'ailleurs, il semble avoir renforcé sa position au Congrès et s'est bien positionné pour les présidentielles de 2008. Les résultats électoraux de McCain démontrent bien que sa dénonciation des agissements à Abu Ghraib ne lui a pas nui politiquement.

En effet, ce dernier devait défendre son siège de sénateur en 2004. En Arizona, McCain a été réélu avec environ 1,5 millions de votes et près de 77 % des suffrages, son meilleur résultat en carrière.¹⁹⁰ Ses résultats électoraux n'ont donc pas été affectés par la baisse de popularité du président ou par ses interventions à propos du scandale d'Abu Ghraib. Il a d'ailleurs obtenu de meilleurs résultats que Bush dans cet État, qui a cumulé 400 000 votes de moins et 55% des suffrages.¹⁹¹ Réélu pour un mandat de six ans, McCain aura la liberté nécessaire pour critiquer le président.

McCain a également réussi à être désigné comme candidat républicain à la présidence en 2008, devançant facilement ses rivaux.¹⁹² Cette victoire démontre que les électeurs républicains ne lui ont pas tenu rigueur de ses écarts de loyauté partisane

¹⁸⁹ Frédérick Gagnon. « Dealing with Hegemony at Home : From Congressional Compliance to Resistance to George W. Bush's National Security Policy » dans Charles-Philippe David et David Grondin (dir.). *Hegemony or Empire? The Redefinition of U.S. Power Under George W. Bush*. Burlington, VT, Ashgate, 2006

¹⁹⁰ Federal Election Commission, *Official Election Results for United States Senate, 2004*, En ligne : <http://www.fec.gov/pubrec/fe2004/2004congresults.pdf>, page consultée le 5 février 2016

¹⁹¹ Federal Election Commission, *Official General Election Results for United States President, November 2, 2004*, En ligne : <http://www.fec.gov/pubrec/fe2004/2004pres.pdf>, page consultée le 5 février 2016

¹⁹² CNN Politics, Election Center 2008, *Republican Primary Results*, En ligne : <http://www.cnn.com/ELECTION/2008/primaries/results/scorecard/#val=R2>, page consultée le 5 février 2016

en 2005 et 2006. Bush l'endossera d'ailleurs après les primaires, ce qui a pu l'aider avec les électeurs républicains mais lui nuire chez les Démocrates et les indépendants.¹⁹³ McCain a finalement perdu l'élection générale contre Barack Obama mais cette défaite est plutôt liée à la crise financière de 2008, alors que 63 % des électeurs affirmaient que l'économie était leur principale préoccupation.¹⁹⁴ En effet, avant la crise financière de septembre 2008, McCain était en avance dans les sondages mais n'a jamais pu récupérer après la crise.¹⁹⁵

2.3.8 Les enjeux politiques nationaux

L'élection présidentielle de 2004 a permis à l'administration Bush d'être réélue par une marge plus importante qu'en 2000, et à amené les Républicains à faire des gains au Sénat et à la Chambre des représentants. En dépit d'un constat positif pour les Républicains, cette élection s'est jouée dans un contexte où Bush était de plus en plus impopulaire et où la politique étrangère des États-Unis était de plus en plus critiquée.¹⁹⁶ Les pertes subies en Irak auraient d'ailleurs atténué l'ampleur de cette victoire.¹⁹⁷ En effet, la conjoncture économique étant largement favorable, la baisse de la popularité de Bush serait étroitement liée à la guerre en Irak.¹⁹⁸

Cet enjeu était particulièrement important dans cette élection. En effet, en septembre 2003, 46 % des électeurs ont affirmé que la guerre en Irak était un enjeu

¹⁹³ *The Washington Post*, Peter Baker et Michael Abramowitz, *History and Necessity Unite Bush, McCain*, 9 février 2008, En ligne : http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2008/02/08/AR2008020800964_pf.html, page consultée le 8 février 2016

¹⁹⁴ *Politico*, David Paul Kuhn, *Exit Polls : How Obama Won*, 5 novembre 2008, En ligne : <http://www.politico.com/story/2008/11/exit-polls-how-obama-won-015297?o=1>, page consultée le 8 février 2016

¹⁹⁵ *Reuters*, Jeff Mason, *Why McCain Lost the White House*, 5 novembre 2008, En ligne : <http://www.reuters.com/article/us-usa-election-mccain-idUSTRE4A47Z020081105>, page consultée le 23 avril 2016

¹⁹⁶ Barthélémy Courmont. *L'Amérique de Bush, Les enjeux d'une réélection*. Paris, Les éditions CVMag, 2008, p.9-10

¹⁹⁷ David Karol et Edward Miguel. « *The Electoral Cost of War: Iraq Casualties and the 2004 U.S. Presidential Election* ». *The Journal of Politics*, Vol. 69, No. 3, 2007, p.646

¹⁹⁸ CATO Institute, Christopher Preble, *Iraq and the Election of 2004*, 26 novembre 2004, En ligne : <http://www.cato.org/publications/commentary/iraq-election-2004>, page consultée le 8 février 2016

d'une extrême importance. Cet enjeu prend une importance encore plus marquée chez les électeurs qui s'identifient comme Démocrates (51 %) que chez ceux qui s'identifient comme Républicains (47 %).¹⁹⁹ Les sondages indiquent bien à quel point cet enjeu divisait les électeurs en catégories partisans. Des 51 % d'Américains qui approuvaient la décision d'intervenir en Irak, 85 % ont accordé leur confiance au président sortant, alors que 87 % de ceux qui la lui refusaient ont voté pour John Kerry. Les gens qui avaient une vision négative de l'évolution de la situation ont aussi voté pour Kerry dans une proportion identique.²⁰⁰

Cet enjeu a moins affecté les résultats de McCain en Arizona. En effet, 59 % des électeurs opposés à l'intervention en Irak ont tout de même voté pour McCain et 63 % de ceux qui croyaient que la situation était précaire l'ont soutenu.²⁰¹ De plus, les électeurs de l'Arizona accordaient plus d'importance à la guerre en Irak que les électeurs américains en général. En effet, 21 % des répondants de cet État affirmaient qu'elle était l'enjeu le plus important alors que 15 % des Américains partageaient cette opinion. L'économie et le terrorisme étaient aussi des enjeux importants mais les électeurs avaient plus confiance en Bush pour faire face à ces problèmes.²⁰²

2.3.9 L'impact de sa circonscription

S'il y a un groupe en Arizona pour qui cet enjeu était important et qui a pu pousser McCain à s'y intéresser, ce sont les vétérans. En effet, on dénombrait environ

¹⁹⁹ Gallup, Joseph Carroll, *Economy, Terrorism Top Issues in 2004 Election*, 25 septembre 2003, En ligne : <http://www.gallup.com/poll/9337/economy-terrorism-top-issues-2004-election-vote.aspx>, page consultée le 8 février 2016

²⁰⁰ CNN, *2004 Election Results, National Exit Poll*, En ligne : <http://www.cnn.com/ELECTION/2004/pages/results/states/US/P/00/epolls.0.html>, page consultée le 8 février 2016

²⁰¹ CNN, *2004 Election Results, Arizona Exit Poll*, En ligne : <http://www.cnn.com/ELECTION/2004/pages/results/states/AZ/S/01/epolls.0.html>, page consultée le 8 février 2016

²⁰² CNN, *2004 Election Results, National Exit Poll*, Op. Cit.

532 000 vétérans dans cet État en 2014.²⁰³ Les vétérans de la guerre du Vietnam sont le contingent le plus important (185 000), mais les vétérans de la guerre du Golfe sont également bien représentés (160 000).²⁰⁴ Il y a donc environ 8 % de la population de l'Arizona qui a déjà servi sous les drapeaux²⁰⁵, ce qui représente plus que la moyenne nationale qui se situe à 7,3 %.²⁰⁶ Ceux-ci représentaient environ 20 % des électeurs de l'État en 2004 et 77 % d'entre eux ont soutenu McCain.²⁰⁷

Les vétérans et les soldats sont particulièrement sensibles à cet enjeu et une étude a démontré que les soldats en service en Irak sont majoritairement opposés à l'usage de la torture.²⁰⁸ De nombreux soldats ont d'ailleurs dénoncé ces pratiques à leurs supérieurs ou dans les médias et se sont plaints des effets psychologiques d'infliger des mauvais traitements.²⁰⁹ Plusieurs hauts gradés à la retraite ont d'ailleurs publiquement dénoncé la torture et soutenu McCain. Parmi ceux-ci, on retrouve cinq anciens chefs d'état-major interarmées,²¹⁰ ainsi que des anciens prisonniers de guerre au Vietnam.²¹¹ Près de 4000 vétérans ont aussi signé une lettre ouverte pour

²⁰³ Department of Veterans Affairs, *State Summary, Arizona*, En ligne : http://www.va.gov/vetdata/docs/SpecialReports/State_Summaries_Arizona.pdf, page consultée le 9 février 2016

²⁰⁴ Department of Veterans Affairs, *Veteran Population*, En ligne : http://www.va.gov/vetdata/Veteran_Population.asp, page consultée le 9 février 2016

²⁰⁵ United States Census Bureau, *Quick Facts, Arizona*, En ligne : <http://quickfacts.census.gov/qfd/states/04000.html>, page consultée le 9 février 2016

²⁰⁶ *FiveThirtyEight*, Mona Chalabi, *What Percentage of Americans Have Served in The Military*, 19 mars 2015, En ligne : <http://fivethirtyeight.com/datalab/what-percentage-of-americans-have-served-in-the-military/>, page consultée le 14 juillet 2016

²⁰⁷ CNN, *2004 Election Results, Arizona Exit Poll*, *Op. Cit.*

²⁰⁸ Paul Gronke *et al.* *Op. Cit.*, p.439

²⁰⁹ *Spiegel Online International*, Mark Follman, *Using Torture to Combat Terror : America Can't Take it Anymore*, 5 décembre 2005, En ligne : <http://www.spiegel.de/international/using-torture-to-combat-terror-america-can-t-take-it-anymore-a-388571-2.html>, page consultée le 9 février 2016

²¹⁰ Congressional Record-Senate, 28 septembre 2006, p. S10412, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/2006/09/28/modified/CREC-2006-09-28-pt1-PgS10354-2.htm>, page consultée le 9 février 2016

²¹¹ Congressional Record-Senate, 25 juillet 2005, p. S8791, En ligne : <https://www.congress.gov/congressional-record/2005/07/25/senate-section/article/S8772-2>, page consultée le 9 février 2016

demander la création d'une commission indépendante sur la torture.²¹² McCain porte d'ailleurs particulièrement attention aux opinions des vétérans et ses sites Internet le démontrent bien.²¹³ Les vétérans l'ont donc encouragé à s'impliquer dans ce dossier.

2.3.10 Le financement politique

Il est difficile de savoir si sa position dans ce dossier a eu un effet sur ses capacités à amasser des fonds pour ses campagnes. Cependant, trouver du financement n'a pas été un problème pour McCain en vue de l'élection de 2004. En effet, bien qu'il ait amassé moins d'argent que la moyenne des Républicains, son rival n'avait tout simplement pas de moyens financiers pour le combattre et n'avait en fait aucune chance de l'emporter. McCain a récolté 3,7 millions de dollars pour l'élection de 2004, alors que son adversaire démocrate, Stuart Starky, n'a réussi à amasser que 13 000 dollars.²¹⁴ Le financement de sa réélection au Sénat a donc été suffisant.

Il a également dû amasser des fonds pour la présidentielle de 2008. Même s'il a récolté moins d'argent que son adversaire, il a néanmoins réussi à recueillir 370 millions de dollars, dont près de 200 millions en contributions individuelles.²¹⁵ Il a donc accumulé sensiblement le même montant que Bush lors de la campagne de 2004.²¹⁶ Ce dernier l'a d'ailleurs beaucoup aidé dans le domaine du financement en

²¹² *DailyKos*, James Starowicz, *Vets Call for Independent Commission on Torture*, 9 novembre 2005, En ligne : <http://www.dailykos.com/story/2005/11/9/163616/>, page consultée le 23 avril 2016

²¹³ JohnMcCain.com, *Caring for Our Veterans*, En ligne : <http://www.johnmccain.com/veterancare/>, page consultée le 23 avril 2016, John McCain, U.S. Senator from Arizona, *Veterans Affairs*, En ligne : <http://www.mccain.senate.gov/public/?p=veterans-affairs>, page consultée le 23 avril 2016

²¹⁴ Open Secrets, Center for Responsive Politics, *Summary Data, 2004 Race, Arizona Senate*, En ligne : <https://www.opensecrets.org/races/summary.php?id=AZS1&cycle=2004>, page consultée le 10 février 2016

²¹⁵ Open Secrets, Center for Responsive Politics, *John McCain (R), Candidate Summary, 2008 Cycle*, En ligne : <https://www.opensecrets.org/pres08/summary.php?cycle=2008&cid=N00006424>, page consultée le 10 février 2016

²¹⁶ Open Secrets, Center for Responsive Politics, *George W. Bush (R), Candidate Summary, 2004 Cycle*, En ligne : <https://www.opensecrets.org/pres04/summary.php?cid=N00008072&cycle=2004>, page consultée le 10 février 2016

tenant des levées de fonds pour sa campagne.²¹⁷ Les positions de McCain sur le traitement des prisonniers n'ont pas été nuisibles à sa collecte de fonds, d'autant plus que son opposition à Bush dans ce dossier n'a pas dissuadé ce dernier de lui faire bénéficier de son réseau de donateurs en 2008.

2.3.11 L'impact des commissions

Le siège que McCain occupait sur la CSSA lui a permis d'être en bonne position pour pouvoir légitimement se pencher sur l'enjeu des conditions de détention. En effet, cette commission a juridiction sur les quatre branches des forces armées américaines.²¹⁸ De 2005 à 2007, alors que les débats sur le traitement des prisonniers sont à leur paroxysme, il occupait la présidence de la sous-commission *Airland* de la CSSA, responsable des politiques de l'armée de terre déployée en Irak.²¹⁹

Il entretenait également d'excellentes relations avec le président de cette commission, le sénateur Warner. Ce dernier a même été jusqu'à formuler le souhait que ce dernier lui succède à la tête de la CSSA lorsqu'il prendra sa retraite.²²⁰ McCain entretient également des relations cordiales avec les autres membres de cette commission. Il est spécialement proche de Lindsay Graham, avec lequel il a une relation « presque fraternelle ».²²¹ Dans ses démarches, McCain a également pu

²¹⁷ *Huffington Post*, Ben Feller, *Bush Fundraises for McCain Behind Closed Doors*, Le 6 avril 2008, En ligne : http://www.huffingtonpost.com/2008/05/27/bush-fundraises-for-mccain_103651.html, page consultée le 10 février 2016

²¹⁸ United States Committee on Armed Services, *Committee Jurisdiction*, En ligne : <http://www.armed-services.senate.gov/about/history>, page consultée le 10 février 2016

²¹⁹ Open Secrets, Center for Responsive Politics, *Senate Armed Services Committee, Subcommittees, 109th Congress (2006 Cycle)*, En ligne : <https://www.opensecrets.org/pres04/summary.php?cid=N00008072&cycle=2004>, page consultée le 10 février 2016

²²⁰ Congressional Record-Senate, 28 septembre 2006, p. S10409, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/2006/09/28/modified/CREC-2006-09-28-pt1-PgS10354-2.htm>, page consultée le 15 février 2016

²²¹ *Breitbart*, Charlie Spiering, *With Lindsey Graham Out, Where Will John McCain Turn in 2016*, 21 décembre 2015, En ligne : <http://www.breitbart.com/big-government/2015/12/21/lindsey-graham-will-john-mccain-turn-2016/>, page consultée le 15 février 2016

bénéficier du soutien de Carl Levin (D-MI), le premier démocrate en importance (*ranking member*) de cette commission.²²² Ce dernier présidera d'ailleurs la CSSA après que les Démocrates aient pris le contrôle du Sénat à l'élection de 2006. McCain y deviendra le premier républicain en importance.²²³ Ainsi, il a utilisé son siège sur la CSSA pour promouvoir ses initiatives et obtenir le soutien de ses collègues.

2.3.12 L'impact du leadership

McCain, en dépit de sa longue expérience au Sénat, n'occupe pas de position officielle au sein du leadership et ne semble pas en avoir l'ambition. Au début de sa carrière, il a tenté d'obtenir un poste de leadership, mais il a vite abandonné. Cependant, plusieurs observateurs, dont l'ancien leader démocrate Tom Daschle (D-SD), croient que McCain reste un des sénateurs les plus influents car il peut façonner des compromis et obtenir l'adoption des projets de lois dans lesquels il s'implique.²²⁴

Il a parfois eu des relations conflictuelles avec ses collègues républicains au Sénat. On le décrit comme quelqu'un d'agressif, de brusque et d'abrasif.²²⁵ En fait, personne n'aurait de sympathie pour McCain au Sénat « en dehors de Lindsay Graham et de Joe Lieberman ». ²²⁶ Pendant les deux mandats de Bush, les Républicains ont eu trois leaders : Trent Lott (R-MS), Bill Frist (R-TN) et Mitch McConnell (R-KY). McCain est entré en conflit avec chacun d'eux à un moment ou à un autre.

²²² Congressional Record-Senate, 4 novembre 2005, p. S12381, En ligne : <https://www.congress.gov/congressional-record/2005/11/04/senate-section/article/S12407-2>, page consultée le 15 février 2016

²²³ SourceWatch, Center for Media and Democracy, *Senate Committee on Armed Services*, En ligne : http://www.sourcewatch.org/index.php/Senate_Committee_on_Armed_Services, page consultée le 15 février 2016

²²⁴ *Idem*

²²⁵ *Idem*

²²⁶ Cliff Schecter. *Le Vrai McCain*. Traduit de l'américain par Gilles Bretton, Paris, Collection Mad Max Millo, 2008, p.202

Trent Lott était le leader républicain au début du mandat de Bush jusqu'à ce qu'il doive démissionner.²²⁷ McCain était à toute fin pratique l'ennemi juré de Lott depuis que ce dernier avait questionné la stabilité mentale de McCain et qu'il se soit opposé à celui-ci sur la réforme du financement politique.²²⁸ Cependant, leurs relations se sont améliorées lorsque Lott n'était plus le leader républicain.²²⁹

McCain a aussi eu des relations difficiles avec le successeur de Lott, Bill Frist. Bien qu'il ne semble pas y avoir eu d'animosité personnelle entre les deux hommes,²³⁰ ils ont souvent été opposés lors du mandat de Frist. En plus de l'enjeu des prisonniers, les deux se sont aussi affrontés sur la question des gaz à effet de serre, McCain étant proche des Démocrates sur cette question.²³¹ De plus, McCain s'est opposé à Frist lorsque ce dernier a voulu utiliser « l'option nucléaire », une mesure procédurale controversée qui permet de clore les débats pour forcer la confirmation des juges nommés avec une simple majorité des voies.²³² Il a alors obtenu un compromis pour faire confirmer certains juges tout en empêchant Frist de réécrire les règles. Il aurait agi de la sorte puisque Frist était un candidat potentiel en 2008, et était donc le rival politique de McCain pour l'investiture républicaine.

²²⁷ Trent Lott a été contraint de démissionner en raison d'une controverse entourant une déclaration qu'il a faite qui vantait les qualités de l'ancien candidat ségrégationniste à la présidence en 1948, Strom Thurmond.

Voir : *The Guardian*, Sarah Left, *Lott resigns as U.S. Senate majority leader*, 20 décembre 2002, En ligne : <http://www.theguardian.com/world/2002/dec/20/usa.sarahleft>, page consultée le 19 février 2016

²²⁸ *The New York Times*, David Kirkpatrick, *From a Heckler to a Deal Maker : After 2000 Run, McCain Learned to Work Levers of Power*, Op. Cit.

²²⁹ *Idem*

²³⁰ Votesmart.org, *McCain Statement on Majority Leader Bill Frist*, 29 novembre 2006, En ligne : <https://votesmart.org/public-statement/227080/mccain-statement-on-majority-leader-bill-frist#.VsTXivnhCCg>, page consultée le 19 février 2016

²³¹ *National Review*, Nick Schulz, *Bill Frist's First Big Test*, 8 janvier 2003, En ligne : <http://www.nationalreview.com/article/205446/bill-frists-first-big-test-wallace>, page consultée le 19 février 2016

²³² *The Washington Times*, *McCain irks Republicans over anti-filibuster option*, 15 avril 2015, En ligne : <http://www.washingtontimes.com/news/2005/apr/15/20050415-105858-6978r/?page=all>, page consultée le 19 février 2016

McCain avait donc intérêt à voir Frist échouer.²³³ Frist a finalement décidé de ne pas se présenter et a pris sa retraite du Sénat en 2006.²³⁴

Mitch McConnell, le *whip*, lui succédera alors comme leader. La relation entre McCain et celui-ci était pour le moins tendue. En effet, McConnell était du côté du leadership lorsque McCain s'y est opposé. On a d'ailleurs qualifié la relation entre les deux hommes de « toxique ». McCain a également soutenu Trent Lott pour le poste de *whip* en 2006, au détriment du protégé et ami de McConnell, Lamar Alexander (R-TN).²³⁵

Il a donc eu des rapports conflictuels avec les leaders de son parti au Congrès. Cette relation problématique envers l'autorité semble en fait être une constante dans sa vie et sa carrière politique. Ces rapports personnels tendus l'ont donc probablement amené à être plus incisif dans le dossier du traitement des prisonniers.

2.3.13 Sa relation personnelle avec le président

La relation de McCain avec Bush a connu des rebondissements pendant sa présidence. Cette relation a beaucoup souffert lors des primaires en 2000. En Caroline du Sud, plusieurs allégations calomnieuses ont été faites à propos de McCain avec l'appui tacite de la campagne de Bush. Bush a ainsi remporté cet État, mettant fin à la campagne de son adversaire. Cindy McCain en a d'ailleurs gardé un souvenir

²³³ *The New York Times*, David Kirkpatrick, *From a Heckler to a Deal Maker : After 2000 Run, McCain Learned to Work Levers of Power*, Op. Cit.

²³⁴ *The Wall Street Journal*, *Frist Decides Against '08 Presidential Bid*, 29 novembre 2006, En ligne : <http://blogs.wsj.com/washwire/2006/11/29/frist-decides-against-%E2%80%9908-presidential-bid/>, page consultée le 19 février 2016

²³⁵ *The Hill*, Alexander Bolton, *McCain, McConnell heading for spell of rocky relationship*, 25 juillet 2013, En ligne : <http://thehill.com/homenews/senate/313381-mccain-mcconnell-head-for-spell-of-rocky-relations>, page consultée le 19 février 2016

amer.²³⁶ Les McCain auraient ainsi avoué à Arianna Huffington ne pas avoir voté pour Bush lors de l'élection générale.²³⁷

Les deux hommes se sont réconciliés lors des élections de 2004, lorsque McCain a voyagé à travers le pays pour soutenir Bush.²³⁸ Ce rapprochement a d'ailleurs culminé lorsque les deux hommes se sont enlacés lors d'un événement politique.²³⁹ Karl Rove, explique bien la dynamique derrière ce rapprochement : « *McCain wanted to get back in the GOP's good graces. The president, in turn, wanted to reach out to independents. Rapprochement made sense for both* ». ²⁴⁰ Malgré ce rapprochement, McCain a continué de s'opposer à Bush sur l'enjeu du traitement des prisonniers.

En dépit de leurs différences, Bush a décidé de l'appuyer lors de l'élection de 2008. Ce soutien lui a été très utile pour rallier les conservateurs sceptiques face à sa candidature. De plus, le président a utilisé ses réseaux pour amasser des fonds pour la campagne de McCain.²⁴¹ Ce dernier a cependant tenté de se distancer du président qui

²³⁶ *The New York Times*, Peter Baker, *The Final Days*, 31 août 2008, En ligne: <http://www.nytimes.com/2008/08/31/magazine/31bush-t.html?pagewanted=5s%20story&sq=mccain&st=nyt&scp=44&r=1>, page consultée le 19 février 2016

²³⁷ *The Huffington Post*, Arianna Huffington, *What John McCain Told Me, and What it Says About How Far He's Fallen*, 11 juin 2008, En ligne : http://www.huffingtonpost.com/arianna-huffington/what-john-mccain-told-me_b_100183.html, page consultée le 19 février 2016

²³⁸ *The Washington Post*, Peter Baker et Michael Abramowitz, *History and Necessity Unite Bush, McCain*, 9 février 2008, En ligne : http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2008/02/08/AR2008020800964_pf.html, page consultée le 19 février 2016

²³⁹ *NBCNews.com*, Norah O'Donnell, *McCain gives Bush a strong endorsement*, 18 juin 2004, En ligne : <http://www.nbcnews.com/id/5240396/ns/politics/t/mccain-gives-bush-strong-endorsement/#.VseTnvnhCCg>, page consultée le 19 février 2016

²⁴⁰ Karl Rove. *Courage and consequence : my life as a conservative in the fight*. New York, Threshold Editions, 2010, p.382

²⁴¹ *The New York Times*, Michael Cooper et Elisabeth Bumiller, *McCain Wins Bush Endorsement*, 5 mars 2008, En ligne : <http://www.nytimes.com/2008/03/05/us/politics/05cnd-repubs.html>, page consultée le 23 février 2016

était hautement impopulaire afin d'éviter que sa candidature soit perçue comme le troisième mandat de Bush.²⁴²

Leur réconciliation visait cependant des buts politiques et la relation personnelle entre les deux hommes n'a jamais été amicale. En effet, Peter Baker les décrits comme des « *frenemies* » et dépeint leur relation ainsi : « *fraught with bitter resentment, grudging respect and mutual dependance* ». ²⁴³ Pour Mark Salter, un conseiller de McCain, les deux hommes n'ont jamais vraiment eu de relations et ont toujours gardé leurs distances.²⁴⁴ Elizabeth Drew a bien résumé l'état de leurs rapports en affirmant qu'ils ont toujours eu la relation de deux scorpions.²⁴⁵

Cette animosité peut donc expliquer que McCain n'ait pas hésité à s'opposer au président lorsqu'ils étaient en désaccord. Bien qu'ils se soient rapprochés pour des raisons politiques, ils avaient des différends. Que ce soit sur la réforme du financement électoral, sur les baisses d'impôts ou sur le traitement des prisonniers, McCain a démontré que sa loyauté envers Bush était limitée.

2.3.14 Contexte international

Pendant la présidence de Bush, les États-Unis se sont engagés dans deux conflits importants. L'intervention en Afghanistan, amorcée au lendemain du 11 septembre 2001, visait à éradiquer les camps d'entraînements d'Al Qaeda et à punir leurs alliés Talibans. Celle en Irak, déclenchée en 2003, visait entre autres choses à renverser Saddam Hussein. Une fois cet objectif accompli, les forces américaines ont dû faire face à une insurrection meurtrière et l'absence de plan de transition est

²⁴² Time, Ramesh Ponnuru, *Bush and McCain's Awkward Embrace*, 19 mai 2008, En ligne : <http://content.time.com/time/politics/article/0,8599,1807899,00.html>, page consultée le 23 février 2016

²⁴³ The New York Times, Peter Baker, *The Final Days*, Op. Cit.

²⁴⁴ Idem

²⁴⁵ Elizabeth Drew. Op. Cit., p.xi

devenue apparente.²⁴⁶ Devant cet enlissement, la guerre en Irak est devenue de moins en moins populaire et au fur et à mesure que la situation s'est dégradée, les citoyens et les élus sont devenus plus critiques de celle-ci.

Cet enjeu de la guerre en Irak a été absolument central durant la présidence de Bush. En effet, celle-ci fait partie de l'héritage de Bush et l'échec dans ce pays est devenu un enjeu crucial lors des élections de mi-mandat de 2006, qui a permis aux Démocrates de reprendre le Sénat et la Chambre des représentants.²⁴⁷ L'enjeu de la guerre en Irak était aussi central dans l'élection d'Obama, ce dernier ayant d'ailleurs promis de fermer la prison de Guantanamo.²⁴⁸ Le mauvais traitement des prisonniers a fini par devenir un symbole des abus de l'administration Bush.

L'enjeu du traitement des prisonniers a aussi eu un impact sur la perception des États-Unis dans le monde. Bush affirme dans ses mémoires que Guantanamo est devenu : « un outil de propagande pour nos ennemis et une source de distraction pour nos alliés ».²⁴⁹ Les images d'abus à Abu Ghraib et à Guantanamo ont terni la réputation des États-Unis à travers le monde.²⁵⁰

D'abord, certains pays du monde arabe ont été renforcés dans leurs perceptions négatives des États-Unis. Par exemple, entre 2002 et 2006, la proportion de Jordaniens qui avaient une opinion favorable des États-Unis est passée de 53 % à 38 %. En Turquie, l'approbation est passée de 31 % à 17 %.²⁵¹ Ces agissements ont aussi engendré une perte de prestige des États-Unis ailleurs dans le monde. En 2007,

²⁴⁶ Myriam Benraad. *Irak : La revanche de l'Histoire, De l'occupation étrangère à l'État islamique*. Paris, Éditions Vendémiaire, 2015, p.79 à 116

²⁴⁷ François Vergniolle De Chantal. « Le Congrès, des midterms à 2008 », *Politique américaine*, No.8, 2007/2, p.15

²⁴⁸ Gary Jacobson « George W. Bush, the Iraq War, and the Election of Barack Obama ». *Presidential Studies Quarterly*, Vol. 40, No. 2, 2010, p.223

²⁴⁹ George W. Bush. *Decision Points*. New York, Virgin Books, 2010, p.166

²⁵⁰ Pew Research Center, *America's Image in the World : Findings from the PEW Global Attitudes Project*, 14 mars 2007, En ligne : <http://www.pewglobal.org/2007/03/14/americas-image-in-the-world-findings-from-the-pew-global-attitudes-project/>, page consultée le 26 février 2016

²⁵¹ *Idem*

67% des répondants à travers 25 pays étaient en désaccord avec le traitement des prisonniers à Guantanamo.²⁵² Beaucoup de pays perçoivent les États-Unis de manière plus négative en raison de Guantanamo et de l'intervention en Irak.²⁵³

De plus, les États-Unis ont perdu de la crédibilité dans le domaine des droits de l'homme. L'organisme Human Rights Watch a dénoncé à de nombreuses reprises les agissements américains dans ce dossier et demandé en vain la fermeture de Guantanamo.²⁵⁴ La dénonciation d'abus dans d'autres pays par les États-Unis est ainsi devenue moins crédible. Amnistie Internationale souligne que les excuses des États-Unis pour enfreindre leurs obligations internationales ne sont pas acceptées lorsque d'autres pays les utilisent.²⁵⁵ On a donc attaqué les États-Unis pour leur politique à géométrie variable dans ce dossier, à l'égard de la Chine notamment.²⁵⁶

Le dossier du traitement des prisonniers a également engendré une perte de popularité des États-Unis dans des pays qui leurs sont favorables. Au Canada, le pourcentage de gens qui voient les États-Unis de manière positive est passé de 72 % à 55 % entre 2002 et 2007.²⁵⁷ Au Royaume-Uni, en 2007, 76 % des citoyens étaient en désaccord avec la manière dont les États-Unis traitent les prisonniers.²⁵⁸ L'approbation des États-Unis en France, en Espagne et en Allemagne a aussi

²⁵² BBC, *Poll : World view of United States goes from bad to worse*, 23 janvier 2007, En ligne : http://www.bbc.co.uk/pressoffice/pressreleases/stories/2007/01_january/23/us.shtml, page consultée le 26 février 2016

²⁵³ Pew Research Center, *America's Image in the World : Findings from the PEW Global Attitudes Project*, Op. Cit.

²⁵⁴ Human Rights Watch, *Guantanamo*, En ligne : <https://www.hrw.org/topic/terrorism-counterterrorism/guantanamo>, page consultée le 26 février 2016

²⁵⁵ Amnesty International, *Une décennie d'atteinte aux Droits Humains*, En ligne : <https://www.amnesty.ch/fr/themes/torture/guantanamo/RapportGuantanamofrancais.pdf>, page consultée le 26 février 2016

²⁵⁶ *The Telegraph*, Tom Philips, *China Accuses US of human rights double standards*, Le 9 décembre 2014, En ligne : <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/asia/china/11282190/China-accuses-US-of-human-rights-double-standards.html>, page consultée le 26 février 2016

²⁵⁷ Pew Research Center – Global Attitudes & Trends, *Opinion of the United States*, En ligne : <http://www.pewglobal.org/database/indicator/1/survey/all/>, page consultée le 26 février 2016

²⁵⁸ BBC, *Poll : World view of United States goes from bad to worse*, Op. Cit.

légèrement faibli pendant le mandat de Bush.²⁵⁹ Pour McCain, cet enjeu est lié à la perception des États-Unis dans le monde et il croit que de respecter la Convention de Genève est nécessaire pour restaurer leur prestige.²⁶⁰

Le problème du traitement des prisonniers était donc un enjeu très important de politique étrangère américaine pendant la présidence Bush. Étroitement liée à la guerre en Irak et à la lutte au terrorisme, cette question est devenue un symbole des dérives américaines depuis le 11 septembre 2001. Tant aux États-Unis qu'à l'étranger, Abu Ghraib et Guantanamo ont profondément ternis la réputation des États-Unis. McCain l'affirme lui-même : « *This issue is extremely harmful to the United States of America and our image throughout the world. [...] I hope we can make this issue go away so we can begin repairing the image of the United States of America throughout the world* ». ²⁶¹ La symbolique de cet enjeu et la volonté de restaurer la réputation américaine expliquent pourquoi McCain a consacré autant d'énergie pour s'opposer au président Bush.

2.4 Conclusion

Cette étude de cas nous permet de tirer des conclusions sur les éléments qui ont été déterminants pour inciter McCain à s'opposer au président Bush. D'abord, l'intérêt de McCain pour cet enjeu et ses actions dans ce dossier sont étroitement liés à sa personnalité. En effet, plusieurs facteurs personnels ont amené celui-ci à s'impliquer dans ce dossier. Son expérience au Vietnam, ses valeurs militaires et son intérêt pour les affaires internationales l'ont amené à s'impliquer. Ensuite, certains éléments de contexte ont favorisé son implication. Par exemple, son siège sur la CSSA lui a permis d'avoir une tribune et une légitimité essentielle. De plus, le

²⁵⁹ Pew Research Center, *America's Image in the World : Findings from the PEW Global Attitudes Project*, Op. Cit.

²⁶⁰ Congressional Record-Senate, 28 septembre 2006, p. S10414, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/2006/09/28/modified/CREC-2006-09-28-pt1-PgS10354-2.htm> , page consultée le 26 février 2016

²⁶¹ Congressional Record-Senate, 4 novembre 2005, p. S12381, Op. Cit.

contexte a fait en sorte que les risques politiques encourus étaient limités. En effet, McCain détenait un siège sûr (*safe seat*), ce qui fait que sa réélection était facile. Il a aussi bénéficié du financement nécessaire pour ses campagnes. Les positions qu'il a adoptées dans ce dossier étaient largement populaires et il s'est opposé au président alors que celui-ci était politiquement affaibli. Cet enjeu du traitement des prisonniers avait aussi une grande importance symbolique aux États-Unis et dans la communauté internationale, ce qui explique que McCain s'y soit intéressé de manière aussi poussée. Ensuite, ses prises de positions ont fait avancer sa carrière ou du moins n'ont pas eu d'effet négatif sur celle-ci. Finalement, ce chapitre démontre que les relations entre les individus peuvent aussi avoir influencé son comportement. Ainsi, ses relations tendues avec le président et les différents leaders républicains l'ont peut être amené à s'opposer à ceux-ci de manière plus déterminée sans avoir peur de trahir un lien de confiance.

CHAPITRE 3

ROBERT MENENDEZ ET LES SANCTIONS CONTRE L'IRAN

Le sénateur démocrate du New Jersey, Robert Menendez, est aussi l'exemple d'un élu qui s'oppose à un président de son parti en politique étrangère. Nous allons nous intéresser à son rôle dans les débats sur les sanctions imposées contre l'Iran pendant la présidence de Barack Obama. Nous allons d'abord présenter une courte biographie de Menendez. Par la suite, nous décrirons comment ce sénateur s'y est pris pour défendre sa position et s'assurer que l'Iran n'ait pas la possibilité de développer une arme nucléaire. Nous concentrerons notre récit sur certaines initiatives importantes qui illustrent bien son implication dans ce dossier. Finalement, nous allons tenter de saisir quels ont été les facteurs qui l'ont amené à s'opposer au président. Nous allons nous intéresser tant aux éléments de sa personnalité qui ont eu un impact sur ses décisions qu'au contexte national et international. Nous répondrons donc à la même série de questions que dans le chapitre précédent. Nous pourrions ainsi tirer des conclusions sur les facteurs qui l'ont amené à agir ainsi.

3.1 Biographie

Menendez est né à New York le 1^{er} janvier 1954 de parents cubains qui fuyaient l'instabilité politique dans ce pays.²⁶² Il a grandi à Union City au New

²⁶² Les informations biographiques sur Menendez proviennent de : Bob Menendez. *Growing American Roots, Why Our Nation Will Thrive As Our Largest Minority Flourishes*. New York, Celebra, 2009, p.33 à 55, Biographical Directory of the United States Congress, *Menendez, Robert*, En ligne : <http://bioguide.congress.gov/scripts/biodisplay.pl?index=m000639>, page consultée le 6 mars 2016, *The New York Times*, Jeffrey Gettleman, *Robert Menendez : A Politician, Even at 20*, 10 décembre 2005, En ligne : <http://www.nytimes.com/2005/12/10/nyregion/robert-menendez-a-politician-even-at-20.html>, page consultée le 6 mars 2016 et *The Atlantic*, Sarah Mimms, *Menendez Gives Up Foreign Relations Post*, 1^{er} avril 2015, En ligne : <http://www.theatlantic.com/politics/archive/2015/04/menendez-gives-up-foreign-relations-post/449448/>, page consultée le 6 mars 2016

Jersey, une communauté où de nombreux immigrants cubains se sont installés, dans des conditions somme toute modestes. Après ses études secondaires, il sera le premier de sa famille à poursuivre des études universitaires. Il complètera un baccalauréat en science politique à l'Université Saint Peter's en 1972 et un doctorat en droit de l'Université Rutgers au New Jersey en 1976. Cette même année, il épouse Jane Jacobsen, une enseignante. Ils auront deux enfants, Alicia et Robert Jr.

Après ses études, Menendez travaille pour le Conseil d'éducation de Union City et en devient le directeur financier. Après avoir échoué une première fois en 1982, Menendez est élu maire de Union City en 1986, le premier hispanique à occuper ce poste, qu'il conservera jusqu'en 1992. Ce dernier devint aussi le premier hispanique à siéger à l'Assemblée d'État (1987), au Sénat du New Jersey (1991), et le premier hispanique du New Jersey à siéger au Congrès. En effet, il fut élu représentant démocrate du 13^e district du New Jersey, un district à majorité latino, en 1992. Il devient alors membre de la commission de la Chambre sur les affaires extérieures (CCAEE). Il s'intéressera particulièrement aux relations entre les États-Unis et Cuba et sera un des principaux opposants au régime cubain au Congrès. Il deviendra de plus en plus influent jusqu'à ce qu'il devienne président du caucus démocrate de la Chambre, en janvier 2003. En janvier 2006, John Corzine, le nouveau gouverneur du New Jersey, a nommé Menendez pour le remplacer à son poste de sénateur.

Il a remporté un mandat complet lors de l'élection de 2006, après avoir défait Thomas Kean Jr. Dès son entrée au Sénat, il obtient un siège sur la CSRE. En 2008, il succède à Charles Schumer (D-NY) comme président du comité de campagne des Démocrates au Sénat, poste qu'il occupera jusqu'en 2011. Réélu facilement pour un second mandat en 2012, il s'impliquera dans tous les débats majeurs de politique étrangère. Dès le début de la session parlementaire suivante, il succède à John Kerry (D-MA) comme président de la CSRE, lorsque ce dernier devient secrétaire d'État. Après la perte du Sénat par les Démocrates lors des élections de mi-mandat de 2014,

Menendez passe dans l'opposition et cède son siège de président à Bob Corker (R-TN). En mars 2015, il est accusé au criminel car il aurait utilisé ses fonctions pour défendre les intérêts d'un de ses contributeurs politiques en échange de cadeaux. Il prend donc la décision de renoncer temporairement à ses fonctions de premier démocrate en importance de la CSRE, dans l'attente de la conclusion de ses démêlés avec la justice. Il conserve cependant un siège sur cette commission et continue à jouer un rôle important dans les débats de politique étrangère.

3.2 Présentation de l'action de Menendez dans le dossier des sanctions contre l'Iran

Nous allons maintenant présenter les principales actions de Menendez en vue d'imposer des sanctions contre l'Iran et s'assurer que ce pays n'obtienne pas d'armes nucléaires. Nous allons d'abord nous intéresser à son rôle pour élaborer des sanctions visant les secteurs pétroliers et bancaires en Iran. Ensuite, nous allons aborder ses démarches pour s'assurer que le Congrès puisse approuver ou rejeter l'accord sur le nucléaire iranien. Finalement, nous allons examiner sa position et ses actions après la conclusion de l'accord en juillet 2015.

3.2.1 Augmenter la pression sur l'Iran

Menendez s'intéressera au programme nucléaire iranien pendant la présidence d'Obama et fera tout en son pouvoir pour accroître la pression sur ce pays. Dès 2009, il exprime sa volonté de poursuivre une solution à deux voies et de favoriser l'engagement avec les Iraniens tout en leur démontrant qu'il y aura des conséquences s'ils persistent à vouloir développer des armes nucléaires.²⁶³ Il travaillera donc pour renforcer le régime de sanctions afin de forcer Téhéran à renoncer aux armes nucléaires.

²⁶³ Congressional Record-Senate, 5 mars 2009, p.S2809, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/2009/03/05/CREC-2009-03-05-pt1-PgS2789-3.pdf>, page consultée le 8 mars 2016

Il s'implique d'abord dans les débats entourant l'adoption du *Iran Refined Petroleum Sanctions Act of 2009*.²⁶⁴ Une version de ce projet de loi fut adoptée à forte majorité et approuvée par le président le 1^{er} juillet 2010.²⁶⁵ Cette loi prévoyait que toute compagnie impliquée dans le secteur pétrolier en Iran s'exposait à des sanctions.²⁶⁶ Menendez s'assurera alors d'inclure des sanctions contre le Corps des Gardiens de la Révolution iranienne et d'agir comme représentant du Sénat lors de l'harmonisation des versions de la Chambre et du Sénat. Ce projet de loi incluait aussi des mesures pour geler les avoirs de dirigeants iraniens et limiter le commerce avec l'Iran aux denrées essentielles. Pour lui, cette initiative permettait de signaler à l'administration que les sanctions contre l'Iran avaient un appui presque unanime au Congrès.²⁶⁷

Menendez a aussi travaillé afin d'introduire et de renforcer les sanctions contre les institutions financières iraniennes. Il a notamment réussi à faire adopter un amendement, avec l'aide du sénateur républicain de l'Illinois, Mark Kirk, qui impose des sanctions contre la banque centrale d'Iran ainsi que contre toute institution financière qui ferait affaire avec elle.²⁶⁸ Cet amendement, adopté à l'unanimité, a été ajouté au *National Defense Authorization Act For Fiscal Year 2012*.²⁶⁹

²⁶⁴ Congressional Record-Senate, 11 mars 2010, p. S1421, En ligne : <https://www.gpo.gov/fdsys/pkg/CREC-2010-03-11/pdf/CREC-2010-03-11-pt1-PgS1421-2.pdf#page=1>, page consultée le 8 mars 2016

²⁶⁵ GovTrack.us, H.R. 2194 (111th), En ligne : <https://www.govtrack.us/congress/bills/111/hr2194>, page consultée le 8 mars 2016

²⁶⁶ Foundation for Defense of Democracies, *U.S. Sanctions Legislation*, En ligne : <http://www.defenddemocracy.org/us-sanctions-legislation>, page consultée le 8 mars 2016

²⁶⁷ Congressional Record-Senate, 24 juin 2010, p. S5403, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/2010/06/24/CREC-2010-06-24-pt1-PgS5394.pdf>, page consultée le 8 mars 2016

²⁶⁸ Congressional Record-Senate, 30 novembre 2011, p. S8027, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/2011/11/30/CREC-2011-11-30-pt1-PgS8012-2.pdf>, page consultée le 8 mars 2016

²⁶⁹ Congress.gov, *S. Amdt. 1414 to S.1867 (112th Congress)*, En ligne : <https://www.congress.gov/amendment/112th-congress/senate-amendment/1414/actions>, page consultée le 8 mars 2016

Par la suite, il corrigera les failles dans ces sanctions financières en travaillant au sein de la commission du Sénat sur les banques. Il décrit son objectif ainsi : « *pursue tightening the noose and closing every loophole* ». ²⁷⁰ Il a donc soutenu l'adoption du *Iran Threat Reduction Act of 2011* qui, en plus de viser le secteur financier, ajoutait des sanctions contre la National Iranian Oil Company et contre les fournisseurs de services satellites en Iran. ²⁷¹ Dans cette optique, il fera aussi adopter un amendement au *National Defense Authorization Act For Fiscal Year 2013*, qui visait à empêcher la banque centrale iranienne de contourner les sanctions en recevant des paiements en métaux précieux. De plus, il y inclut de nouvelles sanctions contre le secteur des transports et pour bannir l'exportation vers l'Iran de matériel pouvant servir au secteur nucléaire, comme des logiciels ou des métaux lourds. ²⁷² Finalement, il a aussi parrainé une résolution demandant au président de maintenir les sanctions et réaffirmant le droit d'Israël de se défendre contre la menace nucléaire iranienne. ²⁷³

Ces différentes sanctions ont eu un effet notable sur l'économie iranienne. En effet, elles ont contribué à réduire de moitié les exportations de pétrole de l'Iran, de 2,5 millions de barils par jour en 2011 à 1,25 en 2013. ²⁷⁴ Selon Menendez :

The comprehensive sanction policy against Iran—which was led by Congress and originally opposed by the administration—has been an unquestionable success. [...] the loss of oil revenue had caused the rial to lose two-thirds of

²⁷⁰ Congressional Record-Senate, 17 mai 2012, p. S3254, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/2012/05/17/CREC-2012-05-17-pt1-PgS3252-3.pdf>, page consultée le 8 mars 2016

²⁷¹ Congressional Record-Senate, 21 mai 2012, p. S3321, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/2012/05/21/CREC-2012-05-21-pt1-PgS3316-2.pdf>, page consultée le 8 mars 2016

²⁷² Congressional Record-Senate, 29 novembre 2012, p. S7202, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/2012/11/29/CREC-2012-11-29-pt1-PgS7148.pdf>, page consultée le 8 mars 2016

²⁷³ Congress.gov, S. Res. 65 (113th Congress), En ligne : <https://www.congress.gov/bill/113th-congress/senate-resolution/65/text?q=%7B%22search%22%3A%5B%22%5C%22sres65%5C%22%22%5D%7D&resultIndex=2>, page consultée le 9 mars 2016

²⁷⁴ Congressional Record-Senate, 22 mai 2013, p. S3741, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/2013/05/22/CREC-2013-05-22-pt1-PgS3736.pdf>, page consultée le 8 mars 2016

*its value against the dollar and caused inflation to rise to more than 40 percent.*²⁷⁵

Ce serait donc ces sanctions sévères qui auraient poussé les Iraniens à s'asseoir à la table des négociations avec les grandes puissances.²⁷⁶ Même si le Congrès a dû forcer la main du président, Menendez avait alors encensé l'administration dans ce dossier, affirmant qu'aucune administration précédente n'en avait fait autant pour isoler l'Iran.²⁷⁷

3.2.2 La négociation d'un accord

Dès son entrée en poste, Obama tente un rapprochement avec l'Iran qui ne se concrétisera véritablement qu'après le départ de Mahmoud Ahmadinejad et l'entrée en scène d'Hassan Rohani en juin 2013. En février 2013, les négociations reprennent entre l'Iran et les grandes puissances. Le conseiller pour la sécurité nationale de Joe Biden, Jake Sullivan et le sous-secrétaire d'État, William Burns ont aussi entamé des négociations bilatérales secrètes.²⁷⁸ Le 24 novembre 2013, un accord préliminaire, le *Joint Plan of Action* est conclu à Genève en présence du secrétaire d'État John Kerry.²⁷⁹ Cet accord prévoit, dans l'attente d'une entente finale, que l'Iran abandonne divers aspects de son programme nucléaire en échange de l'abrogation de certaines

²⁷⁵ Congressional Record-Senate, 6 février 2014, p. S805, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/2014/02/06/CREC-2014-02-06-pt1-PgS795-2.pdf>, page consultée le 9 mars 2016

²⁷⁶ *Idem*

²⁷⁷ Congressional Record-Senate, 12 octobre 2011, p. S6447, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/2011/10/12/CREC-2011-10-12-pt1-PgS6418-2.pdf>, page consultée le 9 mars 2016

²⁷⁸ Yahoo News, *A timeline of key events in US-Iran negotiations*, 25 novembre 2013, En ligne : <https://www.yahoo.com/news/timeline-key-events-us-iran-negotiations-051720553--politics.html>, page consultée le 9 mars 2016

²⁷⁹ *The New York Times*, Michael Gordon, *Accord Reached With Iran to Halt Nuclear Program*, 23 novembre 2013, En ligne : http://www.nytimes.com/2013/11/24/world/middleeast/talks-with-iran-on-nuclear-deal-hang-in-balance.html?_r=0, page consultée le 9 mars 2016

sanctions par les grandes puissances et de leur engagement à ne pas introduire de nouvelles sanctions.²⁸⁰

Menendez s'opposera à cet accord. En effet, il considère que de lever les sanctions avant la conclusion d'un accord est une mauvaise stratégie. Il affirme « *we should only relieve pressure on Iran in exchange for verifiable concessions that will dismantle Iran's nuclear program* ». ²⁸¹ L'administration entre alors dans une guerre de mots avec Menendez et le Congrès. Le secrétaire de presse de la Maison-Blanche qualifiera les opposants au Congrès de « va t'en guerre » (*warmongers*). ²⁸² Menendez introduit alors de nouvelles sanctions qui entreraient en vigueur si les négociations échouaient mais l'administration a clairement indiqué qu'elle s'y opposait. ²⁸³ De plus, Obama menaçait d'y apposer son veto et questionnait les motivations de Menendez en insinuant qu'il agissait de manière politiquement intéressée pour satisfaire ses donateurs du lobby pro-israélien, farouchement opposés au programme nucléaire iranien. ²⁸⁴ Menendez affirmait de son côté que l'administration mettait de l'avant des arguments provenant « directement de Téhéran » lors d'une audience publique de la CSRE. ²⁸⁵ De plus, l'administration a critiqué l'initiative des

²⁸⁰ European Union, *Joint Plan of Action*, 24 novembre 2016, En ligne : http://eeas.europa.eu/statements/docs/2013/131124_03_en.pdf, page consultée le 9 mars 2016

²⁸¹ Congressional Record-Senate, 6 février 2014, p. S802, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/2014/02/06/CREC-2014-02-06-pt1-PgS795-2.pdf>, page consultée le 9 mars 2016

²⁸² Congressional Record-Senate, 6 février 2014, p. S805, *Op. Cit.*

²⁸³ Time, Zeke Miller, *Congress, White House Set for Iran Sanctions Showdown*, 24 novembre 2013, En ligne : <http://swampland.time.com/2013/11/24/congress-white-house-set-for-iran-sanctions-showdown/>, page consultée le 9 novembre 2016

²⁸⁴ *The New York Times*, Michael Shear, *Obama and Senator Robert Menendez Spar on How to Handle Iran*, *Op. Cit.*

²⁸⁵ *The Atlantic*, Lauren Fox, *At Aipac, Sen. Menendez Goes Head-to-Head With The Obama Administration on Iran*, 2 mars 2015, En ligne : <http://www.theatlantic.com/politics/archive/2015/03/at-aipac-sen-menendez-goes-head-to-head-with-the-obama-administration-on-iran/445692/>, page consultée le 9 mars 2016

Républicains d'inviter le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu mais Menendez considérait important d'entendre son point de vue sur les sanctions.²⁸⁶

Il a également milité pour que le Congrès puisse avoir son mot à dire sur l'accord final. En effet, il a forcé l'adoption du *Iran Nuclear Agreement Review Act of 2015*. Obama avait promis d'utiliser son veto contre ce projet de loi qui permettait au Congrès d'approuver ou rejeter un éventuel accord avec l'Iran dans les 60 jours suivant sa conclusion.²⁸⁷ Cependant, cette proposition a été adoptée à l'unanimité dans les deux chambres, forçant la main de l'administration.²⁸⁸ Ce projet de loi permettait au moins au Congrès de juger du résultat final.²⁸⁹

3.2.3 S'opposer au *Joint Comprehensive Plan of Action*

Cet accord final sera conclu le 14 juillet 2015.²⁹⁰ Menendez s'y est opposé et a tenté de convaincre le Congrès de le rejeter. Dans un discours devant la Seton Hall University's School of Diplomacy and International Relations, Menendez justifie sa position et se fait l'avocat des opposants à l'accord. Sa conclusion est particulièrement poignante :

I have looked into my own soul and my devotion to principle may once again lead me to an unpopular course, but if Iran is to acquire a nuclear bomb, it will not have my name on it. It is for these reasons that I will vote to

²⁸⁶ Congressional Record-Senate, 3 mars 2015, p. S1229, En ligne : <https://www.congress.gov/crc/2015/03/03/CREC-2015-03-03-pt1-PgS1227-2.pdf>, page consultée le 23 mars 2016

²⁸⁷ *The New York Times*, Julie Hirschfeld Davis, *Democrats in Congress Give Obama Breathing Room on Nuclear Talks With Iran*, 5 mars 2015, En ligne : <http://www.nytimes.com/2015/03/05/us/politics/democrats-in-congress-give-obama-breathing-room-on-nuclear-talks-with-iran.html>, page consultée le 9 mars 2016

²⁸⁸ Congress.gov, *H.R. 1191 (114th Congress)*, En ligne : <https://www.congress.gov/bill/114th-congress/house-bill/1191/text/pl>, page consultée le 9 mars 2016

²⁸⁹ Congressional Record-Senate, 23 avril 2015, p. 2385, En ligne : <https://www.congress.gov/crc/2015/04/23/CREC-2015-04-23-pt1-PgS2381.pdf>, page consultée le 9 mars 2016

²⁹⁰ *The New York Times*, Michael Gordon et David Sanger, *Deal Reached on Iran Nuclear Program; Limits on Fuel Would Lessen With Time*, 14 juillet 2015, En ligne : <http://www.nytimes.com/2015/07/15/world/middleeast/iran-nuclear-deal-is-reached-after-long-negotiations.html>, page consultée le 9 mars 2016

*disapprove the agreement and, if called upon, would vote to override a veto.*²⁹¹

Il sera d'ailleurs soutenu par la majorité des Républicains mais aussi par d'importants sénateurs démocrates. En effet, Charles Schumer, le prochain leader démocrate au Sénat, a refusé d'appuyer l'accord, tout comme Benjamin Cardin (D-MD), le premier démocrate en importance à la CSRE.²⁹² Obama a néanmoins réussi à obtenir plus de 41 votes en faveur de l'accord, ce qui empêchera les opposants de pouvoir le rejeter.²⁹³

Menendez n'a donc pas hésité à s'opposer à l'administration lorsqu'il était en désaccord avec celle-ci. Il affirme qu'il souhaite, comme l'administration, empêcher l'Iran d'obtenir l'arme nucléaire, mais qu'il désapprouve la stratégie pour atteindre ce but.²⁹⁴ Il justifie ses actions ainsi : « *my support is not – and has not been driven by party loyalty, but rather by principled agreement, not political expediency. When I have disagreed, it is also based on principled disagreement* ». ²⁹⁵ Que ce soit pour obtenir l'adoption de sanctions ou pour tenter de bloquer l'accord nucléaire iranien, Menendez a utilisé sa tribune au Sénat pour promouvoir sa position. Il a pleinement utilisé toutes les stratégies d'influence possibles pour orienter la politique dans ce dossier. Le tableau 5 en présente des exemples.

²⁹¹ *The Jewish Press*, Lowi Lowenthal Marcus, *Full Text of Speech on Nuclear Iran Deal Given by Sen. Menendez*, 18 août 2015, En ligne : <http://www.jewishpress.com/news/breaking-news/full-text-of-speech-on-nuclear-iran-deal-given-by-sen-menendez/2015/08/18/>, page consultée le 9 mars 2016

²⁹² *The Washington Post*, Karoun Demirjian, Amber Phillips et Darla Cameron, *Where lawmakers stand on the Iran deal*, 11 septembre 2015, En ligne : <https://www.washingtonpost.com/graphics/politics/where-lawmakers-stand-on-iran/>, page consultée le 9 mars 2016

²⁹³ *Bloomberg*, Billy House et Kathleen Miller, *Obama Gains 41 U.S. Senate Votes to Uphold Iran Nuclear Deal*, le 8 septembre 2015, En ligne : <http://www.bloomberg.com/politics/articles/2015-09-08/obama-gains-41-u-s-senate-votes-to-uphold-iran-nuclear-deal>, page consultée le 9 mars 2016

²⁹⁴ Congressional Record-Senate, 6 février 2014, p. S806, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/2014/02/06/CREC-2014-02-06-pt1-PgS795-2.pdf>, page consultée le 9 mars 2016

²⁹⁵ *The Jewish Press*, Lowi Lowenthal Marcus, *Full Text of Speech on Nuclear Iran Deal Given by Sen. Menendez*, Op. Cit.

Tableau 3.1 Utilisation des diverses avenues d'influence par Menendez

	Directes	Indirectes
Législatives	Parrainer des projets de loi : <i>Le Iran Threat Reduction Act of 2011.</i> <i>L'amendement 1414 au National Defense Authorization Act For Fiscal Year 2012.</i> <i>Le Iran Nuclear Agreement Review Act of 2015.</i> <i>Le Nuclear Weapon Free Iran Act of 2015.</i>	Résolution non contraignante : <i>La résolution du Sénat 65 (2013), A resolution strongly supporting the full implementation of United States and international sanctions on Iran and urging the President to continue to strengthen enforcement of sanctions legislation.</i>
Non législatives	Audiences publiques : <i>Questionner le secrétaire d'État adjoint Anthony J. Blinken et le sous-secrétaire du Trésor pour le Terrorisme et le Renseignement Financier David S. Cohen.</i>	Cadrer le débat : <i>Discours à l'organisation American Israel Public Affairs Committee (mars 2013).</i> <i>Discours à la Seton Hall University's School of Diplomacy and International Relations (août 2015).</i> Contacts à l'étranger : <i>Voyage officiel en Israël (mai 2013).</i>

3.3 Explication du comportement de Menendez

Comment expliquer qu'il se soit opposé au président dans le dossier nucléaire iranien? De manière générale, le président a bénéficié du soutien des Démocrates du Congrès dans sa volonté de négocier un accord nucléaire. De leur côté, les Républicains se sont montrés sceptiques face à la conclusion d'une entente pour

empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire. Ces derniers préféraient faire preuve de fermeté et ont tenté de dépeindre les ouvertures de l'administration Obama comme de l'apaisement. La position de Menendez dans ce dossier est particulière car il a décidé d'ignorer la loyauté partisane. En fait, sa position semble généralement plus proche de celle des Républicains. Nous allons tenter d'expliquer ce comportement. Nous aborderons d'une part les facteurs personnels qui peuvent l'avoir amené à s'opposer à Obama. Nous nous attarderons d'autre part au contexte de son action afin de comprendre comment celui-ci a affecté ses décisions.

3.3.1 Son expérience

L'expérience de Menendez avec l'enjeu des sanctions iraniennes est centrale pour comprendre son opposition à Obama. En effet, Menendez a développé une connaissance profonde de ce problème en s'y intéressant pendant des décennies. Cette expérience guidera donc sa prise de décision de manière indépendante de la volonté de l'administration.

Menendez s'est d'abord intéressé à cet enjeu lorsqu'il était à la Chambre des représentants. À cette époque, il prônait déjà la ligne dure face au régime iranien : « *Firmness is the only means of deterring Khatami and the clerical regime from their quest for an arsenal of weapons of mass destruction* ». ²⁹⁶ Il faisait alors la promotion de projets de loi qui auraient imposé des sanctions aux Iraniens. Par exemple, il a réussi à faire adopter une loi, le *Iran Missile Proliferation Sanctions Act of 1997*, qui aurait empêché les pays d'exporter des technologies sensibles vers l'Iran, mais le président Clinton y a apposé son veto pour ne pas compromettre sa coopération avec la Russie. ²⁹⁷ Il a aussi introduit le *Iran Nuclear Proliferation Prevention Act of 1998*,

²⁹⁶ Congressional Record-Extensions of Remarks, le 3 juin 1998, p. E1002, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/1998/06/03/CREC-1998-06-03-pt1-PgE1002.pdf>, page consultée le 10 mars 2016

²⁹⁷ Arms Control Association, *Clinton Signs Iran Nonproliferations Act*, En ligne : https://www.armscontrol.org/act/2000_04/imap00, page consultée le 11 mars 2016

qui visait à suspendre la part de la cotisation des États-Unis à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) destinée à l'Iran.²⁹⁸ Après avoir échoué, il a de nouveau tenté sa chance l'année suivante.²⁹⁹ Depuis son passage à la Chambre, Menendez a été un des élus les plus actifs pour freiner le programme nucléaire iranien et a dénoncé les manœuvres d'apaisement envers l'Iran : « *We would be naive to sacrifice our own security and the security of our allies based on a few conciliatory words* ». ³⁰⁰

Cette implication de longue date démontre bien qu'il a un intérêt marqué pour cet enjeu. De plus, il a acquis une connaissance profonde des subtilités du régime de sanctions contre l'Iran et a donc gagné une crédibilité qui lui permet d'être influent au Sénat. Ses collègues reconnaissent d'ailleurs ouvertement son leadership sur cette question. Régulièrement, plusieurs d'entre eux, Démocrates comme Républicains, le remercient pour ses efforts et son leadership. Par exemple, Charles Schumer disait que le « *Senator Menendez has been a true leader on these issues and has been the lead sponsor of many of the pieces of legislation to tighten the economic noose on Iran* ». ³⁰¹ Menendez mentionne d'ailleurs souvent cette expérience pour asseoir sa crédibilité et son autorité dans ses interventions au Congrès.

Everyone knows my history on this issue. Everyone knows where I stand. It is the same place I have always stood. For 20 years I have worked on Iran's nuclear issues, starting when I was a junior member of the House, pressing for sanctions to prevent Iran from building the Bushehr nuclear powerplant and to halt IAEA support for Iranian mining and enrichment programs. ³⁰²

²⁹⁸ Congress.gov, H.R. 4851 (105th Congress), En ligne : <https://www.congress.gov/bill/105th-congress/house-bill/4851/all-actions>, page consultée le 10 mars 2016

²⁹⁹ Congress.gov, H.R. 1477 (106th Congress), En ligne : <https://www.congress.gov/bill/106th-congress/house-bill/1477>, page consultée le 11 mars 2016

³⁰⁰ Congressional Record-House, 9 juin 1998, p.H4290, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/1998/06/09/CREC-1998-06-09-pt1-PgH4283.pdf>, page consultée le 11 mars 2016

³⁰¹ Congressional Record-Senate, 21 mai 2012, p. S3321, Op. Cit.

³⁰² Congressional Record-Senate, 15 juillet 2014, p. S4486, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/2014/07/15/CREC-2014-07-15-pt1-PgS4480-2.pdf>, page consultée le 11 mars 2016

Cette passion de longue date pour cet enjeu et sa défense de positions bien définies et enracinées peuvent donc expliquer son opposition féroce au président lorsque ce dernier a emprunté une avenue différente. Cette expérience lui donne aussi le prestige nécessaire pour peser lourd dans les débats sur cet enjeu.

3.3.2 Ses valeurs

L'hostilité de Menendez face à l'Iran est ancrée dans la crainte que ce pays obtienne des armes nucléaires mais est également liée à une dimension morale. Pour lui, il est crucial de promouvoir les idéaux démocratiques dans le monde et il croit que le régime iranien agit de manière contraire aux valeurs américaines.³⁰³ Il dénonce le manque de démocratie et les violations des droits humains en Iran. Il s'insurge aussi régulièrement contre le fait que l'Iran commandite des actes de terrorisme.

Il a souvent dénoncé l'Iran pour ses pratiques antidémocratiques et pour ses violations des droits de l'homme. En 2000, il dénonçait l'arrestation arbitraire de 13 juifs iraniens. Selon lui, l'Iran ne sera considéré comme un membre légitime de la communauté internationale que lorsqu'il prendra acte de la volonté de la majorité de son peuple, lorsqu'il cessera ses abus des droits humains et religieux et lorsqu'il renoncera aux armes de destruction massive.³⁰⁴ Certaines des sanctions qu'il a défendues avaient également pour objectif de combattre la censure et la restriction des communications avec l'extérieur du pays. Ainsi, il croit que l'Iran est une menace pour son peuple et qu'il faut resserrer la pression sur ce régime.³⁰⁵

Au Congrès, il dénonce également régulièrement le fait que l'Iran soutienne le terrorisme. Il était particulièrement furieux lorsque le FBI a déjoué un complot

³⁰³ AIPAC, Speeches, 2013, *Robert Menendez*, En ligne : <http://www.aipac.org/act/attend-events/policy-conference/videos/2013/speeches/menendez>, page consultée le 14 mars 2016

³⁰⁴ Congressional Record-House, 18 mai 2000, *p.H3312*, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/2000/05/18/CREC-2000-05-18-pt1-PgH3312-7.pdf>, page consultée le 14 mars 2016

³⁰⁵ Congressional Record-Senate, 24 juin 2010, *p. S5403*, *Op. Cit.*

iranien pour assassiner l'ambassadeur saoudien à Washington en 2011.³⁰⁶ Il considère l'Iran comme « *the largest State Sponsor of Terrorism, [...] who has exported its revolution to Assad in Syria, the Houtis in Yemen, Hezbollah in Lebanon, and directed and supported attacks against American troops in Iraq* ». ³⁰⁷ Il croit que ce serait une erreur de lever les sanctions car les milliards qui seront débloqués serviront à mener des attaques contre les intérêts des États-Unis et de leurs alliés.

Menendez utilise donc souvent des justifications morales pour défendre sa position. Cette partie de son discours en est un exemple flagrant : « *We can and must move forward in our efforts to achieve peace and look for ways to reach agreement between all sides. But we cannot erase the moral distinctions between tyranny and freedom* ». ³⁰⁸ Ainsi, la référence à certaines valeurs et certains principes moraux peut partiellement expliquer la position de Menendez sur les sanctions envers l'Iran. Parallèlement, la référence à ces idéaux sert d'argument rhétorique pour appuyer cette position.

3.3.3 Son idéologie

Est-ce qu'une différence idéologique peut expliquer cette opposition au président? Il semble peu probable que ce soit le cas. En effet, au niveau idéologique, le comportement de Menendez est plutôt orthodoxe. Son score du centre ADA est constamment proche de la moyenne des sénateurs démocrates et il est même souvent plus progressiste que la moyenne. En effet, Menendez n'a jamais obtenu moins de 90 % comme note de ce centre. ³⁰⁹ De plus, son score de l'ACU est resté en dessous de la moyenne des Démocrates pendant toute sa carrière au Sénat sauf en 2011 et 2012. ³¹⁰

³⁰⁶ Congressional Record-Senate, 12 octobre 2011, p. S6446, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/2011/10/12/CREC-2011-10-12-pt1-PgS6418-2.pdf>, page consultée le 14 mars 2016

³⁰⁷ *Idem*

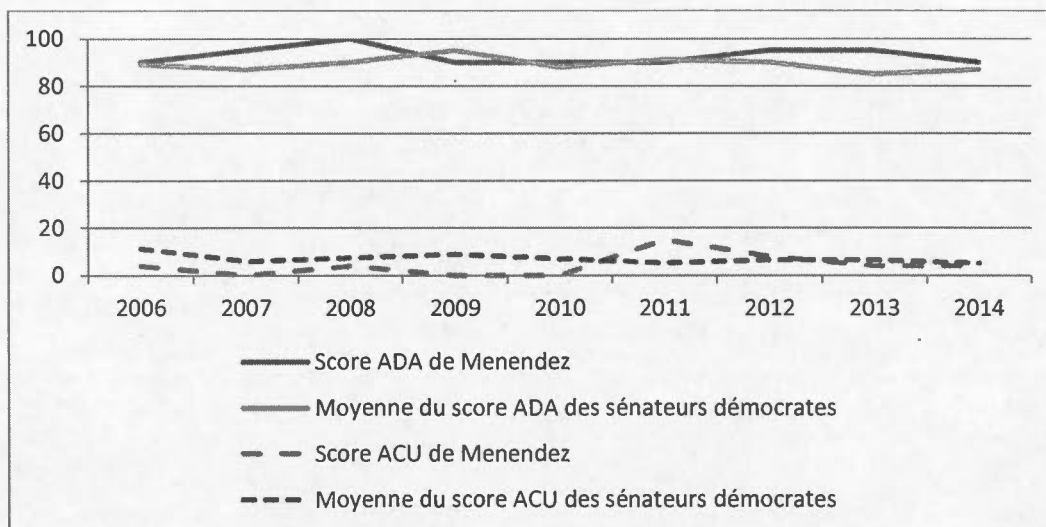
³⁰⁸ AIPAC, Speeches, 2013, Robert Menendez, *Op. Cit.*

³⁰⁹ Americans for Democratic Action, Voting Records, *Op. Cit.*

³¹⁰ The American Conservative Union, Federal Legislative Ratings, *Op. Cit.*

Il est donc difficile d'affirmer que Menendez est un démocrate modéré dont les positions seraient plus proches de celles des Républicains.

Figure 3.1 L'idéologie de Menendez comparée à la moyenne des sénateurs démocrates



Source : The American Conservative Union, Federal Legislative Ratings, En ligne : <http://acuratings.conservative.org/acu-federal-legislative-ratings/>, page consultée le 26 janvier 2016 et Americans for Democratic Action, Voting Records, En ligne : <http://www.adaction.org/pages/publications/voting-records.php>, page consultée le 26 janvier 2016

Ce dernier se défend d'ailleurs d'être en conflit avec l'administration. Il affirme avoir appuyé l'administration Obama 98 % du temps en 2013 et 2014, sur des enjeux aussi divers que la réforme de Wall Street, la réforme de l'assurance maladie, le « pivot » vers l'Asie, l'autorisation d'utiliser la force en Syrie, les nominations à la Cour suprême et plusieurs autres.³¹¹ Il conclut : « *I have been a reliable supporter of president Obama* ». ³¹² Cette opposition au président sur l'enjeu de la politique à adopter face à l'Iran ne semble donc pas prendre racine dans une différence idéologique entre Menendez et ses collègues démocrates.

³¹¹ *The Jewish Press*, Lowi Lowenthal Marcus, *Full Text of Speech on Nuclear Iran Deal Given by Sen. Menendez*, Op. Cit.

³¹² *Idem*

3.3.4 Ses ambitions

Il est difficile d'évaluer si ces prises de position ont eu un effet positif ou négatif sur sa carrière. D'une manière générale, celles-ci ne semblent pas lui avoir causé de problèmes. Cependant, il est impossible d'affirmer que c'est grâce à celles-ci que sa carrière a progressé. Néanmoins, il est devenu un sénateur influent et a réussi à accéder au poste de président de la CSRE après le départ de John Kerry. Il est certain que son expérience et son travail au sein de cette commission, notamment sur le dossier des sanctions envers l'Iran ont favorisé son ascension.

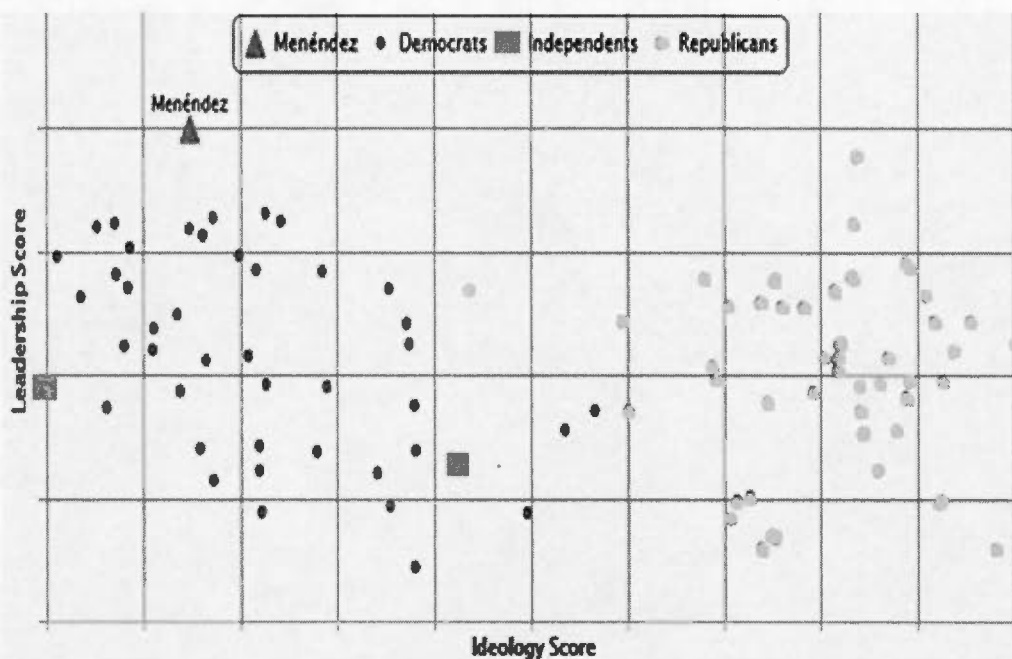
Menendez est d'ailleurs devenu un sénateur particulièrement influent avec les années. En effet, il est considéré comme un des Démocrates les plus influents du Sénat en raison de son instinct politique et de sa capacité à amasser des fonds.³¹³ Il est également respecté en raison de sa capacité à travailler avec les Républicains.³¹⁴ Selon le site GovTrack, Menendez serait en fait le sénateur le plus influent du Congrès, car ses projets de lois s'attirent beaucoup de soutiens.³¹⁵

³¹³ *The New York Times*, Raymond Hernandez, *Menendez Gears Up for 2012 Senate Race, With Christie Looming as a Factor*, 25 février 2011, En ligne : http://www.nytimes.com/2011/02/25/nyregion/25menendez.html?_r=0, page consultée le 14 mars 2016

³¹⁴ *The Atlantic*, Sarah Mimms, *Menendez Gives Up Foreign Relations Post*, *Op. Cit.*

³¹⁵ Govtrack.us, *Senator Robert Menendez*, En ligne : https://www.govtrack.us/congress/members/robert_menendez/400272, page consultée le 14 mars 2016

Figure 3.2 Le leadership et l'idéologie de Menendez par rapport aux autres sénateurs (2011-2016)



Source : Govtrack.us, *Senator Robert Menendez*, En ligne : https://www.govtrack.us/congress/members/robert_menendez/400272, page consultée le 14 mars 2016

Ses taux d'approbations démontrent également que son électorat le percevait de manière largement positive pendant les débats sur les sanctions. En effet, entre 2008 et 2015, une pluralité d'électeurs du New Jersey approuvait son travail. Ses appuis ont culminé en avril 2014, alors que 51 % des électeurs le percevaient de manière favorable et 31 % de manière défavorable.³¹⁶

La carrière au Sénat de Menendez ne semble donc pas avoir été affectée de manière trop dramatique par ses positions dans le dossier iranien. Malheureusement pour lui, son inculpation pour corruption sapera cette approbation. En effet, son taux

³¹⁶ Monmouth University, *New Jersey: Obama Ratings Up, Senators Down*, 7 juillet 2015, En ligne : <https://www.monmouth.edu/assets/0/32212254770/32212254991/32212254992/32212254994/32212254995/30064771087/ca2cef68-e8c4-4913-a53f-543c3746309b.pdf>, page consultée le 14 mars 2016

d'approbation est tombé à 38 % en juillet 2015.³¹⁷ Il démissionnera d'ailleurs de son poste de président de la CSRE dans la foulée de ce scandale qui semble mettre sa carrière en péril. En novembre 2015, 53 % des électeurs du New Jersey croyaient qu'il devrait démissionner.³¹⁸ De plus, avec un taux d'approbation de 37 %, Menendez est l'un des deux sénateurs les moins appréciés aux États-Unis avec Gary Peters (D-MI).³¹⁹

3.3.5 L'opinion publique et le nucléaire iranien

Le développement d'armes nucléaires par l'Iran est perçu comme une menace existentielle par la population américaine. En effet, en 2016, 75 % de la population américaine voyait cette éventualité comme une menace critique à la sécurité nationale et seul le terrorisme était jugé plus menaçant.³²⁰ Les Américains perçoivent aussi l'Iran d'une manière très négative et le pourcentage de la population qui en a une opinion défavorable a oscillé entre 77 % et 88 % depuis l'an 2000. Entre 2006 et 2012, l'Iran était largement considéré comme le plus grand ennemi des États-Unis dans le monde par la population américaine, comme le démontre le tableau suivant.³²¹

³¹⁷ *Idem*

³¹⁸ *NJ.com*, Jonathan Salant, *Most NJ voters want Menendez to resign, poll finds*, 11 novembre 2015, En ligne : http://www.nj.com/politics/index.ssf/2015/11/menendez_should_resign_nj_voters_say.html, page consultée le 14 mars 2016

³¹⁹ Morning Consult, Reid Wilson, *Bernie Sanders is the Most Popular Senator in America*, 24 novembre 2015, En ligne : <https://morningconsult.com/2015/11/bernie-sanders-is-the-most-popular-senator-in-america/>, page consultée le 14 mars 2016

³²⁰ Gallup, *Americans Cite Cyberterrorism Among Top Three Threats To U.S.*, 10 février 2016, En ligne : http://www.gallup.com/poll/189161/americans-cite-cyberterrorism-among-top-three-threats.aspx?g_source=Politics&g_medium=newsfeed&g_campaign=tiles, page consultée le 14 mars 2016

³²¹ Gallup, *Iran*, En ligne : <http://www.gallup.com/poll/116236/iran.aspx>, page consultée le 14 mars 2016

Tableau 3.1 Quel est le plus grand ennemi des États-Unis? (2001-2016)

	2016	2015	2014	2012	2011	2008	2007	2006	2005	2001
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Corée du Nord	16	15	16	10	16	9	18	15	22	2
Russie	15	18	9	2	3	2	2	1	2	6
Iran	14	9	16	32	25	25	26	31	14	8
Chine	12	12	20	23	16	14	11	10	10	14
Pays où l'État islamique opère	5	4	-	-	-	-	-	-	-	-
Irak	5	8	7	5	7	22	21	22	22	38
Afghanistan	4	3	5	7	9	3	2	3	3	*

Source : Gallup, *Iran*, En ligne : <http://www.gallup.com/poll/116236/iran.aspx>, page consultée le 14 mars 2016

La position de Menendez dans ce dossier est près de celle de la majorité de la population. En effet, alors que celui-ci affrontait l'administration pour s'assurer que le Congrès puisse approuver ou rejeter l'accord, 65 % des Américains croyaient que le Congrès devrait avoir son mot à dire.³²² Après sa conclusion, une multitude de sondages ont donné des résultats contradictoires en ce qui concerne l'appui de la population envers cet accord. Il en ressort que plus on inclut d'informations dans la question, plus on aura tendance à appuyer l'accord. Les opinions à ce sujet ont aussi tendance à respecter les divisions idéologiques et partisans.³²³ Néanmoins, l'approbation de cet accord semble pour le moins mitigée. En février 2016, seul 30 % des Américains en avaient une opinion favorable. Cependant, 51 % des Démocrates l'approuvaient alors que 38 % le désapprouvaient.³²⁴ La position de Menendez dans ce dossier ne semble donc pas avoir été trop risquée politiquement.

³²² The tower.org, *Nearly Two Thirds of Americans Support Congressional Review of Iran Deal*, 28 avril 2015, En ligne : <http://www.thetower.org/1953oc-poll-nearly-two-thirds-of-americans-support-congressional-review-of-iran-deal/>, page consultée le 15 mars 2016

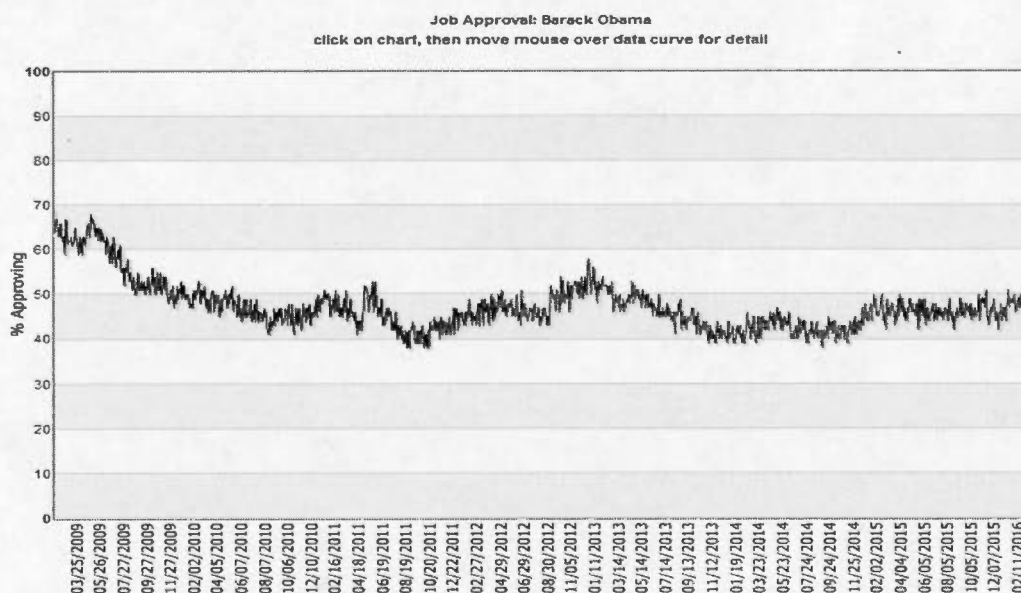
³²³ Vox, Zack Beauchamp, *What Americans really think about the Iran deal*, 27 juillet 2015, En ligne : <http://www.vox.com/2015/7/27/9049839/iran-deal-polls>, page consultée le 15 mars 2016

³²⁴ Gallup, *Iran*, *Op. Cit.*

3.3.6 La popularité du président

Le président Obama a commencé son premier mandat avec une popularité notable. Élu sur le thème du changement après les huit années de la présidence Bush, Obama en a profité pour faire adopter sa réforme de l'assurance maladie. Son taux d'approbation a cependant rapidement décliné, passant de 65 % lors de son inauguration à 45 % lors de l'élection de mi-mandat de 2010. Après avoir atteint un creux en 2011, à 38 %, sa popularité va relativement se redresser lors de l'année électorale de 2012. Celle-ci restera plutôt stable lors de son deuxième mandat, oscillant généralement entre 40 % et 50 %.

Figure 3.3 Taux d'approbation du président Barack Obama (2009-2016)



Source : The American Presidency Project, *Job Approval: Barack Obama*, En ligne : <http://www.presidency.ucsb.edu/data/popularity.php?pres=44&sort=pop&direct=DESC&Submit=DISPLAY>, page consultée le 14 mars 2016

Pendant le premier mandat d'Obama, Menendez promulguera des sanctions sans pour autant entrer en conflit avec l'administration. À partir de 2013, lorsque les négociations avec l'Iran se concrétisent, cette insistance de Menendez contrariera le président de plus en plus. Ce dernier, avec un taux d'approbation sous la barre des 50

%, est alors politiquement affaibli, à un point tel que les sénateurs démocrates ont tenté de s'en dissocier lors des élections de mi-mandat de 2014.³²⁵ Il pouvait difficilement s'engager dans une bataille contre un sénateur de son propre parti. Menendez s'oppose donc au président alors que celui-ci est impopulaire dans l'électorat, ce qui limite le risque politique encouru.

3.3.7 Ses chances de réélection

Menendez devait défendre son siège de sénateur lors de l'élection de 2012. Il fut facilement réélu face au candidat républicain Joe Kyrillos, remportant la course par près de 20 points avec 59 % des appuis.³²⁶ Il a donc amélioré ses résultats par rapport à l'élection de 2006, qu'il avait remportée avec 53 % des voix alors que son adversaire avait récolté 44 % des voix.³²⁷ Il est difficile d'évaluer si l'enjeu des sanctions contre l'Iran a joué un rôle majeur dans sa réélection mais ses prises de positions dans ce dossier ne semblent pas avoir eu d'effet néfaste sur sa campagne électorale. Cependant, le fait que les gens le connaissaient, puisqu'il était le sénateur en poste, semble avoir été plus important pour augmenter ses appuis.³²⁸ Il a aussi bénéficié de la popularité du président dans cet État.³²⁹ De plus, ses accrochages avec le président sont surtout survenus après cette élection.

³²⁵ Reuters, John Whitesides, *As Senate campaigns begin, some Democrats flee Obama*, 31 janvier 2014, En ligne : <http://www.reuters.com/article/us-usa-obama-democrats-analysis-idUSBREA0U09320140131>, page consultée le 15 mars 2016

³²⁶ Federal Election Commission, *Federal Election 2012, Official Election Results for the U.S. Senate*, p.68, En ligne : <http://www.fec.gov/pubrec/fe2012/2012congresults.pdf>, page consultée le 16 mars 2016

³²⁷ Federal Election Commission, *Federal Election 2006, Official Election Results for the U.S. Senate*, p.27, En ligne : <http://www.fec.gov/pubrec/fe2006/2006senate.pdf>, page consultée le 16 mars 2016

³²⁸ Fox News Latino, *Elections 2012 : Senator Robert Menendez Wins Again in New Jersey*, 6 novembre 2012, En ligne : <http://latino.foxnews.com/latino/politics/2012/11/06/election-2012-senator-robert-menendez-wins-again-in-new-jersey/>, page consultée le 3 mars 2016

³²⁹ *The Jersey Journal*, Terrence McDonald, *Campaign signs for Menendez pair him with Obama, but where's Biden?*, 29 septembre 2012, En ligne : http://www.nj.com/jjournal-news/index.ssf/2012/09/campaign_signs_for_menendez_pa.html, page consultée le 16 mars 2016

Après sa réélection, il a eu toute la latitude voulue pour s'opposer au président. En effet, il ne doit pas défendre son siège avant l'élection de 2018. Son opposition au président Obama s'effectue donc sans risque puisque ce dernier ne sera plus président en 2018 et qu'il ne pourra donc pas lui causer de torts, en appuyant son opposant lors des primaires par exemple. Les démêlés de Menendez avec la justice risquent d'ailleurs d'être un bien plus gros problème électoral que son opposition à Obama.

3.3.8 Les enjeux politiques nationaux

L'élection de 2012 a permis à Barack Obama d'être réélu facilement face à Mitt Romney. Les Démocrates ont alors fait des gains dans les deux chambres du Congrès et ont conservé leur majorité au Sénat, mais sont restés minoritaires à la Chambre des représentants.³³⁰ L'enjeu principal de l'élection de 2012 était clairement l'économie. En effet, les sondages démontrent que 59 % des électeurs croyaient que c'était l'enjeu le plus important, loin devant l'assurance maladie (18 %).³³¹ Ce constat était d'autant plus vrai dans le New Jersey, où 67 % des électeurs priorisaient l'économie.³³² La situation économique n'était pas idéale et le pays tentait tranquillement de se remettre de la crise financière de 2008. Le taux de chômage était en voie de se redresser et se situait à 7,7 % en novembre 2012, alors qu'il avait atteint 10 % en octobre 2009.³³³ D'ailleurs, 39 % des Américains croyaient que les conditions économiques s'amélioreraient alors que 30 % pensaient qu'elles se

³³⁰ CNN, *Election 2012 : Results*, En ligne : <http://www.cnn.com/election/2012/results/main/>, page consultée le 17 mars 2016

³³¹ CNN, *President : Full Results, Exit Polls*, En ligne : <http://www.cnn.com/election/2012/results/race/president/#exit-polls>, page consultée le 17 mars 2016

³³² CNN, *President : New Jersey, Exit Polls*, En ligne : <http://www.cnn.com/election/2012/results/state/NJ/president/>, page consultée le 17 mars 2016

³³³ Bureau of Labor Statistics, *Labor Force Statistics from the Current Population Survey*, En ligne : http://data.bls.gov/timeseries/LNS14000000?data_tool=XGtable, page consultée le 18 mars 2016

dégradaient. De plus, 53 % des Américains blâmaient George W. Bush pour les problèmes économiques, alors que 38 % les reprochaient à Obama.³³⁴

Cependant, l'enjeu du nucléaire iranien a pu jouer un rôle mineur dans l'élection. Même si cet enjeu ne semble pas avoir été déterminant, il reste que les programmes nucléaires iranien et nord-coréen étaient considérés comme les menaces les plus sérieuses pour la sécurité des États-Unis.³³⁵ Cet enjeu a donc été abordé dans les débats présidentiels. En effet, Romney a accusé Obama d'avoir été faible face à l'Iran, vu comme « *the greatest national security threat* ». De son côté, Obama a affirmé qu'il préférait la voie diplomatique mais qu'il n'écartait aucune option pour empêcher l'Iran d'obtenir l'arme nucléaire. Or, il a accusé Romney de favoriser l'option militaire avant d'avoir épuisé les options diplomatiques.³³⁶ Cette question a donc tout de même été un enjeu lors de l'élection de 2012.

3.3.9 L'impact de sa circonscription

Menendez a très certainement été influencé par le lobby pro-israélien dans ses démarches. Ce dernier est de loin le lobby ethnique le plus puissant aux États-Unis.³³⁷ Tant au niveau électoral qu'au niveau financier, la minorité juive a été très importante pour la carrière de Menendez.

En effet, le New Jersey compte une minorité juive significative et politiquement engagée. Environ 6% de la population du New Jersey est de religion judaïque.³³⁸ Après New York, le New Jersey est donc l'État qui compte la plus

³³⁴ CNN, *President : Full Results, Exit Polls, Op. Cit.*

³³⁵ Gallup, Jeffrey Jones, *In U.S., 83% Say North Korean Nukes Are a Critical Threat*, 18 février 2013, En ligne : <http://www.gallup.com/poll/160541/say-north-korean-nukes-critical-threat.aspx>, page consultée le 17 mars 2016

³³⁶ Commission on National Debates, *October 22, 2012 Debate Transcript*, En ligne : <http://debates.org/index.php?page=october-22-2012-the-third-obama-romney-presidential-debate>, page consultée le 18 mars 2016

³³⁷ David Paul et Rachel Anderson Paul. *Op. Cit.*, p.197

³³⁸ Pew Research Center, *Religious composition of adults in New Jersey*, En ligne : <http://www.pewforum.org/religious-landscape-study/state/new-jersey/>, page consultée le 17 mars 2016

importante proportion de Juifs, alors qu'ils ne représentent qu'environ 2 % au niveau national.³³⁹ De plus, leur taux de participation aux élections serait légèrement plus élevé que celui de la moyenne des Américains.³⁴⁰ Ainsi, 83 % d'entre eux seraient inscrits sur les listes électorales et ils favorisent largement les candidats démocrates.³⁴¹ Les Juifs du *Garden State* représentent donc une base électorale importante pour Menendez. Ceux-ci sont cependant plutôt divisés sur l'accord nucléaire iranien. En effet, une frange plus jeune et plus libérale de la population juive américaine semble de plus en plus mal à l'aise avec le virage religieux et nationaliste qui s'est produit en Israël depuis que Netanyahu est au pouvoir.³⁴² Néanmoins, une majorité est émotionnellement attachée à Israël et voit donc le soutien indéfectible de Menendez envers la sécurité de l'État juif d'un bon œil.³⁴³

Il a aussi obtenu l'appui de plusieurs leaders et organisations pro-israéliennes. Entre 2008 et 2015, Menendez a reçu plus d'argent du lobby pro-israélien que tous les sénateurs démocrates.³⁴⁴ Il a notamment reçu 90 000 dollars de l'organisation NORPAC, un comité d'action politique pro-israélien du New Jersey.³⁴⁵ L'organisation American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) l'a souvent

³³⁹ Gallup, *Religious Identity: States Differ Widely*, 7 août 2009, En ligne : <http://www.gallup.com/poll/122075/religious-identity-states-differ-widely.aspx>, page consultée le 17 mars 2016

³⁴⁰ Haaretz, Yisrael Fischer, *So Few Jews, So Much Clout in U.S. Polls*, 5 novembre 2012, En ligne : <http://www.haaretz.com/world-news/so-few-jews-so-much-clout-in-u-s-polls-1.475121>, page consultée le 17 mars 2016

³⁴¹ Pew Research Center, *Jewish American's Social and Political View*, 1^{er} octobre 2013, En ligne : <http://www.pewforum.org/2013/10/01/chapter-6-social-and-political-views/>, page consultée le 17 mars 2016

³⁴² DW, Stephen Friedrich, *American jewish opinion deeply divided on Iran*, 14 août 2015, En ligne : <http://www.dw.com/en/american-jewish-opinion-deeply-divided-on-iran/a-18649068>, page consultée le 23 avril 2016

³⁴³ Pew Research Center, *Connection With and Attitudes Toward Israel*, 1^{er} octobre 2013, En ligne : <http://www.pewforum.org/2013/10/01/chapter-6-social-and-political-views/>, page consultée le 23 avril 2016

³⁴⁴ *The New York Times*, Julie Hirschfeld Davis et Ashley Parker, *Menendez's Views on Cuba and Iran Show Rifts With Obama*, 6 février 2015, En ligne : <http://www.nytimes.com/2015/02/06/us/politics/senator-robert-menendez-obama-cuba-iran.html>, page consultée le 16 mars 2016

³⁴⁵ Maplight, *Bob Menendez*, En ligne : <http://maplight.org/us-congress/legislator/368-bob-menendez>, page consultée le 17 mars 2016

appuyé dans ses démarches et a encensé son travail : « *Senator Menendez has long been a dedicated and determined leader against the Iranian regime's efforts to obtain a nuclear weapon* ». ³⁴⁶ En 2013, il a été reçu en Israël pour la quatrième fois de sa carrière et a rencontré le premier ministre Netanyahu ainsi que le président, les ministres de la Défense et des Finances ainsi que le chef du Mossad. ³⁴⁷

Menendez a même obtenu l'appui de plusieurs leaders juifs pour se défendre dans ses démêlés avec la justice. En environ un an, Menendez a reçu 2,8 millions de dollars pour sa défense et a reçu des contributions de Juifs proéminents tels que Haim Saban, Mortimer Zuckerman, Seth Klarman et même de Sheldon Adelson, un milliardaire qui favorise généralement les candidats républicains. ³⁴⁸ Plusieurs leaders juifs ont aussi offert publiquement leur appui à Menendez et questionné les motivations du département de la Justice dans cette affaire. ³⁴⁹

Le lobby pro-israélien a donc fortement incité Menendez à défendre les sanctions contre l'Iran et à s'opposer à l'accord nucléaire. Barack Obama a d'ailleurs insinué que sa position dans ce dossier était étroitement liée aux pressions exercées par ses donateurs. ³⁵⁰ Dans un discours prononcé à la conférence annuelle de l'AIPAC, Menendez reconnaît explicitement que ce lobby l'influence dans ses décisions: « *Our clear intention must be to prevent Iran from ever reaching nuclear capacity, [...] through the tough sanctions that I have authored and been passed by*

³⁴⁶ *Israel National News*, Ben Ariel, *AIPAC Commends Menendez for Rejecting Nuclear Deal*, 19 août 2015, En ligne : <http://www.israelnationalnews.com/News/News.aspx/199622#.VusZR-LhCCg>, page consultée le 17 mars 2016

³⁴⁷ *New Jersey Jewish News*, Gil Hoffman, *Menendez says Israel meeting provide fresh ideas to pressure Iran*, 28 mai 2013, En ligne : <http://njewishnews.com/article/17514/menendez-says-israel-meetings-provide-fresh-ideas-for-pressuring-iran#.VusM5eLhCCg>, page consultée le 17 mars 2016

³⁴⁸ *The New York Times*, Alexander Burns, *Rich Backers of Israel Assist Menendez*, 16 juillet 2016, En ligne : <http://www.nytimes.com/2015/07/16/nyregion/pro-israel-billionaires-from-both-parties-aid-menendezs-defense-fund.html>, page consultée le 17 mars 2016

³⁴⁹ *Jewish Link of New Jersey*, Anne Phyllis Pinzow, *Jewish Leaders Question "Kashrus" of Menendez Charge*, 12 mars 2015, En ligne : http://jewishlinknj.com/index.php?option=com_content&id=7349:jewish-leaders-question-kashrus-of-menendez-charge&Itemid=562, page consultée le 17 mars 2016

³⁵⁰ *The New York Times*, Michael Shear, *Obama and Senator Robert Menendez Spar on How to Handle Iran*, Op. Cit.

*the Congress with your help and your advocacy. Sometimes I know you wonder whether your advocacy makes a difference. It does ».*³⁵¹

3.3.10 Le financement politique

Il est difficile d'évaluer l'effet de ses positions sur l'Iran sur sa capacité à solliciter des contributions politiques. Néanmoins, celles-ci semblent avoir favorisé ses levées de fonds. En effet, Menendez est très habile pour récolter du financement et son appui inconditionnel à Israël lui donne un sérieux atout dans ce domaine.

Comme président du comité de campagne des Démocrates au Sénat, ce dernier a récolté 129 millions de dollars pour les élections de mi-mandat de 2010. Grâce à ces contributions, les Démocrates ont réussi à conserver le Sénat dans une élection qui a été globalement catastrophique pour eux. Pour mettre ce montant en perspective, lors des élections de mi-mandat précédentes, en 2006, l'influent sénateur Schumer, qui occupait alors ce poste, avait récolté 121 millions.³⁵² Menendez a donc mené une opération de recherche de financement très efficace.

Menendez a aussi récolté beaucoup d'argent pour assurer facilement sa réélection en 2012. En effet, il a réussi à amasser un peu plus de 17,3 millions de dollars dans cette course alors que son adversaire républicain disposait d'environ 4,6 millions.³⁵³ Il a notamment amassé 12,3 millions dans la seule année 2012, alors que la moyenne des sénateurs était de 3,2 millions de dollars.³⁵⁴ Il a aussi recueilli significativement plus qu'en 2006, alors qu'il avait récolté près de 12 millions de

³⁵¹ AIPAC, Speeches, 2013, *Robert Menendez, Op. Cit.*

³⁵² *The New York Times*, Raymond Hernandez, *Menendez Gears Up for 2012 Senate Race, With Christie Looming as a Factor, Op. Cit.*

³⁵³ Open Secrets, Center for Responsive Politics, *Summary Data, 2012 Race, New-Jersey Senate*, En ligne : <http://www.opensecrets.org/races/summary.php?cycle=2012&id=NJS1>, page consultée le 22 mars 2016

³⁵⁴ Open Secrets, Center for Responsive Politics, *Robert Menendez (D), Candidate Summary, 2012 Cycle*, En ligne : <https://www.opensecrets.org/politicians/summary.php?cycle=2012&type=I&cid=N00000699&newMem=N>, page consultée le 22 mars 2016

dollars.³⁵⁵ Même si on ne peut attribuer cette hausse uniquement à cet enjeu, il semble que sa capacité à accumuler les contributions ait été favorisée par ses prises de positions sur le nucléaire iranien.

3.3.11 L'impact des commissions

La position de Menendez au sein des commissions au Congrès lui a également permis d'agir de manière efficace. Ce dernier est un membre influent de la CSRE qui tient des audiences et étudie des projets de lois qui portent sur la conduite à adopter face à l'Iran. En effet, cette commission a notamment juridiction sur les aspects internationaux de l'énergie nucléaire.³⁵⁶ Dans les diverses positions qu'il occupera au sein de cette instance, il a concentré ses énergies sur son objectif d'empêcher l'Iran d'obtenir l'arme atomique. Menendez profitera aussi de son poste au sein de la commission sur les banques du Sénat pour faire aboutir des sanctions sur le secteur financier iranien.³⁵⁷

Menendez entretient des relations cordiales avec les membres de ces commissions, tant républicains que démocrates, ce qui a grandement facilité son travail. En effet, Menendez est reconnu pour sa capacité à travailler de manière bipartisane. Il reçoit d'ailleurs régulièrement des félicitations de ses collègues pour son leadership dans ce dossier. Par exemple, l'actuel président républicain de la CSRE, Bob Corker (R-TN), remercie Menendez qui :

[...] has been as much as anybody in this entire congressional body, both House and Senate [...] a stalwart on Iran. Without his efforts, we would not

³⁵⁵ Open Secrets, Center for Responsive Politics, *Summary Data, 2006 Race, New-Jersey Senate*, En ligne : <http://www.opensecrets.org/races/summary.php?id=NJS1&cycle=2006>, page consultée le 22 mars 2016

³⁵⁶ Committee on Foreign Relations, United States Senate, *Membership and Jurisdiction of Subcommittees*, En ligne : <http://www.foreign.senate.gov/imo/media/doc/Jurisdiction%20and%20Subcommittees%20114th%20congress.pdf>, page consultée le 22 mars 2016

³⁵⁷ Congressional Record-Senate, 17 mai 2012, p. S3254, *Op. Cit.*

*even be in a negotiation right now. I cannot thank him enough for his positive contributions, for his leadership as ranking member and chairman.*³⁵⁸

Celui qui l'a remplacé comme premier démocrate en importance de la CSRE, Benjamin Cardin, croit aussi que le sénateur du New Jersey fait preuve d'un « leadership incroyable » au sein de cette commission.³⁵⁹ Menendez a donc habilement utilisé les commissions du Congrès pour promouvoir ses initiatives politiques.

3.3.12 L'impact du leadership

Lors de son passage à la Chambre des représentants, Menendez avait réussi à accéder à un poste de leadership. Au Sénat, en dehors de son mandat passager comme président du comité de campagne démocrate, celui-ci n'occupe pas de position formelle au sein du leadership. Certains sénateurs le percevaient comme un candidat potentiel au leadership mais ses démêlés judiciaires jettent une douche froide sur ses ambitions.³⁶⁰ Il reste cependant un sénateur particulièrement influent, comme nous l'avons déjà démontré. De plus, Menendez cultive de bonnes relations avec les leaders de son parti au Sénat.

Au fil des années, il a réussi à s'assurer du respect de Harry Reid (D-NV), le leader de la majorité démocrate du Sénat entre 2007 et 2015. Ce dernier affirme même qu'il le considère comme un ami et le complimente sur son travail : « *Senator Menendez has done a stellar job as chair of the committee, and as far as I am concerned, he's been an outstanding senator* ». Il entretient également de bonnes

³⁵⁸ Congressional Record-Senate, 28 avril 2015, p. S2467, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/2015/04/28/CREC-2015-04-28-pt1-PgS2452-2.pdf>, page consultée le 22 mars 2016

³⁵⁹ NJ.com, Jonathan Salant, *Menendez Pushes Iran Sanctions Bill Despite Ceding Top Senate Post*, 15 avril 2015, En ligne : http://www.nj.com/politics/index.ssf/2015/04/though_no_longer_ranking_democrat_menendez_helps_p.html, page consultée le 22 mars 2016

³⁶⁰ NorthJersey.com, Herb Jackson, *Jackson: For Menendez, Senate committee post a balancing act between global, New Jersey issues*, 6 avril 2014, En ligne : <http://www.northjersey.com/news/jackson-for-menendez-senate-committee-post-a-balancing-act-between-global-new-jersey-issues-1.842731?page=all>, page consultée le 23 mars 2016

relations avec Charles Schumer, qui deviendra probablement le prochain leader démocrate au Sénat.³⁶¹ Ce dernier s'est aussi opposé à l'accord sur le nucléaire iranien.³⁶² Menendez a cependant une relation de travail difficile avec Mitch McConnell, qui est devenu le leader de la majorité après que les Républicains aient repris le Sénat en 2014. Ce dernier a notamment dit que Menendez devrait démissionner de son poste de leadership sur la CSRE lorsque des accusations ont été portées contre lui.³⁶³ Menendez s'est retrouvé allié de facto des Républicains contre l'accord nucléaire, mais il a accusé McConnell de politiser cet enjeu.³⁶⁴

Même s'il n'occupe pas de poste de leadership au Congrès, Menendez a réussi à s'établir comme un sénateur influent au fil des années. Il cultive également de bonnes relations avec les leaders démocrates et partage des positions avec les républicains, même s'il a parfois été en désaccord avec McConnell sur la marche à suivre dans ce dossier. Ces atouts lui ont permis de construire des coalitions bipartisanes et de promouvoir ses préférences de manière plus efficace dans le dossier du nucléaire iranien.

3.3.13 Sa relation personnelle avec le président

La relation personnelle entre Menendez et le président Obama a connu des hauts et des bas au fil des années. En 2006, Obama, alors sénateur de l'Illinois, a fait

³⁶¹ *The Atlantic*, Sarah Mimms, *Menendez Gives Up Foreign Relations Post*, *Op. Cit.*

³⁶² *NJ.com*, Jonathan Salant, *NJ's Booker joins nuclear deal opponents to pressure Iran*, 18 octobre 2015, En ligne : http://www.nj.com/politics/index.ssf/2015/10/njs_booker_joins_nuclear_deal_opponents_on_iran_le.html, page consultée le 23 mars 2016

³⁶³ *Defense News*, John Bennett, *Menendez Charges Could Leave Iran, AUMF Void*, 9 mars 2015, En ligne : <http://www.defensenews.com/story/defense/policy-budget/congress/2015/03/09/menendez-corruption-charges-iran/24656209/>, page consultée le 23 mars 2016

³⁶⁴ *Congressional Record-Senate*, 3 mars 2015, p. S1259, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/2015/03/03/CREC-2015-03-03-pt1-PgS1257-5.pdf>, page consultée le 23 mars 2016

campagne pour la réélection de Menendez.³⁶⁵ Cependant, Menendez a été l'un des plus ardents promoteurs d'Hillary Clinton en 2008, ce qui a créé un fossé entre lui et Obama. Ce dernier lui a alors offert de prononcer un discours lors de la convention d'investiture démocrate, signifiant son intention d'enterrer la hache de guerre. Or, Menendez a refusé, car son discours aurait été diffusé pendant une période creuse de la convention. Cet impair a contribué à accentuer la rupture entre les deux hommes.³⁶⁶

Leurs relations se sont ensuite détériorées lors de leurs affrontements sur la politique étrangère. En plus de l'Iran, Menendez s'est aussi opposé à l'ouverture envers Cuba et a été critique de la politique d'Obama en Ukraine. Après l'annonce d'Obama de son intention de rétablir les relations diplomatiques avec Cuba, Menendez était frustré de ne pas avoir été consulté. Lorsqu'on lui a demandé ce qu'il pensait de cette initiative, il a répondu : « *I think it stinks. I think it's wrong. I am deeply disappointed in the president* ». ³⁶⁷ En ce qui concerne l'Ukraine, Menendez croit que les États-Unis devraient lui livrer des armes pour faire face à « l'invasion » russe.³⁶⁸ Il a aussi réussi à faire adopter des sanctions contre la Russie, mais a accusé l'administration Obama de se trainer les pieds dans ce dossier.³⁶⁹

L'enjeu de l'Iran reste néanmoins le plus problématique pour les deux hommes et ils ont échangé des mots particulièrement durs en raison de leur différend

³⁶⁵ *The New York Times*, Richard Jones, *Stars Come Out for Menendez and Kean*, 13 octobre 2006, En ligne : http://www.nytimes.com/2006/10/13/nyregion/13jersey.html?_r=0, page consultée le 16 mars 2016

³⁶⁶ *ABC News*, Josh Margolin, *Obama Turns to Former Foe Menendez as Ally on Syria Action*, 3 septembre 2013, En ligne : <http://abcnews.go.com/Politics/obama-turns-foe-menendez-ally-syria-action/story?id=20139264>, page consultée le 16 mars 2016

³⁶⁷ *NJ.com*, Jonathan Salant, *Menendez on Obama Cuba deal : 'I think it stinks'*, 17 décembre 2014, En ligne : http://www.nj.com/politics/index.ssf/2014/12/menendez_on_obama_cuba_deal_i_think_it_stinks.html, page consultée le 16 mars 2016

³⁶⁸ *The Hill*, Martin Matishak, *Menendez : US should provide arms to Ukraine to fight Russian 'invasion'*, 31 août 2014, En ligne : <http://thehill.com/policy/defense/216320-menendez-us-should-provide-arms-to-ukraine-to-fight-russian-invasion>, page consultée le 16 mars 2016

³⁶⁹ *Defense One*, Marina Koren, *Bob Menendez Pressures White House on Ukraine as Charges Loom*, 10 mars 2015, En ligne : <http://www.defenseone.com/politics/2015/03/bob-menendez-pressures-white-house-ukraine-charges-loom/107142/>, page consultée le 16 mars 2016

dans ce dossier. Un sénateur a qualifié ainsi cet affrontement : « *a forcefull exchange between two strong personalities* ». ³⁷⁰ Menendez a affirmé qu'il prenait comme une insulte personnelle les critiques du président envers ses motivations. Les deux côtés ont tenté de minimiser les conflits. Menendez affirme que sa relation avec l'administration est excellente. De plus, l'agent de liaison d'Obama au Congrès insiste pour dire que Menendez est un ardent défenseur des initiatives domestiques du président. En dépit de leurs démentis publics, la tension reste vive entre les deux hommes. ³⁷¹

Certains commentateurs ont d'ailleurs exprimé l'hypothèse selon laquelle les accusations déposées contre Menendez seraient liées à sa relation conflictuelle avec le président et à son opposition à celui-ci dans les dossiers cubains et iraniens. ³⁷² Bien que cette théorie soit peu probable, il reste qu'on a qualifié Menendez de « White House's least favorite Democrat ». ³⁷³ Cela peut donc expliquer que Menendez n'ait pas hésité à s'opposer publiquement au président lorsqu'il était en désaccord avec lui.

3.3.14 Contexte international

Barack Obama a été élu en 2008, en grande partie en raison de la guerre en Irak à laquelle il était opposé depuis le début. ³⁷⁴ Il a donc rapidement honoré sa promesse en déclarant la fin des opérations de combat et en amorçant un retrait graduel des troupes de ce pays. ³⁷⁵ Il a cependant ordonné de concentrer les efforts des

³⁷⁰ *The New York Times*, Michael Shear, *Obama and Senator Robert Menendez Spar on How to Handle Iran*, le 16 janvier 2015, *Op. Cit.*

³⁷¹ *The New York Times*, Julie Hirschfeld Davis et Ashley Parker, *Menendez's Views on Cuba and Iran Show Rifts With Obama*, *Op. Cit.*

³⁷² *The Washington Times*, Frank Gaffney, *President Obama vs. Senator Menendez*, 2 avril 2015, En ligne : <http://www.washingtontimes.com/news/2015/apr/2/frank-gaffney-president-obama-vs-sen-menendez/>, page consultée le 16 mars 2016

³⁷³ CNN, Stephen Collinson, *Menendez : White House's least favorite Dem*, 9 mars 2015, En ligne : <http://www.cnn.com/2015/03/06/politics/menendez-corruptoin-charges-obama-relationship/>, page consultée le 16 mars 2016

³⁷⁴ Gary Jacobson. *Op. Cit.*, p.212 et 223

³⁷⁵ Emma Sky. « Iraq, From Surge to Sovereignty : Winding Down the War in Iraq ». *Foreign Affairs*, Vol 90, no. 2, 2011, p. 122

États-Unis sur l'Afghanistan et la lutte aux Talibans. Il est également intervenu en Libye en 2011, pour empêcher les abus du dirigeant Mouammar Khadafi contre sa population, mais a adopté l'approche du « leadership from behind » laissant ses alliés jouer un rôle de premier plan.³⁷⁶ Finalement, la guerre civile en Syrie et la montée de l'État islamique ont amené Obama à autoriser des frappes aériennes ainsi que le soutien aux factions qui combattent ce groupe terroriste.³⁷⁷ Ainsi, bien que la volonté d'Obama fût au départ d'en finir avec les interventions militaires, le développement de la situation au Moyen-Orient l'a amené à s'y impliquer.³⁷⁸

Obama a cependant adopté une approche plus ouverte et conciliante face à l'Iran. Dans son discours du Caire en 2009, il avait signalé son intention d'aller de l'avant sans conditions sur la base d'un respect mutuel.³⁷⁹ Cette approche diplomatique visait la conclusion d'un accord sur l'enjeu nucléaire, une percée d'autant plus significative que le développement des armes de destruction massive en Iran est demeuré une préoccupation importante pour les électeurs américains pendant la présidence d'Obama.³⁸⁰

L'enjeu du nucléaire iranien est étroitement lié aux relations des États-Unis avec le reste du monde. La négociation de cet accord s'est déroulée dans un contexte multilatéral avec la participation des grandes puissances. De plus, le dossier nucléaire iranien est préoccupant pour certains alliés des États-Unis. Israël voit le programme

³⁷⁶ Charles-Philippe David. *Au sein de la Maison-Blanche, De Truman à Obama, La formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2015, p.963-964

³⁷⁷ Jessica Stern. « Obama and Terrorism : Like It or Not, the War Goes On ». *Foreign Affairs*, Vol. 94, No. 5, 2015, p.68

³⁷⁸ *The Atlantic*, Jeffrey Goldberg, *The Obama Doctrine*, Avril 2016, En ligne : <http://www.theatlantic.com/magazine/archive/2016/04/the-obama-doctrine/471525/>, page consultée le 24 mars 2016

³⁷⁹ *The New York Times*, Text : *Obama's Speech in Cairo*, 4 juin 2009, En ligne : http://www.nytimes.com/2009/06/04/us/politics/04obama.text.html?_r=0, page consultée le 20 avril 2016

³⁸⁰ Gallup, *Americans Cite Cyberterrorism Among Top Three Threats To U.S.*, *Op. Cit.*

nucléaire iranien comme une menace existentielle à sa survie. L'Arabie Saoudite, qui rivalise avec l'Iran au Moyen-Orient, s'inquiète aussi de cet accord.

L'accord nucléaire a été conclu après des années de négociations entre l'Iran et les grandes puissances. La conclusion de cet accord est donc étroitement liée aux relations entre les États-Unis et les grandes puissances. Il en va de la crédibilité des États-Unis sur la scène internationale. Comme l'affirme le président russe Vladimir Poutine, la volonté politique exprimée par les États dans la négociation de cet accord est une garantie de son implantation.³⁸¹ Obama émet l'argument selon lequel il serait maintenant impossible pour les États-Unis de rejeter cet accord et d'introduire un régime de sanctions efficace sans les autres pays:

*Our closest allies in Europe, or in Asia -- much less China or Russia -- certainly are not going to agree to enforce existing sanctions for another 5, 10, 15 years according to the dictates of the U.S. Congress. Because their willingness to support sanctions in the first place was based on Iran ending its pursuit of nuclear weapons. [...] those who say we can just walk away from this deal and maintain sanctions are selling a fantasy. Instead of strengthening our position as some have suggested, Congress's rejection would almost certainly result in multilateral sanctions unraveling. If, as has also been suggested, we tried to maintain unilateral sanctions, befeen them up, we would be standing alone.*³⁸²

Cet accord a également compliqué les relations des États-Unis avec Israël. En effet, les Israéliens sont totalement opposés aux concessions envers l'Iran et se sont faits les promoteurs de la ligne dure contre ce pays. Netanyahu, devant le Congrès en mars 2015, s'est clairement opposé à la conclusion de cet accord : « *My friends, for over a year, we've been told that no deal is better than a bad deal. Well, this is a bad*

³⁸¹ President of Russia, *Statement by the President of Russia Vladimir Putin following completion of negotiations on Iran's nuclear program*, 14 juillet 2015, En ligne : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/49957>, page consultée le 21 mars 2016

³⁸² The White House, *Remarks by the President on the Iran Nuclear Deal*, 5 août 2015, En ligne : <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/08/05/remarks-president-iran-nuclear-deal>, page consultée le 21 mars 2016

deal. It's a very bad deal. We're better off without it ». ³⁸³ De plus, l'opinion publique israélienne était pour le moins sceptique face à cet accord. En effet, 69 % des Israéliens s'y opposaient alors que seulement 10 % étaient en faveur. ³⁸⁴

Finalement, les Saoudiens voient d'un mauvais œil l'allégement des sanctions contre l'Iran. Ils croient que les milliards de dollars dégagés par la levée des sanctions et par le retour de l'Iran sur le marché pétrolier mondial serviront Téhéran dans sa volonté hégémonique. L'Arabie Saoudite est en effet impliquée dans des guerres par factions interposées contre l'Iran en Syrie, en Irak et au Yémen. ³⁸⁵ De plus, l'apport de l'Iran au marché du pétrole risque d'alimenter la surabondance dans un marché où les prix ont chuté en raison du fait que l'offre excède largement la demande. ³⁸⁶ L'Arabie Saoudite a d'ailleurs déjà été durement touchée par ces baisses de prix, car une large part de son budget dépend de la manne pétrolière. ³⁸⁷

Le dossier du nucléaire iranien est donc un enjeu central de la politique étrangère américaine. L'approche d'Obama dans cette affaire s'inscrit dans une tendance plus large de vouloir se désengager militairement du Moyen-Orient et de tenter de régler les conflits par la voie diplomatique. ³⁸⁸ Cet enjeu a aussi une importance cruciale, tant pour la population américaine que pour les alliés des États-Unis. Obama voit d'ailleurs l'accord nucléaire iranien comme un de ses héritages de

³⁸³ *The Washington Post*, *The complete transcript of Netanyahu's address to Congress*, 3 mars 2015, En ligne : <https://www.washingtonpost.com/news/post-politics/wp/2015/03/03/full-text-netanyahus-address-to-congress/>, page consultée le 21 mars 2016

³⁸⁴ *Haaretz*, Judy Maltz, *Polls Show Israelis Strongly Oppose Iran Nuclear Deal*, 12 août 2015, En ligne : <http://www.haaretz.com/israel-news/premium-1.670835>, page consultée le 21 août 2016

³⁸⁵ *The Telegraph*, Con Coughlin, *Barack Obama's ill advised nuclear deal with Iran has kickstarted a new arms race*, 12 mars 2016, En ligne : <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/middleeast/iran/12192078/Barack-Obamas-ill-advised-nuclear-deal-with-Iran-has-kickstarted-a-new-arms-race.html>, page consultée le 18 mars 2016

³⁸⁶ *The New York Times*, Clifford Krauss et Stanley Reed, *Iran Set to Pump More Oil Into Market Glut*, 18 janvier 2016, En ligne : <http://www.nytimes.com/2016/01/19/business/international/oil-iran-sanctions.html>, page consultée le 18 mars 2016

³⁸⁷ *The Wall Street Journal*, Ahmed Al Omran et Margherita Stancati, *New Saudi Budget Expected to Be Squeezed by Low Oil Prices*, 23 décembre 2015, En ligne : <http://www.wsj.com/articles/new-saudi-budget-expected-to-be-squeezed-by-low-oil-prices-1450915313>, page consultée le 18 mars 2016

³⁸⁸ *The Atlantic*, Jeffrey Goldberg, *The Obama Doctrine*, Op.Cit.

politique étrangère. Ainsi, la centralité de cet enjeu explique la décision de Menendez d'y consacrer tant d'énergie. Il exprime d'ailleurs bien l'importance de cet enjeu : « *This is one of the most serious national security, nuclear nonproliferation, arms control issue of our time. It is not an issue of supporting or opposing the President. This issue is much greater and graver than that* ». ³⁸⁹

3.4 Conclusion

Cette étude de cas nous permet de tirer des conclusions sur les éléments qui ont poussé Menendez à s'opposer au président Obama sur le développement du nucléaire en Iran. Ses actions dans ce dossier sont étroitement liées à son expérience et à sa préoccupation de longue date pour ce problème. En effet, depuis ses années à la Chambre des représentants, celui-ci s'est profondément impliqué dans les relations internationales et a ainsi développé une expertise respectée dans ce domaine. Plus précisément, son soutien indéfectible à l'État d'Israël l'a amené à s'inquiéter de l'Iran depuis les années 90. Le non-respect des valeurs démocratiques et des droits de l'homme par l'Iran l'a d'autant plus incité à s'opposer à l'ouverture envers l'Iran. Ensuite, certains éléments de contexte ont contribué à déterminer ses actions. Son siège sur la CSRE lui a permis d'avoir une tribune et une légitimité essentielle. De plus, en siégeant sur cette commission, Menendez a pu se forger une opinion éclairée, ce qui explique sa décision de s'opposer à Obama. Le lobby israélien au New Jersey, qui est très important pour Menendez, l'a certainement encouragé à adopter ces positions dans ce dossier. De plus, le contexte électoral a fait que les risques politiques encourus étaient limités. En effet, ce dernier s'est surtout opposé au président après avoir été réélu pour un mandat de six ans, ce qui lui a laissé une certaine liberté d'action. Ses positions étaient approuvées par une majorité d'Américains et le président Obama bénéficiait alors d'un appui limité dans la population. La centralité de cet enjeu, pour la communauté internationale comme

³⁸⁹ *The Jewish Press*, Lowi Lowenthal Marcus, *Full Text of Speech on Nuclear Iran Deal Given by Sen. Menendez*, Op. Cit.

pour la population américaine, explique aussi que Menendez s'y soit consacré. Même s'il est difficile d'affirmer hors de tout doute que ses prises de positions ont eu un effet sur la progression de sa carrière, elles ne semblent pas l'avoir retardée. En effet, Menendez est devenu un sénateur influent qui est reconnu pour son expertise en politique étrangère, sa capacité à travailler avec l'opposition et ses habilités pour récolter du financement politique. Finalement, ce chapitre démontre que les relations entre les individus peuvent aussi avoir influencé son comportement. En effet, ses relations délicates avec le président peuvent l'avoir poussé à s'opposer plus activement à celui-ci.

CONCLUSION

Ces études de cas nous ont permis de démontrer qu'en dépit des idées reçues, l'explication partisane du comportement des législateurs en politique étrangère doit être dépassée et nuancée. Les facteurs personnels, tels que l'expérience et les valeurs, semblent être de meilleurs facteurs explicatifs des agissements de ceux-ci dans ce domaine. De plus, il importe de bien saisir les différents éléments du contexte qui peuvent avoir influencé le raisonnement des élus qui décident de s'opposer au président. En effet, en plus de l'affiliation partisane, ceux-ci doivent composer avec des pressions variées et parfois contradictoires. Nous avons démontré comment le contexte international, la volonté de réélection, le positionnement institutionnel et les relations interpersonnelles entre les différents acteurs du processus sont des facteurs qui se juxtaposent de manière singulière et qui doivent être pris en compte par les élus dans leur processus décisionnel.

Nos études de cas démontrent que l'expérience est un facteur important pour expliquer pourquoi certains élus s'impliquent en politique étrangère. En conformité avec l'observation de Carter et Scott selon laquelle l'élément central pour expliquer l'entrepreneuriat en politique étrangère est le dévouement ou la passion pour un enjeu ou pour la politique étrangère en général³⁹⁰, notre recherche démontre que l'expérience des deux législateurs étudiés a joué un rôle important dans leur décision de s'opposer au président. Ainsi, l'expérience de McCain comme prisonnier de guerre au Vietnam était déterminante dans sa décision de s'opposer à l'emploi de techniques d'interrogatoires renforcées contre les prisonniers capturés par les États-Unis. De son côté, Menendez a développé un intérêt marqué et une connaissance approfondie du programme nucléaire iranien après avoir passé de nombreuses années au sein de

³⁹⁰ Ralph G. Carter et James M. Scott. *Choosing to Lead: Understanding Congressional Foreign Policy Entrepreneurs. Op. Cit.*, p.22

commissions responsables de la politique étrangère au Congrès. L'expérience est donc un facteur central pour expliquer le comportement des élus en politique étrangère.

Ensuite, leurs valeurs ont également eu un impact sur les positions qu'ils ont adoptées. En effet, comme le concevait Barry Burden, les valeurs de ces élus ont constitué la fondation de leurs positions et les critères sur lesquels ils se sont appuyés pour prendre leurs décisions.³⁹¹ Les valeurs chères à John McCain, liées aux institutions militaires, telles que l'honneur, le sens du devoir, l'esprit de corps et la loyauté envers les institutions démocratiques américaines ont guidé sa prise de décision dans le dossier de la torture. En effet, il tenait à dénoncer ce qu'il considérait comme contraire à ces valeurs. Les positions de Menendez semblent aussi ancrées dans le registre des valeurs liées au système politique américain. Il s'oppose notamment à l'Iran en raison de son caractère non-démocratique, de son soutien au terrorisme et de ses violations des libertés civiles et religieuses. Il se pose aussi en défenseur de l'État d'Israël, la seule démocratie au Moyen-Orient, face au régime autoritaire en Iran. Les positions de ces sénateurs sont donc amplement ancrées dans leurs valeurs.

L'effet de l'idéologie de ces élus sur leurs agissements en politique étrangère semble plutôt limité. En effet, même si ces deux sénateurs semblent être légèrement plus modérés que leurs collègues, ils sont, de manière générale, beaucoup plus proches idéologiquement des autres membres de leurs partis que de leurs adversaires politiques. Nos études de cas remettent donc en question les conclusions de plusieurs auteurs qui voyaient en l'idéologie un facteur important pour expliquer le comportement, plus particulièrement les votes, des élus en politique étrangère.³⁹²

³⁹¹ Barry Burden. *Op. Cit.*, p.144

³⁹² Frank Wayman. *Op. Cit.*; James McCormick et Michael Black. *Op. Cit.*, et Hidelbrandt *et al.* *Op. Cit.*

Nos études de cas démontrent également qu'une des hypothèses avancées par Richard Fenno semble être plausible. Selon lui, les législateurs décideraient de s'impliquer dans le domaine de la politique étrangère afin d'accroître leur visibilité et d'asseoir leur crédibilité dans le but de préparer une éventuelle campagne présidentielle.³⁹³ Le cas de McCain correspond parfaitement à cette logique et celui-ci a travaillé fort afin d'établir sa crédibilité dans le domaine des affaires étrangères pour favoriser sa candidature présidentielle. Bien que le scandale de corruption auquel Menendez fait face ait torpillé ses chances de se présenter pour la présidence, on peut penser que le sénateur tentait également de se faire mieux connaître sur la scène nationale en s'impliquant dans les débats de politique étrangère. Cependant, pour Fenno, cette implication en politique étrangère se fait souvent au détriment de l'acquisition d'influence au sein du Congrès. Ce dernier considérerait que les commissions responsables des affaires étrangères étaient prestigieuses mais qu'elles n'étaient pas particulièrement puissantes au Congrès.³⁹⁴ Les cas de McCain et de Menendez ont démontré que l'implication en politique étrangère ne se fait pas nécessairement au détriment de l'acquisition d'influence au Congrès. Leur opposition au président leur a donné une réputation d'indépendance d'esprit qui leur a permis de construire des coalitions et de s'assurer de l'appui d'une large majorité de sénateurs. Ils ont tous les deux réussi à atteindre le rang de président d'une commission clé dans le processus de formulation de la politique étrangère. Leur opposition sur ces enjeux a donc favorisé leurs ambitions plus larges mais également leur influence au Sénat.

L'opinion publique est également intervenue dans le processus de décision de ces sénateurs. Dans les deux cas, elle semble avoir été favorable à la position de ces sénateurs et non pas à celle du président. De plus, les conditions nécessaires pour que l'opinion publique joue un rôle dans le processus de décision des acteurs semblent avoir été réunies. En effet, pour que l'opinion publique, qui est généralement peu

³⁹³ Richard Fenno. *Congressmen in Committees. Op. Cit.*, p.141-143

³⁹⁴ *Idem*

informée et plutôt indifférente face aux enjeux de politique étrangère, puisse avoir un impact sur la politique extérieure, il doit y avoir un débat au sein des élites qui influenceront à leur tour différents segments de la population.³⁹⁵ Dans les deux cas, les sénateurs étudiés ont réussi à convaincre l'opinion publique de la justesse de leurs positions.

De plus, ces sénateurs ont bénéficié d'un avantage important dans cette bataille. En effet, ils se sont opposés à des présidents lorsque ceux-ci étaient politiquement affaiblis et que leurs taux d'approbation étaient bas. Ce constat concorde avec les attentes théoriques qui prévoient que l'influence du président sur les législateurs serait liée à son prestige et à sa capacité à punir ou à récompenser les membres du Congrès.³⁹⁶ Avec de faibles taux d'approbation dans leurs deuxièmes mandats, les présidents Bush et Obama se sont retrouvés dans la situation où ils étaient des boulets pour leurs partis et où ils ne pouvaient même plus faire campagne pour les membres du Congrès. L'état de l'opinion publique était donc favorable à l'opposition de ces sénateurs.

Dans les cas que nous avons étudiés, la volonté de réélection, loin d'être le facteur dominant pour expliquer le comportement des acteurs, est un seuil minimal à atteindre. Ainsi, les acteurs se comportent de manière à éviter de mettre leur réélection en péril, mais sont libres de poursuivre des objectifs personnels lorsque celle-ci est garantie. Ce constat est donc compatible avec la thèse classique de David Mayhew, qui postulait que les élus se souciaient avant tout de leur réélection mais qu'ils pouvaient également chercher à accomplir d'autres objectifs si cette réélection était assurée.³⁹⁷ Les marges électorales confortables de Menendez et de McCain leurs permettent donc de poursuivre d'autres objectifs, dont celui d'avoir un impact sur la politique étrangère. C'est d'autant plus vrai que les électeurs portent généralement

³⁹⁵ Philip Powlick et Andrew Katz. *Op. Cit.* p.34-35

³⁹⁶ David Mayhew. *Op. Cit.*, p.43; William Howell et Jon C. Pevehouse. « Presidents, Congress and the Use of Force ». *Op. Cit.* et Timothy Hideland et al. *Op. Cit.*, p.6

³⁹⁷ David Mayhew. *Op. Cit.*, p.5-16

peu attention à la politique étrangère dans leurs choix électoraux. L'implication en politique étrangère génère donc peu de risques pour les législateurs.³⁹⁸

Les élus sont tout de même très attentifs aux signaux envoyés par les électeurs de leurs circonscriptions, et particulièrement à ceux envoyés par leurs supporteurs, cette frange de l'électorat essentielle à leur réélection.³⁹⁹ Plus spécifiquement, un groupe ethnique, concentré géographiquement au sein d'une circonscription, peut avoir une influence notable sur un membre du Congrès, particulièrement si la position que ce groupe défend ne suscite pas d'opposition importante.⁴⁰⁰ Ces groupes amassent des contributions politiques, mobilisent leurs électeurs et tentent d'influencer l'opinion publique afin d'avoir un impact sur les positions adoptées par leurs représentants élus.⁴⁰¹ Le lien entre Menendez et la communauté juive du New Jersey est l'exemple parfait de cette dynamique. En l'appuyant financièrement et électoralement, cette communauté a réussi à influencer la position de Menendez et l'a amené à s'impliquer de manière prépondérante dans les débats entourant la question du programme nucléaire iranien. Dans une moindre mesure, la position de McCain s'explique aussi par l'attention qu'il porte à l'opinion d'un groupe d'électeurs, les vétérans.

Ensuite, les sénateurs étudiés ont habilement utilisé leurs positions institutionnelles pour promouvoir leurs initiatives. Pour Carter et Scott, les législateurs qui siègent sur des commissions liées aux affaires internationales sont bien placés pour promouvoir leurs initiatives.⁴⁰² McCain et Menendez ont utilisé leurs sièges sur les principales commissions responsables de la politique étrangère, la CSSA et la CSRE, pour faire valoir leurs points de vue, introduire des projets de lois et poser des questions à des responsables et des experts lors d'audiences publiques au

³⁹⁸ Barry Hughes. *Op. Cit.*, p. 89 à 96

³⁹⁹ Richard Fenno. « U.S. House Members in Their Constituencies : An Exploration ». *Op. Cit.*

⁴⁰⁰ David Paul et Rachel Anderson Paul. *Op. Cit.*, p. 200 à 211, et Joseph Patten. *Op. Cit.*, p.75

⁴⁰¹ David Paul et Rachel Anderson Paul. *Op. Cit.*, p. 59 à 99

⁴⁰² Ralph G. Carter et James M. Scott. *Choosing to Lead: Understanding Congressional Foreign Policy Entrepreneurs. Op. Cit.*, p.224 à 228

sein de ces commissions. En étant membres de celles-ci pendant de nombreuses années, ils ont acquis l'expérience et le prestige nécessaires pour se faire écouter par leurs collègues au Sénat. L'appartenance à une de ces commissions serait donc plus un moyen d'être efficace qu'un facteur qui explique les positions d'un sénateur.

Pour Carter et Scott, le fait d'occuper une position au sein du leadership des partis permettrait également aux législateurs d'influencer la politique étrangère.⁴⁰³ Cependant, les sénateurs que nous avons étudiés démontrent qu'il est tout de même possible de contrecarrer la volonté de l'administration même si on ne contrôle pas l'agenda du parti au Congrès. Bien sûr, il est possible que le contrôle de leviers institutionnels supplémentaires aurait permis à ces sénateurs d'être plus efficaces dans leurs initiatives. Cependant, ceux-ci restent tout de même des sénateurs influents capables de défendre leurs visions des choses au Congrès. En travaillant de concert avec leurs adversaires politiques, ils ont réussi à constituer des majorités substantielles pour soutenir leurs initiatives et s'opposer à leurs présidents. De plus, l'obtention d'un poste de leadership aurait demandé de ceux-ci une plus grande dose de conformisme, ce qui aurait limité leur liberté d'action et de parole.

Le contexte international a également joué un certain rôle dans nos études de cas. En effet, pour James Lindsay, le sentiment de sécurité ou d'insécurité qui émane du contexte international influence le comportement des membres du Congrès. Lorsque la population se sent en sécurité, le Congrès sera plus enclin à faire prévaloir ses prérogatives et à s'opposer au président.⁴⁰⁴ Ainsi, après le 11 septembre, le Congrès a donné carte blanche au président pour mener sa politique étrangère. Au fur et à mesure que cette insécurité s'est atténuée, le Congrès est devenu de plus en plus critique des politiques de George W. Bush. McCain obéit aussi à cette logique et devient de plus en plus critique sur la question du traitement des prisonniers lorsque

⁴⁰³ *Ibid.*, p.229

⁴⁰⁴ James Lindsay. « Deference and Defiance: The Shifting Rythms of Executive-Legislative Relations in Foreign Policy ». *Op. Cit.*, p.530

la peur du terrorisme s'estompe. Les sénateurs seront également attentifs aux effets des débats de politique étrangère sur les alliés des États-Unis. Ils se sont opposés au président et ont investi leurs énergies sur des dossiers qui étaient très importants à ce moment là, tant aux États-Unis que pour la communauté internationale. Bien que les enjeux étudiés ne puissent être considérés comme des enjeux critiques de politique étrangère, au sens où Henahan l'entend, ils demeurent des enjeux particulièrement importants des présidences étudiées.⁴⁰⁵

Finalement, il apparaît que les relations personnelles entre les acteurs doivent être prises en compte. En effet, les relations délicates entre ces sénateurs et le président les ont poussés à être plus agressifs dans leurs critiques. Des événements antérieurs aux débats que nous avons étudiés avaient déjà envenimé les relations entre McCain et Bush, qui avaient dû s'affronter lors d'une campagne électorale très dure en 2000, et entre Menendez et Obama, qui s'étaient distancés suite aux élections de 2008. Bien que la rancœur personnelle ne puisse pas expliquer à elle seule les actions de ces sénateurs, il n'empêche que l'absence d'affinités personnelles a certainement levé certains scrupules à s'opposer au président. L'impact des relations personnelles entre les acteurs a été négligé par la littérature et cette étude démontre que l'on devrait y porter plus souvent attention.

Ce mémoire avait pour objectif de combler certaines lacunes dans l'étude des membres individuels du Congrès. Pour Carter et Scott, les facteurs qui motivent les entrepreneurs de politique étrangère sont une dimension qui a été sous-étudiée.⁴⁰⁶ Ceux-ci postulent néanmoins que l'élément le plus important semble être la passion et l'intérêt personnel pour un enjeu spécifique.⁴⁰⁷ Ils rejoignent donc la thèse de Barry Burden qui perçoit les facteurs personnels tels que l'expérience, l'idéologie et les

⁴⁰⁵ Marie Henahan. *Op. Cit.*, p.65

⁴⁰⁶ Ralph G. Carter et James M. Scott. *Choosing to Lead: Understanding Congressional Foreign Policy Entrepreneurs. Op. Cit.*, p.245

⁴⁰⁷ *Ibid*, p.22

valeurs comme étant les éléments clé qui expliquent le comportement des élus.⁴⁰⁸ Nos études de cas soutiennent fortement cette manière de voir les choses car les expériences et les valeurs des sénateurs étudiés peuvent largement expliquer leurs positions dans ces dossiers.

Néanmoins, notre démarche démontre aussi que l'on ne doit pas pour autant négliger le contexte dans lequel les décisions se prennent car ce dernier a aussi un impact important sur les actions des législateurs. En effet, comme le postulait Mayhew et Fenno, la volonté de réélection est le but principal des législateurs.⁴⁰⁹ Le contexte électoral, et tous les éléments qui peuvent influencer les chances de réélection des élus, tels que la composition de l'électorat, les opinions des électeurs, la collecte de financement politique ou la force de l'opposition, sont des éléments clés qui influencent les décisions des élus. On remarque que les sénateurs étudiés ont bénéficié d'un contexte qui favorisait leur réélection, ce qui leur a permis de s'opposer au président en minimisant le risque politique que ce comportement aurait pu amener. Le contexte était donc largement favorable à cette opposition. Dans *Profiles in Courage*, John F. Kennedy affirme que de s'opposer à son parti et à son président demande du courage mais qu'on ne peut comparer cela au courage nécessaire pour s'opposer à ses électeurs. Dans un sens, il exprimait bien le raisonnement des sénateurs que nous avons étudiés. Entre l'option d'être loyal au président et celle d'être loyal à leurs principes et à leurs électeurs, McCain et Menendez ont choisi la seconde.

De manière générale, c'est donc la combinaison des convictions personnelles des sénateurs et d'un contexte favorable qui explique l'opposition au président. On en reste cependant à se demander lequel de ces deux éléments auraient été priorisés par les sénateurs si l'affirmation de leurs convictions personnelles avait nuit à leurs

⁴⁰⁸ Barry Burden. *Op. Cit.*, p.5

⁴⁰⁹ David Mayhew. *Op. Cit.*, p.5 et Richard Fenno. *Congressmen in Committees. Op. Cit.*, p.1

chances de réélection. Répondre à cette question hypothétique nous permettrait peut-être de déterminer si l'un de ces facteurs est plus important que l'autre pour les élus.

Notre démarche de recherche s'est attardée à bien comprendre les différentes subtilités du processus de décision de deux entrepreneurs de politique étrangère qui défient la loyauté partisane. Cette entreprise nous informe aussi d'une manière plus large sur les facteurs qui influencent les législateurs, peu importe qu'ils soient en accord ou en désaccord avec leurs partis. Ainsi, même dans un cas de figure où la loyauté partisane aurait été respectée, il serait intéressant de s'attarder aux différentes subtilités du processus de décision de ces législateurs. Pour nous, c'est là le plus grand avantage de la méthode que nous avons utilisée, celui d'étudier en détail certains cas précis afin de saisir, dans les limites du possible, la complexité d'un phénomène. Cette approche comporte cependant une faiblesse importante, au regard de la généralisation des résultats. En effet, il est difficile de conclure hors de tout doute que les facteurs qui ont été plus ou moins importants dans nos études de cas, pourraient expliquer le comportement d'autres législateurs dans des cas différents. Il faudrait donc élargir l'échantillon tout en tenant compte des activités non-législatives. Il serait donc intéressant et pertinent de vérifier si nos résultats de recherche s'appliquent à d'autres cas en effectuant de nouvelles études ou en formulant des hypothèses qui pourraient être testées à l'aide d'un échantillon plus large. On pourrait commencer par étudier les efforts de Diane Feinstein pour mieux réglementer la surveillance antiterroriste et de Chuck Hagel pour réorienter la politique américaine en Irak que nous avons identifiés en introduction. Nous pourrions aussi nous concentrer sur un des facteurs clés que nous avons identifiés, l'expérience par exemple, afin de vérifier à l'aide d'un échantillon plus grand si tous les entrepreneurs de politique étrangère s'appuient sur leur vécu pour agir. Ainsi, la question des facteurs qui influencent le comportement des élus en politique étrangère mérite d'être approfondie.

Même si une étude de seulement deux cas ne nous permet pas de remettre en question l'idée reçue selon laquelle le facteur partisan est très important pour expliquer le comportement des membres du Congrès, cela soulève certaines questions. Dans une période où la polarisation partisane atteint des niveaux records, le fait que certains élus réagissent à d'autres facteurs et ignorent la partisanerie nous poussent à croire que l'effet de la loyauté partisane mérite d'être nuancé. En effet, les élus respectent peut-être la logique partisane pour d'autres raisons plus subtiles que la simple étiquette de parti. Serait-ce que les membres d'un même parti partagent généralement des idéologies, des valeurs et des visions communes? Serait-ce donc cette vision semblable qui expliquerait la cohésion plus que la simple étiquette partisane? De plus, la loyauté partisane doit être aussi envisagée dans une perspective électorale. En effet, les élus évitent généralement de défier les positions de leur parti car cela peut être coûteux sur le plan électoral. Les membres du Parti républicain sont particulièrement vulnérables à ces attaques et le moindre écart du dogme conservateur peut amener un adversaire plus à droite à les défier lors des primaires.⁴¹⁰ Il existe également une tension réelle entre les fonctions du Congrès et celle de la présidence. Même lorsque le président est de leur parti, certains législateurs seront prompts à défendre les prérogatives historiques du Congrès. En ce sens, la loyauté partisane elle-même est une notion complexe qui peut inclure plusieurs tensions contradictoires. Même dans une ère de polarisation extrême, les partis incluent des membres qui ont des motivations et des visions complexes.

⁴¹⁰ Shigeo Hirano et al. « Primary Elections and Partisan Polarization in Congress ». *Quarterly Journal of Political Science*, Vol. 5, 2010, p.170

BIBLIOGRAPHIE

ABC News, Josh Margolin, *Obama Turns to Former Foe Menendez as Ally on Syria Action*, 3 septembre 2013, En ligne : <http://abcnews.go.com/Politics/obama-turns-foe-menendez-ally-syria-action/story?id=20139264>, page consultée le 16 mars 2016.

AIPAC, Speeches, 2013, *Robert Menendez*, En ligne : <http://www.aipac.org/act/attend-events/policy-conference/videos/2013/speeches/menendez>, page consultée le 14 mars 2016.

Americans for Democratic Action, Voting Records, En ligne : <http://www.adaction.org/pages/publications/voting-records.php>, page consultée le 26 janvier 2016.

Amnesty International, *Une décennie d'atteinte aux Droits Humains*, En ligne : <https://www.amnesty.ch/fr/themes/torture/guantanamo/RapportGuantanamoFranais.pdf>, page consultée le 26 février 2016.

Arms Control Association, *Clinton Signs Iran Nonproliferations Act*, En ligne : https://www.armscontrol.org/act/2000_04/irnap00, page consultée le 11 mars 2016.

Azcentral.com, Dan Nowicki et Bill Muller, *McCain Profile: The Senate calls*, En ligne : <http://www.azcentral.com/news/election/mccain/articles/2007/03/01/20070301mccainbio-chapter6.html>, page consultée le 11 janvier 2016.

BARTELS, Larry. «Consituency Opinion and Congressional Policy Making : The Reagan Defense Build Up ». *The American Political Science Review*, Vol.85, no.2, 1991.

BBC, *Poll : World view of United States goes from bad to worse*, 23 janvier 2007, En ligne : http://www.bbc.co.uk/pressoffice/pressreleases/stories/2007/01_january/23/us.shtml, page consultée le 26 février 2016.

BENRAAD, Myriam. *Irak : La revanche de l'Histoire, De l'occupation étrangère à l'État islamique*. Paris, Éditions Vendémiaire, 2015.

Biographical Directory of the United States Congress, *Menendez, Robert*, En ligne : <http://bioguide.congress.gov/scripts/biodisplay.pl?index=m000639>, page consultée le 6 mars 2016.

Bloomberg, Billy House et Kathleen Miller, *Obama Gains 41 U.S. Senate Votes to Uphold Iran Nuclear Deal*, le 8 septembre 2015, En ligne : <http://www.bloomberg.com/politics/articles/2015-09-08/obama-gains-41-u-s-senate-votes-to-uphold-iran-nuclear-deal>, page consultée le 9 mars 2016.

BOUCHER, Vincent. *Entre alliés et adversaires : Les principales figures républicaines du Congrès et la politique étrangère et de défense de Barack Obama (111^e et 112^e Congrès)*. Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, 2015.

Breitbart, Charlie Spiering, *With Lindsey Graham Out, Where Will John McCain Turn in 2016*, 21 décembre 2015, En ligne : <http://www.breitbart.com/big-government/2015/12/21/lindsey-graham-will-john-mccain-turn-2016/>, page consultée le 15 février 2016.

BROCK, David et WALDMAN, Paul. *Free Ride, John McCain and the Media*. New York, Anchor Books, 2008.

Brown University, Watson Institute of International and Public Affairs, *Costs of War, U.S. and allied killed and wounded*, En ligne : <http://watson.brown.edu/costsofwar/costs/human/military>, page consultée le 24 février 2016.

BURDEN, Barry C. *Personal Roots in Representation*. New York : Oxford University Press, 2005.

Bureau of Labor Statistics, *Labor Force Statistics from the Current Population Survey*, En ligne : http://data.bls.gov/timeseries/LNS14000000?data_tool=XGtable, page consultée le 18 mars 2016.

BURGIN, Eileen. « Representatives' Decision on Participation on Foreign Policy Issues ». *Legislative Studies Quarterly*, vol.16, no.4, 1991.

———. « The Influence of Constituents », Dans Ripley, Randall B. et James M. Lindsay (dir.). *Congress Resurgent. Foreign and Defense Policy on Capitol Hill*. Ann Arbor: The University of Michigan Press, 1993.

BUSH, George W. *Decision Points*. New York, Virgin Books, 2010.

BYRD, Robert C. « Selling the War », *Losing America: Confronting a Reckless and Arrogant Presidency*. New York, Norton, 2004.

CARTER, Ralph G. « Congress and Post-Cold War U.S. Foreign Policy », dans *After the End: Making U.S. Foreign Policy in the Post-Cold War World*. Durham, Duke University Press, 1998.

CARTER, Ralph G., et SCOTT, James M. « Understanding Congressional Foreign Policy Innovators: Mapping Entrepreneurs and their Strategies ». *The Social Science Journal*, vol.47, 2010.

———. « Setting a Course: Congressional Foreign Policy Entrepreneurs in Post-World War II U.S. Foreign Policy ». *International Studies Perspectives*, vol. 5, 2004.

———. « Taking the Lead: Congressional Foreign Policy Entrepreneurs in U.S. Foreign Policy ». *Politics & Policy*, vol.32, no.1, mars 2004.

———. *Choosing to lead: Understanding Congressional Foreign Policy Entrepreneurs*. Durham et Londres: Duke University Press, 2009.

CATO Institute, Christopher Preble, *Iraq and the Election of 2004*, 26 novembre 2004, En ligne : <http://www.cato.org/publications/commentary/iraq-election-2004>, page consultée le 8 février 2016.

CNN Politics, Election Center 2008, *Republican Primary Results*, En ligne : <http://www.cnn.com/ELECTION/2008/primaries/results/scorecard/#val=R2>, page consultée le 5 février 2016.

CNN, *2004 Election Results, Arizona Exit Poll*, En ligne : <http://www.cnn.com/ELECTION/2004/pages/results/states/AZ/S/01/epolls.0.html>, page consultée le 8 février 2016.

———, *2004 Election Results, National Exit Poll*, En ligne : <http://www.cnn.com/ELECTION/2004/pages/results/states/US/P/00/epolls.0.html>, page consultée le 8 février 2016.

———, *Election 2012 : Results*, En ligne : <http://www.cnn.com/election/2012/results/main/>, page consultée le 17 mars 2016.

———, *President : Full Results, Exit Polls*, En ligne : <http://www.cnn.com/election/2012/results/race/president/#exit-polls>, page consultée le 17 mars 2016.

_____, President : New Jersey, Exit Polls, En ligne : <http://www.cnn.com/election/2012/results/state/NJ/president/>, page consultée le 17 mars 2016.

_____, Stephen Collinson, *Menendez : White House's least favorite Dem*, 9 mars 2015, En ligne : <http://www.cnn.com/2015/03/06/politics/menendez-corruptoin-charges-obama-relationship/>, page consultée le 16 mars 2016.

Commission on National Debates, *October 22, 2012 Debate Transcript*, En ligne : <http://debates.org/index.php?page=october-22-2012-the-third-obama-romney-presidential-debate>, page consultée le 18 mars 2016.

Committee on Foreign Relations, United States Senate, *Membership and Jurisdiction of Subcommittees*, En ligne : <http://www.foreign.senate.gov/imo/media/doc/Jurisdiction%20and%20Subcommittees%20114th%20congress.pdf>, page consultée le 22 mars 2016.

Congress.gov, *H.R. 1191 (114th Congress)*, En ligne : <https://www.congress.gov/bill/114th-congress/house-bill/1191/text/pl>, page consultée le 9 mars 2016.

_____, *H.R. 1477 (106th Congress)*, En ligne : <https://www.congress.gov/bill/106th-congress/house-bill/1477>, page consultée le 11 mars 2016.

_____, *H.R. 4851 (105th Congress)*, En ligne : <https://www.congress.gov/bill/105th-congress/house-bill/4851/all-actions>, page consultée le 10 mars 2016.

_____, *S. Amdt. 1414 to S.1867 (112th Congress)*, En ligne : <https://www.congress.gov/amendment/112th-congress/senate-amendment/1414/actions>, page consultée le 8 mars 2016.

_____, *S. Res. 65 (113th Congress)*, En ligne : <https://www.congress.gov/bill/113th-congress/senate-resolution/65/text?q=%7B%22search%22%3A%5B%22%5C%22sres65%5C%22%22%5D%7D&resultIndex=2>, page consultée le 9 mars 2016.

Congressional Record-Extensions of Remarks, le 3 juin 1998, *p. E1002*, En ligne : <https://www.congress.gov/crc/1998/06/03/CREC-1998-06-03-pt1-PgE1002.pdf>, page consultée le 10 mars 2016.

Congressional Record-House, 18 mai 2000, *p.H3312*, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/2000/05/18/CREC-2000-05-18-pt1-PgH3312-7.pdf>, page consultée le 14 mars 2016.

_____, 9 juin 1998, *p.H4290*, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/1998/06/09/CREC-1998-06-09-pt1-PgH4283.pdf>, page consultée le 11 mars 2016.

Congressional Record-Senate, 10 mai 2004, *p. S5070*, En ligne : <https://www.congress.gov/congressional-record/2004/05/10/senate-section/article/S5066-1>, page consultée le 24 août 2015.

_____, 11 mars 2010, *p. S1421*, En ligne : <https://www.gpo.gov/fdsys/pkg/CREC-2010-03-11/pdf/CREC-2010-03-11-pt1-PgS1421-2.pdf#page=1>, page consultée le 8 mars 2016.

_____, 12 octobre 2011, *p. S6446*, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/2011/10/12/CREC-2011-10-12-pt1-PgS6418-2.pdf>, page consultée le 14 mars 2016.

_____, 12 octobre 2011, *p. S6447*, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/2011/10/12/CREC-2011-10-12-pt1-PgS6418-2.pdf>, page consultée le 9 mars 2016.

_____, 13 février 2008, *p. S927 à S934*, En ligne : <https://www.congress.gov/congressional-record/2008/2/13/senate-section/article/s927-3?q=%7B%22search%22%3A%5B%22s927%22%5D%7D&resultIndex=4>, page consultée le 27 août 2015.

_____, 15 juillet 2014, *p. S4486*, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/2014/07/15/CREC-2014-07-15-pt1-PgS4480-2.pdf>, page consultée le 11 mars 2016.

_____, 17 mai 2012, *p. S3254*, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/2012/05/17/CREC-2012-05-17-pt1-PgS3252-3.pdf>, page consultée le 8 mars 2016.

_____, 21 mai 2012, *p. S3321*, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/2012/05/21/CREC-2012-05-21-pt1-PgS3316-2.pdf>, page consultée le 8 mars 2016.

_____, 22 mai 2013, *p. S3741*, En ligne :
<https://www.congress.gov/crec/2013/05/22/CREC-2013-05-22-pt1-PgS3736.pdf>,
 page consultée le 8 mars 2016.

_____, 23 avril 2015, *p. 2385*, En ligne :
<https://www.congress.gov/crec/2015/04/23/CREC-2015-04-23-pt1-PgS2381.pdf>,
 page consultée le 9 mars 2016.

_____, 24 juin 2010, *p. S5403*, En ligne :
<https://www.congress.gov/crec/2010/06/24/CREC-2010-06-24-pt1-PgS5394.pdf>,
 page consultée le 8 mars 2016.

_____, 25 juillet 2005, *p. S8791*, En ligne :
<https://www.congress.gov/congressional-record/2005/07/25/senate-section/article/S8772-2>, page consultée le 9 février 2016.

_____, 25 juillet 2005, *p. S8792*, En ligne :
<https://www.congress.gov/congressional-record/2005/7/25/senate-section/article/s8772-2?resultIndex=264>, page consultée le 18 janvier 2016.

_____, 28 avril 2015, *p. S2467*, En ligne :
<https://www.congress.gov/crec/2015/04/28/CREC-2015-04-28-pt1-PgS2452-2.pdf>,
 page consultée le 22 mars 2016.

_____, 28 septembre 2006, *p. S10409*, En ligne :
<https://www.congress.gov/crec/2006/09/28/modified/CREC-2006-09-28-pt1-PgS10354-2.htm>, page consultée le 15 février 2016.

_____, 28 septembre 2006, *p. S10410*, En ligne :
<https://www.congress.gov/crec/2006/09/28/modified/CREC-2006-09-28-pt1-PgS10354-2.htm>, page consultée le 27 août 2015.

_____, 28 septembre 2006, *p. S10412*, En ligne :
<https://www.congress.gov/crec/2006/09/28/modified/CREC-2006-09-28-pt1-PgS10354-2.htm>, page consultée le 9 février 2016.

_____, 28 septembre 2006, *p. S10414*, En ligne :
<https://www.congress.gov/crec/2006/09/28/modified/CREC-2006-09-28-pt1-PgS10354-2.htm>, page consultée le 26 février 2016.

_____, 29 novembre 2012, *p. S7202*, En ligne :
<https://www.congress.gov/crec/2012/11/29/CREC-2012-11-29-pt1-PgS7148.pdf>,
 page consultée le 8 mars 2016.

_____, 3 mars 2015, *p. S1229*, En ligne :
<https://www.congress.gov/crec/2015/03/03/CREC-2015-03-03-pt1-PgS1227-2.pdf>,
 page consultée le 23 mars 2016.

_____, 3 mars 2015, *p. S1259*, En ligne :
<https://www.congress.gov/crec/2015/03/03/CREC-2015-03-03-pt1-PgS1257-5.pdf>,
 page consultée le 23 mars 2016.

_____, 30 novembre 2011, *p. S8027*, En ligne :
<https://www.congress.gov/crec/2011/11/30/CREC-2011-11-30-pt1-PgS8012-2.pdf>,
 page consultée le 8 mars 2016.

_____, 4 novembre 2005, *p. S12380*, En ligne :
<https://www.congress.gov/congressional-record/2005/11/04/senate-section/article/S12407-2>, page consultée le 24 août 2015.

_____, 4 novembre 2005, *p. S12381*, En ligne :
<https://www.congress.gov/congressional-record/2005/11/04/senate-section/article/S12407-2>, page consultée le 15 février 2016.

_____, 4 novembre 2005, *p. S12382*, En ligne :
<https://www.congress.gov/congressional-record/2005/11/04/senate-section/article/S12407-2>, page consultée le 24 août 2015.

_____, 5 mars 2009, *p. S2809*, En ligne :
<https://www.congress.gov/crec/2009/03/05/CREC-2009-03-05-pt1-PgS2789-3.pdf>,
 page consultée le 8 mars 2016.

_____, 5 octobre 2005, *p. S11063*, En ligne :
<https://www.congress.gov/congressional-record/2005/10/05/senate-section/article/S11061-3>, page consultée le 24 août 2015.

_____, 5 octobre 2005, *p. S11064*, En ligne :
<https://www.congress.gov/congressional-record/2005/10/05/senate-section/article/S11061-3>, page consultée le 21 janvier 2016.

_____, 5 octobre 2005, *p. S11094*, En ligne :
<https://www.congress.gov/congressional-record/2005/10/05/senate-section/article/S11077-1>, page consultée le 24 août 2015.

_____, 5 octobre 2005, p. S11114, En ligne : <https://www.congress.gov/congressional-record/2005/10/05/senate-section/article/S11077-1>, page consultée le 12 janvier 2016.

_____, 6 février 2014, p. S802, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/2014/02/06/CREC-2014-02-06-pt1-PgS795-2.pdf>, page consultée le 9 mars 2016.

_____, 6 février 2014, p. S805, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/2014/02/06/CREC-2014-02-06-pt1-PgS795-2.pdf>, page consultée le 9 mars 2016.

_____, 6 février 2014, p. S806, En ligne : <https://www.congress.gov/crec/2014/02/06/CREC-2014-02-06-pt1-PgS795-2.pdf>, page consultée le 9 mars 2016.

CORWIN, Edward. *The president : Office and powers, 1787-1957*. 4^e édition, New York, New York University Press, 1957.

COULON, Jocelyn. *L'agression : Les États-Unis, l'Irak et le monde*. Outremont, Éditions Athéna, 2004.

Council on Foreign Relations, *Obama's Speech on Iraq, March 2008*, En ligne : <http://www.cfr.org/elections/obamas-speech-iraq-march-2008/p15761>, page consultée le 26 février 2016.

COURMONT, Barthélémy. *L'Amérique de Bush. Les enjeux d'une réélection*, Paris, Les éditions CVMag, 2008.

DailyKos, James Starowicz, *Vets Call for Independent Commission on Torture*, 9 novembre 2005, En ligne : <http://www.dailykos.com/story/2005/11/9/163616/>, page consultée le 23 avril 2016.

DAVID, Charles-Philippe. *Au sein de la Maison-Blanche, De Truman à Obama, La formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2015.

DAVID, Charles-Philippe, BALTHAZAR, Louis et VAISSE, Justin (dir.). *La politique étrangère des États-Unis : Fondements, acteurs, formulation*. 2^e édition, Paris, Presses de Science Po, 2008.

DEERING, Christopher et SMITH, Steven. *Committees in Congress*. 3^e édition, Washington, CQ Press, 1997.

Defense News, John Bennett, *Menendez Charges Could Leave Iran, AUMF Void*, 9 mars 2015, En ligne : <http://www.defensenews.com/story/defense/policy-budget/congress/2015/03/09/menendez-corruption-charges-iran/24656209/>, page consultée le 23 mars 2016.

Defense One, Marina Koren, *Bob Menendez Pressures White House on Ukraine as Charges Loom*, 10 mars 2015, En ligne : <http://www.defenseone.com/politics/2015/03/bob-menendez-pressures-white-house-ukraine-charges-loom/107142/>, page consultée le 16 mars 2016.

DELAET, C. James et SCOTT, James M. « Treaty-Making and Partisan Politics: Arms Control and the U.S. Senate, 1960-2001 » *Foreign Policy Analysis*. vol. 2, No. 2, 2006.

Department of Veterans Affairs, *State Summary, Arizona*, En ligne : http://www.va.gov/vetdata/docs/SpecialReports/State_Summaries_Arizona.pdf, page consultée le 9 février 2016.

_____, *Veteran Population*, En ligne : http://www.va.gov/vetdata/Veteran_Population.asp, page consultée le 9 février 2016.

DREW, Elizabeth, *Citizen McCain*, New York, Simon & Schuster, 2008.

DW, Stephen Friedrich, *American jewish opinion deeply divided on Iran*, 14 août 2015, En ligne : <http://www.dw.com/en/american-jewish-opinion-deeply-divided-on-iran/a-18649068>, page consultée le 23 avril 2016.

European Union, *Joint Plan of Action*, 24 novembre 2016, En ligne : http://eeas.europa.eu/statements/docs/2013/131124_03_en.pdf, page consultée le 9 mars 2016

Federal Election Commission, *Federal Election 2006, Official Election Results for the U.S. Senate*, p.27, En ligne: <http://www.fec.gov/pubrec/fe2006/2006senate.pdf>, page consultée le 16 mars 2016.

_____, *Federal Election 2012, Official Election Results for the U.S. Senate*, p.68, En ligne : <http://www.fec.gov/pubrec/fe2012/2012congresults.pdf>, page consultée le 16 mars 2016.

_____, *Federal Election 82, Election Results for the U.S. Senate and the U.S. House of Representatives*, p.4, En ligne :

<http://www.fec.gov/pubrec/fe1982/federaelections82.pdf>, page consultée le 12 janvier 2016.

———, *Official Election Results for United States Senate, 2004*, En ligne : <http://www.fec.gov/pubrec/fe2004/2004congresults.pdf>, page consultée le 5 février 2016.

———, *Official General Election Results for United States President, November 2, 2004*, En ligne : <http://www.fec.gov/pubrec/fe2004/2004pres.pdf>, page consultée le 5 février 2016.

FENNO, Richard. «U.S. House Members in Their Constituencies : An Exploration». *The American Political Science Review*, Vol. 71, No. 3, 1977.

———. *Congressmen in Committees*. Boston, Little, Brown and Company, 1973.

FLEISHER, Richard. « Economic Benefit, Ideology and Senate Voting on the B-1 Bomber». *American Politics Quarterly*, Vol. 13, No. 2, 1985.

Foundation for Defense of Democracies, *U.S. Sanctions Legislation*, En ligne : <http://www.defenddemocracy.org/us-sanctions-legislation>, page consultée le 8 mars 2016.

Fox News Latino, *Elections 2012 : Senator Robert Menendez Wins Again in New Jersey*, 6 novembre 2012, En ligne : <http://latino.foxnews.com/latino/politics/2012/11/06/election-2012-senator-robert-menendez-wins-again-in-new-jersey/>, page consultée le 3 mars 2016.

GAGNON, Frédérick. « Dealing with Hegemony at Home : From Congressional Compliance to Resistance to George W. Bush's National Security Policy » Dans DAVID, Charles-Philippe et GRONDIN, David (dir.), *Hegemony or Empire? The Redefinition of U.S. Power Under George W. Bush*. Burlington, VT, Ashgate, 2006.

———. « Théories sur le rôle du Congrès » dans DAVID, Charles-Philippe (dir.), *Théories de la politique étrangère américaine : Auteurs, concepts et approches*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2012.

———. *Les sénateurs qui changent le monde, Le président de la Commission du Sénat américain sur les relations extérieures et la politique étrangère des États-Unis après 1945*. Montréal, Presses de l'Université Laval, 2013.

———. *Les sénateurs qui changent le monde : l'évolution de l'influence du président de la Commission du Sénat américain sur les relations extérieures après 1945*. Thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal, 2008.

Gallup, *Americans Cite Cyberterrorism Among Top Three Threats To U.S.*, 10 février 2016, En ligne : http://www.gallup.com/poll/189161/americans-cite-cyberterrorism-among-top-three-threats.aspx?g_source=Politics&g_medium=newsfeed&g_campaign=tiles, page consultée le 14 mars 2016.

———, *Election 2006*, En ligne : http://www.gallup.com/poll/4534/Election-2006.aspx?g_source=&g_medium=&g_campaign=tiles, page consultée le 3 février 2016.

———, *Iran*, En ligne : <http://www.gallup.com/poll/116236/iran.aspx>, page consultée le 14 mars 2016.

———, Jeffrey Jones, *In U.S., 83% Say North Korean Nukes Are a Critical Threat*, 18 février 2013, En ligne : <http://www.gallup.com/poll/160541/say-north-korean-nukes-critical-threat.aspx>, page consultée le 17 mars 2016.

———, Joseph Carroll, *Economy, Terrorism Top Issues in 2004 Election*, 25 septembre 2003, En ligne : <http://www.gallup.com/poll/9337/economy-terrorism-top-issues-2004-election-vote.aspx>, page consultée le 8 février 2016.

———, *McCain's 67% Favorable Ratings His Highest in Eight Years*, 18 mars 2008, En ligne : <http://www.gallup.com/poll/105073/mccains-67-favorable-rating-highest-eight-years.aspx>, page consultée le 2 février 2016.

———, *Religious Identity : States Differ Widely*, 7 août 2009, En ligne : <http://www.gallup.com/poll/122075/religious-identity-states-differ-widely.aspx>, page consultée le 17 mars 2016.

———, *U.S. Public Opinion on Terrorism*, 17 novembre 2015, En ligne : <http://www.gallup.com/opinion/polling-matters/186665/gallup-review-public-opinion-terrorism.aspx>, page consultée le 25 mars 2016.

GEORGE, Alexander. « Case Studies and Theory Development : The Method of Structured, Focused Comparison », Dans LAUREN, Paul Gordon, *Diplomacy : New Approaches in History, Theory, and Policy*. New York, The Free Press, 1979.

GERRING, John. « Ideology : A Definitional Analysis ». *Political Research Quarterly*, Vol. 50, No. 4, 1997.

Global Security, Military, *U.S. Ground Troops in Irak*, En ligne : http://www.globalsecurity.org/military/ops/iraq_orbat_es.htm, page consultée le 24 février 2016.

GovTrack.us, H.R. 2194 (111th), En ligne : <https://www.govtrack.us/congress/bills/111/hr2194>, page consultée le 8 mars 2016.

_____, Senator Robert Menendez, En ligne : https://www.govtrack.us/congress/members/robert_menendez/400272, page consultée le 14 mars 2016.

GRONKE, Paul *et al.* « U.S. Public Opinion on Torture, 2001-2009 ». *Political Science & Politics*, Vol.43, 2010.

Haaretz, Judy Maltz, *Polls Show Israelis Strongly Oppose Iran Nuclear Deal*, 12 août 2015, En ligne : <http://www.haaretz.com/israel-news/.premium-1.670835>, page consultée le 21 août 2016.

_____, Yisrael Fischer, *So Few Jews, So Much Clout in U.S. Polls*, 5 novembre 2012, En ligne : <http://www.haaretz.com/world-news/so-few-jews-so-much-clout-in-u-s-polls-1.475121>, page consultée le 17 mars 2016.

Hamdan v. Rumsfeld, 126 S. Ct. 2749 (2006)

HASTEDT, Glenn Peter. *American Foreign Policy : Past, Present & Future*. United States, Rowan&Littlefield Publishers, 2014.

Hearings before the Committee on Armed Services of the United States Senate, *Review of Department of Defense Detention and Interrogation Operations*, 2004, p.20, En ligne: <https://www.gpo.gov/fdsys/pkg/CHRG-108shrg96600/pdf/CHRG-108shrg96600.pdf>, page consultée le 21 août 2015.

HENEHAN, Marie T. *Foreign Policy and Congress: An International Relations Perspective*. Ann Arbor: The University of Michigan Press, 2000.

HERSMAN, Rebecca K. C. « Individual Power and Issue Leaders ». *Friends and Foes: How Congress and the President Really Make Foreign Policy*. Washington D.C.: Brookings Institution Press, 2005.

HIDELBRANDT, Timothy, *et al.* « The Domestic Politics of Humanitarian Intervention: Public Opinion, Partisanship and Ideology ». *Foreign Policy Analysis*, Vol.9, 2013.

HIRANO, Shigeo, *et al.* « Primary Elections and Partisan Polarization in Congress ». *Quarterly Journal of Political Science*, Vol. 5, 2010, p.170

HOMAN, Patrick. *The Politics of Arms Control Treaty Ratification in the Post-Cold War Era*. Thèse de doctorat, Northern Illinois University, 2013.

———. « Obama's Lame Duck Treaties. New START and the Law of the Sea ». Article présenté au Midwest Political Science Association, Chicago, Illinois, 11 au 14 avril, 2013.

HOWELL, William G., et PEVEHOUSE, Jon C. « Conditions that Abet Congressional Influence ». In *While Dangers Gather: Congressional Checks on Presidential War Powers*. Princeton: Princeton University Press, 2007.

———. « Possibilities of Congressional Influence ». In *While Dangers Gather: Congressional Checks on Presidential War Powers*. Princeton: Princeton University Press, 2007.

———. « Presidents, Congress and the Use of Force ». *International Organization*, vol.59, no.1, 2005.

Huffington Post, Ben Feller, *Bush Fundraises for McCain Behind Closed Doors*, Le 6 avril 2008, En ligne : http://www.huffingtonpost.com/2008/05/27/bush-fundraises-for-mccai_n_103651.html, page consultée le 10 février 2016.

———, Liz Sidoti, *John McCain Says He Could Lose Over Iraq War*, 28 mars 2008, En ligne : http://www.huffingtonpost.com/2008/02/25/john-mccain-says-he-could_n_88344.html, page consultée le 24 février 2016.

HUGHES, Barry. «Policy Representation of Public Opinion», Dans *The Domestic Context of American Foreign Policy*. San Francisco, W. H. Freeman & Company, 1978.

Human Rights Watch, *Guantanamo*, En ligne : <https://www.hrw.org/topic/terrorism-counterterrorism/guantanamo>, page consultée le 26 février 2016.

Icasualties.org, *Operation Enduring Freedom*, En ligne : <http://icasualties.org/oef/>, page consultée le 25 mars 2016.

Iraq Body Count, Database, Documented Civilian Death from Violence, En ligne : <https://www.iraqbodycount.org/database/>, page consultée le 24 février 2016.

Israel National News, Ben Ariel, *AIPAC Commends Menendez for Rejecting Nuclear Deal*, 19 aout 2015, En ligne : <http://www.israelnationalnews.com/News/News.aspx/199622#.VusZR-LhCCh>, page consultée le 17 mars 2016.

JACOBSON, Gary. « George W. Bush, the Iraq War, and the Election of Barack Obama ». *Presidential Studies Quarterly*, Vol. 40, No. 2, 2010.

Jewish Link of New Jersey, Anne Phyllis Pinzow, *Jewish Leaders Question "Kashrus" of Menendez Charge*, 12 mars 2015, En ligne : http://jewishlinknj.com/index.php?option=com_content&id=7349;jewish-leaders-question-kashrus-of-menendez-charge&Itemid=562, page consultée le 17 mars 2016.

JohnMcCain.com, *Caring for Our Veterans*, En ligne : <http://www.johnmccain.com/veterancare/>, page consultée le 23 avril 2016.

John McCain, U.S. Senator from Arizona, *Veterans Affairs*, En ligne : <http://www.mccain.senate.gov/public/?p=veterans-affairs>, page consultée le 23 avril 2016.

JOHNSON, Robert David. « Constitutionalism Abroad and At Home: The United States Senate and the Alliance for Progress ». *The International History Review*, Vol. 21, No. 2, 1999.

———. « The Origins of Dissent: Senate Liberals and Southeast Asia, 1959-1964 », *Pacific Historical Review*, Vol.65, 1996.

———. « The Unexpected Consequences of Congressional Activism: The Clark and Tunney Amendments and U.S. Policy toward Angola », *Diplomatic History*, Vol. 27, 2003.

JONES, Christopher. « The rejection of the Comprehensive Test Ban Treaty: the Politics of Ratification », dans CARTER, Ralph (dir.), *Contemporary Cases in U.S. Foreign Policy: from terrorism to trade*. 2e édition, Washington DC, CQ Press, 2005.

KARAAGAC, John. *John McCain : An Essay in Military and Political History*. Lanham, Maryland, Lexington Books, 2000.

KAROL, David, et MIGUEL, Edward. « *The Electoral Cost of War : Iraq Casualties and the 2004 U.S. Presidential Election* ». *The Journal of Politics*, Vol. 69, No. 3, 2007.

KEEGAN, John, *The Iraq War*. New York, Alfred A. Knopf, 2004.

KINGDON, John W. *Agendas Alternatives and Public Policies*. 2e édition, New York: Longman, 1995.

KNIGHT, Kathleen. « Transformation of the Concept of Ideology in the Twentieth Century ». *The American Political Science Review*, Vol. 100, No. 4, 2006.

KRIEG, Andreas. « Externalizing the burden of war : the Obama Doctrine and US foreign policy in the Middle East ». *International Affairs*, Vol. 92, No. 1, 2016.

KRINER, Douglas L. *After the Rubicon. Congress, Presidents, and the Politics of Waging War*. Chicago: The University of Chicago Press, 2010.

LAMB, Christopher. *Belief System and Decision Making in the Mayaguez Crisis*. Gainesville, University of Florida Press, 1989.

LINDSAY, James M. « Deference and Defiance: The Shifting Rhythms of Executive-Legislative Relations in Foreign Policy ». *Presidential Studies Quarterly*, vol. 33, no.3 (Septembre), 2003.

Maplight, *Bob Menendez*, En ligne : <http://maplight.org/us-congress/legislator/368-bob-menendez>, page consultée le 17 mars 2016.

MARSH, Kevin. « Obama's Surge : A Bureaucratic Politics Analysis of the Decision to Order a Troop Surge in the Afghanistan War ». *Foreign Policy Analysis*, No. 10, 2014.

MARSHALL, Bryan W. « Explaining Congressional-Executive Rivalry in International Affairs: The Changing role of Parties, Committees, and the Issue Agenda ». In Kelley, Donald R. *Divided Power. The Presidency, Congress and the Formation of American Foreign Policy*. Fayetteville: The University of Arkansas Press, 2005.

MAYHEW, David. *Congress : The Electoral Connection*. New Haven and London, Yale University Press, 1974.

MAZARR, Michael. « The Iraq War and Agenda Setting ». *Foreign Policy Analysis*, vol. 3, no.1, 2007.

MCCAIN, John et SALTER, Mark. *Faith of my fathers*. 1st ed, New York : Random House USA, 1999.

McCORMICK, James et BLACK, Michael. « Ideology and Senate Voting on the Panama Canal Treaties ». *Legislative Studies Quarterly*, Vol. 8, No. 1, 1983.

McCORMICK, James et WITTKOPF, Eugene. « Bipartisanship, Partisanship, and Ideology in Congressional-Executive Foreign Policy Relations, 1947-1988 ». *The Journal of Politics*, vol. 52, no. 4, 1990.

McCORMICK, James, WITTKOPF, Eugene et DANNA, David. « Politics and Bipartisanship at the Water's Edge: A Note on Bush and Clinton ». *Polity*, vol. 30, no. 1, 1997.

MEERNIK, James. « Presidential Support in Congress: Conflict and Consensus on Foreign and Defense Policy ». *The Journal of Politics*, vol. 55, no. 3, 1993.

MENENDEZ, Bob. *Growing American Roots, Why Our Nation Will Thrive As Our Largest Minority Flourishes*. New York, Celebra, 2009.

Monmouth University, *New Jersey: Obama Ratings Up, Senators Down*, 7 juillet 2015, En ligne : <https://www.monmouth.edu/assets/0/32212254770/32212254991/32212254992/32212254994/32212254995/30064771087/ca2cef68-e8c4-4913-a53f-543c3746309b.pdf>, page consultée le 14 mars 2016.

Morning Consult, Reid Wilson, *Bernie Sanders is the Most Popular Senator in America*, 24 novembre 2015, En ligne : <https://morningconsult.com/2015/11/bernie-sanders-is-the-most-popular-senator-in-america/>, page consultée le 14 mars 2016.

National Review, Nick Schulz, *Bill Frist's First Big Test*, 8 janvier 2003, En ligne : <http://www.nationalreview.com/article/205446/bill-frists-first-big-test-wallace>, page consultée le 19 février 2016.

NBCNews.com, Norah O'Donnell, *McCain gives Bush a strong endorsement*, 18 juin 2004, En ligne : <http://www.nbcnews.com/id/5240396/ns/politics/t/mccain-gives-bush-strong-endorsement/#.VseTnvnHCCg>, page consultée le 19 février 2016.

New Jersey Jewish News, Gil Hoffman, *Menendez says Israel meeting provide fresh ideas to pressure Iran*, 28 mai 2013, En ligne : <http://njewishnews.com/article/17514/menendez-says-israel-meetings-provide-fresh-ideas-for-pressuring-iran#.VusM5eLhCCg>, page consultée le 17 mars 2016.

NewsWeek, John McCain, *Torture's Terrible Toll*, 21 novembre 2005, En ligne : <http://www.mccain.senate.gov/public/index.cfm/opinion-editorials?ID=142ada1a-2aec-42e7-829c-aa5c97c1288d>, page consultée le 26 août 2015.

NJ.com, Jonathan Salant, *Menendez on Obama Cuba deal : 'I think it stinks'*, 17 décembre 2014, En ligne : http://www.nj.com/politics/index.ssf/2014/12/menendez_on_obama_cuba_deal_i_think_it_stinks.html, page consultée le 16 mars 2016.

———, Jonathan Salant, *Menendez Pushes Iran Sanctions Bill Despite Ceding Top Senate Post*, 15 avril 2015, En ligne : http://www.nj.com/politics/index.ssf/2015/04/though_no_longer_ranking_democrat_menendez_helps_p.html, page consultée le 22 mars 2016.

———, Jonathan Salant, *Most NJ voters want Menendez to resign, poll finds*, 11 novembre 2015, En ligne : http://www.nj.com/politics/index.ssf/2015/11/menendez_should_resign_nj_voters_say.html, page consultée le 14 mars 2016.

———, Jonathan Salant, *NJ's Booker joins nuclear deal opponents to pressure Iran*, 18 octobre 2015, En ligne : http://www.nj.com/politics/index.ssf/2015/10/njs_booker_joins_nuclear_deal_opponents_on_iran_le.html, page consultée le 23 mars 2016.

NorthJersey.com, Herb Jackson, *Jackson: For Menendez, Senate committee post a balancing act between global, New Jersey issues*, 6 avril 2014, En ligne : <http://www.northjersey.com/news/jackson-for-menendez-senate-committee-post-a-balancing-act-between-global-new-jersey-issues-1.842731?page=all>, page consultée le 23 mars 2016.

O'MEARA, Dan. « Le constructivisme », Dans MACLEOD, Alex et O'MEARA, Dan, (dir.). *Théories des relations internationales : Contestations et résistances*, 2^e édition, Outremont, Athéna éditions, 2010.

Open Secrets, Center for Responsive Politics, *George W. Bush (R), Candidate Summary*, 2004 Cycle, En ligne : <https://www.opensecrets.org/pres04/summary.php?cid=N00008072&cycle=2004>, page consultée le 10 février 2016.

———, *John McCain (R), Candidate Summary*, 2008 Cycle, En ligne : <https://www.opensecrets.org/pres08/summary.php?cycle=2008&cid=N00006424>, page consultée le 10 février 2016.

———, *Robert Menendez (D), Candidate Summary, 2012 Cycle*, En ligne : <https://www.opensecrets.org/politicians/summary.php?cycle=2012&type=I&cid=N00000699&newMem=N>, page consultée le 22 mars 2016.

———, *Senate Armed Services Committee, Subcommittees, 109th Congress (2006 Cycle)*, En ligne : <https://www.opensecrets.org/pres04/summary.php?cid=N00008072&cycle=2004>, page consultée le 10 février 2016.

———, *Summary Data, 2004 Race, Arizona Senate*, En ligne : <https://www.opensecrets.org/races/summary.php?id=AZS1&cycle=2004>, page consultée le 10 février 2016.

———, *Summary Data, 2006 Race, New-Jersey Senate*, En ligne : <http://www.opensecrets.org/races/summary.php?id=NJS1&cycle=2006>, page consultée le 22 mars 2016.

———, *Summary Data, 2012 Race, New-Jersey Senate*, En ligne : <http://www.opensecrets.org/races/summary.php?cycle=2012&id=NJS1>, page consultée le 22 mars 2016.

PATTEN, Joseph. « The Ethnic Connection : The Motivation Behind Senate Foreign Policy Bill Sponsorship ». *Politics & Policy*, Vol. 33, No. 1, 2005.

PAUL, David, et PAUL, Rachel Anderson. *Ethnic Lobbies and U.S. Foreign Policy*. Boulder, CO, Lynne Rienner Publishers, 2009.

PEAKE, Jeffrey. « Coalition Building and Overcoming Legislative Gridlock in Foreign Policy, 1947-98 ». *Presidential Studies Quarterly*, Vol. 32, No. 1, 2002.

Pew Research Center, *Global Attitudes & Trends, Opinion of the United States*, En ligne: <http://www.pewglobal.org/database/indicator/1/survey/all/>, page consultée le 26 février 2016.

———, *America's Image in the World : Findings from the PEW Global Attitudes Project*, 14 mars 2007, En ligne : <http://www.pewglobal.org/2007/03/14/americas-image-in-the-world-findings-from-the-pew-global-attitudes-project/>, page consultée le 26 février 2016.

———, *Connection With and Attitudes Toward Israel*, 1^{er} octobre 2013, En ligne : <http://www.pewforum.org/2013/10/01/chapter-6-social-and-political-views/>, page consultée le 23 avril 2016.

———, *Jewish American's Social and Political View*, 1^{er} octobre 2013, En ligne : <http://www.pewforum.org/2013/10/01/chapter-6-social-and-political-views/>, page consultée le 17 mars 2016.

———, *Religious composition of adults in New Jersey*, En ligne : <http://www.pewforum.org/religious-landscape-study/state/new-jersey/>, page consultée le 17 mars 2016.

Politico, David Paul Kuhn, *Exit Polls : How Obama Won*, 5 novembre 2008, En ligne : <http://www.politico.com/story/2008/11/exit-polls-how-obama-won-015297?o=1>, page consultée le 8 février 2016.

POWLICK, Philip J. et KATZ, Andrew Z. « Defining the American Public Opinion/Foreign Policy Nexus ». *Merston International Studies Review*, Vol. 42, No.1, 1998.

PRÉMONT, Karine. *La télévision mène t'elle le monde?*. Québec, Presses de l'Université du Québec, 2006.

President of Russia, *Statement by the President of Russia Vladimir Putin following completion of negotiations on Iran's nuclear program*, 14 juillet 2015, En ligne : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/49957>, page consultée le 21 mars 2016.

PRICE, David. *Who Makes the Laws?*. Cambridge, Schenkman, 1972.

Reuters, Jeff Mason, *Why McCain Lost the White House*, 5 novembre 2008, En ligne : <http://www.reuters.com/article/us-usa-election-mccain-idUSTRE4A47Z020081105>, page consultée le 23 avril 2016.

———, John Whitesides, *As Senate campaigns begin, some Democrats flee Obama*, 31 janvier 2014, En ligne : <http://www.reuters.com/article/us-usa-obama-democrats-analysis-idUSBREA0U09320140131>, page consultée le 15 mars 2016.

ROEHRIG, Terence et WESSEL, Lara A. « Congress and U.S.-North Korea Relations: The Role of the Entrepreneur ». *Asian Affairs: An American Review*, vol.38, no.2, 2011.

ROSATI, Jerel. « Congress and Interbranch Politics », dans *The Politics of United States Foreign Policy*. 3e éd., Belmont, Wadsworth, 2004.

ROVE, Karl. *Courage and consequence : my life as a conservative in the fight*. New York, Threshold Editions, 2010.

SCHECTER, Cliff. *Le Vrai McCain*. Traduit de l'américain par Gilles Bretton, Paris, Collection Mad Max Millo, 2008.

SCHLESINGER, Arthur, *The Imperial Presidency*, Boston, Houston Mifflin, 1973.

SCOTT, James M., et CARTER, Ralph G. « The Not-So-Silent Partner: Patterns of Legislative-Executive Interaction in the War on Terror, 2001-2009 ». *International Studies Perspectives*, 2013.

SCOTT, James, CARTER, Ralph et GABORIT, Anne. « Un spectateur ou un décideur? Le Sénat dans la politique étrangère américaine contemporaine ». *Politique américaine*, No. 22, 2013.

SHAW, John T. « Arms Control in the Twenty-First Century ». Dans *Richard G. Lugar, Stateman of the Senate: Crafting Foreign Policy from Capitol Hill*. Bloomington et Indianapolis: Indiana University Press, 2012.

SINCLAIR, Barbara. *Party Wars. Polarization and the Politics of National Policy Making*. Norman: University of Oklahoma Press, 2006.

SKY, Emma. « Iraq, From Surge to Sovereignty : Winding Down the War in Iraq ». *Foreign Affairs*, Vol 90, no. 2, 2011.

SourceWatch, Center for Media and Democracy, *Senate Committee on Armed Services*, En ligne : http://www.sourcewatch.org/index.php/Senate_Committee_on_Armed_Services, page consultée le 15 février 2016.

Spiegel Online International, Mark Follman, *Using Torture to Combat Terror : America Can't Take it Anymore*, 5 décembre 2005, En ligne : <http://www.spiegel.de/international/using-torture-to-combat-terror-america-can-t-take-it-anymore-a-388571-2.html>, page consultée le 9 février 2016.

STERN, Jessica. « Obama and Terrorism : Like It or Not, the War Goes On ». *Foreign Affairs*, Vol. 94, No. 5, 2015.

STIGLITZ, Joseph et BILMES, Linda. *The Three Trillion Dollar War : The True Cost of The Iraq Conflict*. New York, W. W. Norton & Company, 2008.

TAMA, Jordan. « Bipartisanship in a Polarized Age: The U.S. Congress and Foreign Policy Sanctions ». Article présenté au *American Political Science Association*, 28 au 31 août 2014.

The American Conservative Union, Federal Legislative Ratings, En ligne : <http://acuratings.conservative.org/acu-federal-legislative-ratings/>, page consultée le 26 janvier 2016.

The American Conservative, James Bovard, *The Power of the Pen*, En ligne : <http://www.theamericanconservative.com/articles/power-of-the-pen> , page consultée le 24 août 2015.

The American Presidency Project, *Job Approval : Barack Obama*, En ligne : <http://www.presidency.ucsb.edu/data/popularity.php?pres=44&sort=pop&direct=DESC&Submit=DISPLAY>, page consultée le 14 mars 2016.

———, *Job Approval : George W. Bush*, En ligne : <http://www.presidency.ucsb.edu/data/popularity.php?pres=43&sort=pop&direct=DESC&Submit=DISPLAY>, page consultée le 3 février 2016.

The Atlantic, Jeffrey Goldberg, *The Obama Doctrine*, Avril 2016, En ligne : <http://www.theatlantic.com/magazine/archive/2016/04/the-obama-doctrine/471525/>, page consultée le 24 mars 2016.

———, Lauren Fox, *At Aipac, Sen. Menendez Goes Head-to-Head With The Obama Administration on Iran*, 2 mars 2015, En ligne : <http://www.theatlantic.com/politics/archive/2015/03/at-aipac-sen-menendez-goes-head-to-head-with-the-obama-administration-on-iran/445692/>, page consultée le 9 mars 2016.

———, Sarah Mimms, *Menendez Gives Up Foreign Relations Post*, 1^{er} avril 2015, En ligne : <http://www.theatlantic.com/politics/archive/2015/04/menendez-gives-up-foreign-relations-post/449448/>, page consultée le 6 mars 2016.

The Brookings Institution, Shibley Telhami, *American Public Attitudes Toward ISIS and Syria*, 8 janvier 2015, En ligne : http://www.brookings.edu/~media/Research/Files/Reports/2015/01/08-american-opinion-poll-isis-syria-telhami/isis_report.pdf?la=en, page consultée le 25 mars 2016.

The Guardian, Spencer Ackerman et Sune Engel Rasmussen, *US to deploy hundreds of troops in Afghanistan to thwart Taliban*, 8 février 2016, En ligne : <http://www.theguardian.com/us-news/2016/feb/08/hundreds-us-troops-deployed-afghanistan-taliban-helmand>, page consultée le 25 mars 2016.

———, Sarah Left, *Lott resigns as U. S. Senate majority leader*, 20 décembre 2002, En ligne : <http://www.theguardian.com/world/2002/dec/20/usa.sarahleft>, page consultée le 19 février 2016.

The Hill, Alexander Bolton, *McCain, McConnell heading for spell of rocky relationship*, 25 juillet 2013, En ligne : <http://thehill.com/homenews/senate/313381-mccain-mcconnell-head-for-spell-of-rocky-relations>, page consultée le 19 février 2016.

———, Martin Matishak, *Menendez : US should provide arms to Ukraine to fight Russian 'invasion'*, 31 août 2014, En ligne : <http://thehill.com/policy/defense/216320-menendez-us-should-provide-arms-to-ukraine-to-fight-russian-invasion>, page consultée le 16 mars 2016.

The Huffington Post, Arianna Huffington, *What John McCain Told Me, and What it Says About How Far He's Fallen*, 11 juin 2008, En ligne : http://www.huffingtonpost.com/arianna-huffington/what-john-mccain-told-me_b_100183.html, page consultée le 19 février 2016.

———, David Kearn, *Attacking ISIS, Military Force, U.S. Public Opinion and the Long War on Terrorism*, 23 septembre 2014, En ligne : http://www.huffingtonpost.com/david-w-kearn/attacking-the-islamic-sta_b_5868712.html, page consultée le 25 mars 2016.

The Jersey Journal, Terrence McDonald, *Campaign signs for Menendez pair him with Obama, but where's Biden?*, 29 septembre 2012, En ligne : http://www.nj.com/jjournal-news/index.ssf/2012/09/campaign_signs_for_menendez_pa.html, page consultée le 16 mars 2016.

The Jewish Press, Lowi Lowenthal Marcus, *Full Text of Speech on Nuclear Iran Deal Given by Sen. Menendez*, 18 août 2015, En ligne : <http://www.jewishpress.com/news/breaking-news/full-text-of-speech-on-nuclear-iran-deal-given-by-sen-menendez/2015/08/18/>, page consultée le 9 mars 2016.

The New York Times, Alexander Burns, *Rich Backers of Israel Assist Menendez*, 16 juillet 2016, En ligne : <http://www.nytimes.com/2015/07/16/nyregion/pro-israel-billionaires-from-both-parties-aid-menendezs-defense-fund.html>, page consultée le 17 mars 2016.

———, Christopher Chivers, *The Secret Casualties of Iraq's Abandoned Chemical Weapons*, 14 octobre 2014, En ligne : http://www.nytimes.com/interactive/2014/10/14/world/middleeast/us-casualties-of-iraq-chemical-weapons.html?_r=0, page consultée le 24 février 2016.

———, Clifford Krauss et Stanley Reed, *Iran Set to Pump More Oil Into Market Glut*, 18 janvier 2016, En ligne : <http://www.nytimes.com/2016/01/19/business/international/oil-iran-sanctions.html>, page consultée le 18 mars 2016.

———, David Kirkpatrick, *From a Heckler to a Deal Maker : After 2000 Run, McCain Learned to Work Levers of Power*, 21 juillet 2008, En ligne : http://www.nytimes.com/2008/07/21/us/politics/21mccain.html?_r=0, page consultée le 17 février 2016.

———, David Sanger et Scott Shane, *Court's Ruling Is Likely to Force Negotiations Over Presidential Power*, 30 juin 2006, En ligne : http://www.nytimes.com/2006/06/30/washington/30assess.html?_r=0, page consultée le 25 août 2015.

———, Eric Schmitt, *Exception sought in Detainee Abuse Ban.*, 25 octobre 2005, En ligne : <http://query.nytimes.com/gst/fullpage.html?res=9402EED8103FF936A15753C1A9639C8B63>, page consultée le 24 août 2015.

———, Eric Schmitt, *President Backs McCain Measure on Inmate Abuse*, 16 décembre 2005, En ligne : http://www.nytimes.com/2005/12/16/politics/president-backs-mccain-measure-on-inmate-abuse.html?_r=0, page consultée le 24 août 2015.

———, Eric Schmitt, *Senate Moves to Protect Military Prisoners Despite Veto Threat*, 6 octobre 2005, En ligne : <http://www.nytimes.com/2005/10/06/politics/06cnd-detain.html?pagewanted=print>, page consultée le 13 mars 2015.

———, Jeffrey Gettleman, *Robert Menendez : A Politician, Even at 20*, 10 décembre 2005, En ligne : <http://www.nytimes.com/2005/12/10/nyregion/robert-menendez-a-politician-even-at-20.html>, page consultée le 6 mars 2016.

———, Julie Hirschfeld Davis et Ashley Parker, *Menendez's Views on Cuba and Iran Show Rifts With Obama*, 6 février 2015, En ligne : <http://www.nytimes.com/2015/02/06/us/politics/senator-robert-menendez-obama-cuba-iran.html>, page consultée le 16 mars 2016.

———, Julie Hirschfeld Davis, *Democrats in Congress Give Obama Breathing Room on Nuclear Talks With Iran*, 5 mars 2015, En ligne : <http://www.nytimes.com/2015/03/05/us/politics/democrats-in-congress-give-obama-breathing-room-on-nuclear-talks-with-iran.html>, page consultée le 9 mars 2016.

———, Kate Zernike, *Rebuff for Bush on How to Treat Terror Suspects*, 15 septembre 2006, En ligne: <http://query.nytimes.com/gst/fullpage.html?res=9907EED81231F936A2575AC0A9609C8B63>, page consultée le 25 août 2015.

———, Kate Zernike, *Top Republicans Reach an Accord on Detainee Bill*, 22 septembre 2006, En ligne: http://www.nytimes.com/2006/09/22/washington/22detain.html?_r=0, page consultée le 27 août 2015.

———, Michael Cooper et Elisabeth Bumiller, *McCain Wins Bush Endorsement*, 5 mars 2008, En ligne: <http://www.nytimes.com/2008/03/05/us/politics/05cnd-repubs.html>, page consultée le 23 février 2016.

———, Michael Cooper, *McCain Draws Criticism on Torture Bill*, 17 février 2008, En ligne: <http://www.nytimes.com/2008/02/17/us/politics/17torture.html>, page consultée le 27 août 2015.

———, Michael D. Shear, *Obama and Senator Robert Menendez Spar on How to Handle Iran*, 15 janvier 2015, En ligne: http://www.nytimes.com/2015/01/16/us/politics/obama-and-senator-robert-menendez-spar-on-how-to-handle-iran.html?_r=1, page consultée le 13 mars 2015.

———, Michael Gordon et David Sanger, *Deal Reached on Iran Nuclear Program; Limits on Fuel Would Lessen With Time*, 14 juillet 2015, En ligne: <http://www.nytimes.com/2015/07/15/world/middleeast/iran-nuclear-deal-is-reached-after-long-negotiations.html>, page consultée le 9 mars 2016.

———, Michael Gordon, *Accord Reached With Iran to Halt Nuclear Program*, 23 novembre 2013, En ligne: http://www.nytimes.com/2013/11/24/world/middleeast/talks-with-iran-on-nuclear-deal-hang-in-balance.html?_r=0, page consultée le 9 mars 2016.

———, Michael Gordon, *U.S. and Russia Reach Deal to Destroy Syria's Chemical Arms*, 14 septembre 2013, En ligne: <http://www.nytimes.com/2013/09/15/world/middleeast/syria-talks.html>, page consultée le 25 mars 2016.

———, Peter Baker, *The Final Days*, 31 août 2008, En ligne: http://www.nytimes.com/2008/08/31/magazine/31bush-t.html?pagewanted=5s%20story&sq=mccain&st=nyt&scp=44&_r=1, page consultée le 19 février 2016.

———, Raymond Hernandez, *Menendez Gears Up for 2012 Senate Race, With Christie Looming as a Factor*, 25 février 2011, En ligne : http://www.nytimes.com/2011/02/25/nyregion/25menendez.html?_r=0, page consultée le 14 mars 2016.

———, Richard Jones, *Stars Come Out for Menendez and Kean*, 13 octobre 2006, En ligne : http://www.nytimes.com/2006/10/13/nyregion/13jersey.html?_r=0, page consultée le 16 mars 2016.

———, Steven Lee Myers, *Veto of Bill on C.I.A. Tactics Affirms Bush's Legacy*, 9 mars 2008, En ligne : <http://www.nytimes.com/2008/03/09/washington/09policy.html>, page consultée le 27 août 2015.

———, *Text: Obama's Speech in Cairo*, 4 juin 2009, En ligne : http://www.nytimes.com/2009/06/04/us/politics/04obama.text.html?_r=0, page consultée le 20 avril 2016.

———, Tim Arango et Michael Schmidt, *Last Convoy of American Troops Leave Iraq*, 18 décembre 2011, En ligne : <http://www.nytimes.com/2011/12/19/world/middleeast/last-convoy-of-american-troops-leaves-iraq.html>, page consultée le 25 mars 2016.

The Telegraph, Con Coughlin, *Barack Obama's ill advised nuclear deal with Iran has kickstarted a new arms race*, 12 mars 2016, En ligne : <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/middleeast/iran/12192078/Barack-Obamas-ill-advised-nuclear-deal-with-Iran-has-kickstarted-a-new-arms-race.html>, page consultée le 18 mars 2016.

———, Tom Philips, *China Accuses US of human rights double standards*, Le 9 décembre 2014, En ligne : <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/asia/china/11282190/China-accuses-US-of-human-rights-double-standards.html>, page consultée le 26 février 2016.

The tower.org, *Nearly Two Thirds of Americans Support Congressional Review of Iran Deal*, 28 avril 2015, En ligne : <http://www.thetower.org/1953oc-poll-nearly-two-thirds-of-americans-support-congressional-review-of-iran-deal/>, page consultée le 15 mars 2016.

The Wall Street Journal, Ahmed Al Omran et Margherita Stancati, *New Saudi Budget Expected to Be Squeezed by Low Oil Prices*, 23 décembre 2015, En ligne : <http://www.wsj.com/articles/new-saudi-budget-expected-to-be-squeezed-by-low-oil-prices-1450915313>, page consultée le 18 mars 2016.

———, *Frist Decides Against '08 Presidential Bid*, 29 novembre 2006, En ligne : <http://blogs.wsj.com/washwire/2006/11/29/frist-decides-against-%E2%80%9908-presidential-bid/>, page consultée le 19 février 2016.

The Washington Post, Karoun Demirjian, Amber Phillips et Darla Cameron, *Where lawmakers stand on the Iran deal*, 11 septembre 2015, En ligne : <https://www.washingtonpost.com/graphics/politics/where-lawmakers-stand-on-iran/>, page consultée le 9 mars 2016.

———, Peter Baker et Michael Abramowitz, *History and Necessity Unite Bush, McCain*, 9 février 2008, En ligne : http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2008/02/08/AR2008020800964_pf.html, page consultée le 8 février 2016.

———, Scott Clement et Juliet Eilperin, *Americans more fearful of a major terror attack in the U.S., poll finds*, 20 novembre 2015, En ligne : https://www.washingtonpost.com/politics/americans-more-fearful-of-a-major-terror-attack-in-the-us-poll-finds/2015/11/20/ec6310ca-8f9a-11e5-ae1f-af46b7df8483_story.html, page consultée le 16 avril 2016

———, *The complete transcript of Netanyahu's address to Congress*, 3 mars 2015, En ligne : <https://www.washingtonpost.com/news/post-politics/wp/2015/03/03/full-text-netanyahus-address-to-congress/>, page consultée le 21 mars 2016.

———, *U.S. Troops in Afghanistan*, En ligne : https://www.washingtonpost.com/world/us-troops-in-afghanistan/2014/09/30/45477364-490d-11e4-b72e-d60a9229cc10_graphic.html, page consultée le 25 mars 2016.

The Washington Times, *McCain irks Republicans over anti-filibuster option*, 15 avril 2015, En ligne : <http://www.washingtontimes.com/news/2005/apr/15/20050415-105858-6978r/?page=all>, page consultée le 19 février 2016.

———, Frank Gaffney, *President Obama vs. Senator Menendez*, 2 avril 2015, En ligne : <http://www.washingtontimes.com/news/2015/apr/2/frank-gaffney-president-obama-vs-sen-menendez/>, page consultée le 16 mars 2016.

The White House, *Remarks by the President on the Iran Nuclear Deal*, 5 août 2015, En ligne : <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/08/05/remarks-president-iran-nuclear-deal>, page consultée le 21 mars 2016.

THERIAULT, Sean. *Party Polarization in Congress*. Cambridge University Press, 2008.

TIMBERG, Robert. *John McCain: an American odyssey*. 1st ed., New York: Free Press, 2008.

Time, Ramesh Ponnuru, *Bush and McCain's Awkward Embrace*, 19 mai 2008, En ligne : <http://content.time.com/time/politics/article/0,8599,1807899,00.html>, page consultée le 23 février 2016.

———, Zeke Miller, *Congress, White House Set for Iran Sanctions Showdown*, 24 novembre 2013, En ligne : <http://swampland.time.com/2013/11/24/congress-white-house-set-for-iran-sanctions-showdown/>, page consultée le 9 novembre 2016.

United States Census Bureau, *Quick Facts, Arizona*, En ligne : <http://quickfacts.census.gov/qfd/states/04000.html>, page consultée le 9 février 2016.

United States Committee on Armed Services, *Committee Jurisdiction*, En ligne : <http://www.armed-services.senate.gov/about/history>, page consultée le 10 février 2016.

United States Senate, *U.S. Senate Roll Call Votes 110th Congress – 2nd Session, On the Conference Report (HR 2082 Conference Report)*, En ligne : http://www.senate.gov/legislative/LIS/roll_call_lists/roll_call_vote_cfm.cfm?congress=110&session=2&vote=00022, page consultée le 27 août 2015.

VAISSE. Justin, *Barack Obama et sa politique étrangère (2008-2012)*. Paris, Odile Jacob, 2012.

VERGNIOLE DE CHANTAL, François. « Le Congrès, des midterms à 2008 ». *Politique américaine*, Vol.8, No. 2, 2007.

Votesmart.org, *McCain Statement on Majority Leader Bill Frist*, 29 novembre 2006, En ligne : <https://votesmart.org/public-statement/227080/mccain-statement-on-majority-leader-bill-frist#.VsTXivnhCCg>, page consultée le 19 février 2016.

Vox, Zack Beauchamp, *What Americans really think about the Iran deal*, 27 juillet 2015, En ligne : <http://www.vox.com/2015/7/27/9049839/iran-deal-polls>, page consultée le 15 mars 2016.

WALKER JR., Philip A. « Lyndon B. Johnson's Senate Foreign Policy Activism: The Suez Canal Crisis, A reappraisal ». *Presidential Studies Quarterly*, Vol. 26, No. 4, 1996.

WAYMAN, Frank W. « Arms Control and Strategic Arms Voting in the U.S. Senate; Patterns of Change, 1967-1983 ». *Journal of Conflict Resolution*, Vol. 29, No. 2, 1985.

WEISSMAN, Stephen. « A Congressional Culture », dans *A Culture of Deference: Congress' Failure of Leadership in Foreign Policy*. New York : Basic Books, 1995.

White House, Office of the Press Secretary, *President's adress to the nation*, 10 janvier 2007, En ligne : <http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2007/01/20070110-7.html>, page consultée le 24 février 2016.

WITTKOPF, Eugene, et McCORMICK, James. « The Cold War Consensus: Did It Exist? ». *Polity*, Vol. 22, No. 4, 1990.

Yahoo News, *A timeline of key events in US-Iran negotiations*, 25 novembre 2013, En ligne : <https://www.yahoo.com/news/timeline-key-events-us-iran-negotiations-051720553--politics.html>, page consultée le 9 mars 2016.

YIN, Robert. *Applications of Case Study Research*. 3^e édition, Los Angeles, SAGE Publications, 2012.

———. *Case Study Research : Design and Methods*, 3^e édition., California, SAGE Publications, 2003.